Raymond MASSÉ

Anthropologue, spécialiste en anthropologie de la santé
Professeur titulaire, département d'anthropologie, Université Laval.

(1980)

LA FIN DES PLANTATIONS ?

Évolution des formes de soumission du travail dans deux sociétés néo- coloniales: Martinique et Guadeloupe.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Raymond MASSÉ

Anthropologue, spécialiste en anthropologie de la santé, Professeur titulaire, département d'anthropologie, Université Laval.

La fin des plantations ? Évolution des formes de soumission du travail dans deux sociétés néo-coloniales : Martinique et Guadeloupe..

Montréal : Publication du Centre de recherches Caraïbes, Université de Montréal, 1980, 154 pp.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 14 novembre 2008 de diffuser cette œuvre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : Raymond.Masse@ant.ulaval.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 23 avril 2009 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Raymond MASSÉ

Anthropologue, spécialiste en anthropologie de la santé
Professeur titulaire, département d'anthropologie, Université Laval.

La fin des plantations ? Évolution des formes de soumission du travail dans deux sociétés néo-coloniales : Martinique et Guadeloupe.

Montréal : Publication du Centre de recherches Caraïbes, Université de Montréal, 1980, 154 pp.

Table des matières

[Présentation](#) par Jean Benoist

[Chapitre I.](#) INTRODUCTION

[Chapitre II.](#)

ESSAI DE CLASSIFICATION DES COUCHES PAYSANNES DANS LES ANTILLES FRANÇAISES

- 2.1. [Héritage du passé colonial](#)
 - 2.1.1. [La situation économique](#) des Antilles françaises au lendemain de l'abolition de l'esclavage (1848)
 - 2.1.2. [Importance de la force de travail immigrée dans l'économie des Antilles françaises après 1848](#)
 - 2.1.3. [Le sort de la grande exploitation agricole dans la 2ème moitié du 19ème siècle](#)
- 2.2. [Évolution de la structure foncière depuis 1935](#)
- 2.3. [L'évolution des cultures d'exportation](#)
- 2.4. [L'évolution des cultures vivrières maraîchères et de l'élevage](#)
- 2.5. [Évolution du travail agricole en Martinique](#)
- 2.6. [Petit paysannat et mode de faire-valoir en Martinique](#)

[Chapitre III.](#)

LA PETITE EXPLOITATION AGRICOLE FACE AUX PLANTATIONS ET À LA SOCIÉTÉ GLOBALE

- 3.1. [Distance face à la plantation et évolution différentielle de deux communautés martiniquaises](#)
- 3.2. [Changements structuraux et évolution de la petite exploitation agricole](#)
- 3.3. [Technologie, encadrement et commercialisation](#)
 - 3.3.1. [Production et commercialisation](#)
 - 3.3.2. [Encadrement technique non adapté](#)

Chapitre IV.

LA PETITE EXPLOITATION AGRICOLE ET LE MILIEU SOCIO-CULTUREL ANTILLAIS

- 4.1. [Jardin familial et jardin créole](#)
- 4.2. [Parenté et agriculture](#)
- 4.3. [Réseaux de communication et changement social](#)
- 4.4. [Urbanisation et rurbanisation](#)
- 4.5. [Conclusion : Réforme foncière et réforme agraire.](#)

ANNEXE 1.

Copie d'un contrat-type liant un immigrant indien à un planteur antillais

BIBLIOGRAPHIE

Tableau 1.	Culture de divers produits agricoles selon l'année de production.
Tableau 2.	Distribution comparative de la propriété martiniquaise d'après trois recensements (1935, 1967, 1973).
Tableau 3.	Répartition des propriétés.
Tableau 4.	Répartition de la propriété en Guadeloupe selon la nature des cultures (estimations).
Tableau 5.	Répartition des propriétés martiniquaises par classe de superficie.
Tableau 6.	Évolution des principales cultures d'exportation depuis 1935 (Martinique).
Tableau 7.	Évolution des surfaces agricoles selon les types de production depuis 1935 (Martinique).
Tableau 8.	Importance de la culture de la canne selon les classes de superficie.
Tableau 9.	Les livraisons de canne selon diverses catégories de fournisseurs (1963).
Tableau 10.	Tonnes de cannes produites selon les classes d'exploitation.
Tableau 11.	Les structures de la production bananière martiniquaise.
Tableau 12.	Nombre de planteurs de bananes en Basse-Terre selon la surface en banane de l'exploitation (1972).
Tableau 13a.	Utilisation du sol par catégorie d'exploitation.
Tableau 13b.	Utilisation du sol par catégorie d'exploitation en pourcentage.
Tableau 14.	Utilisation du sol pour l'élevage par classe de propriété.
Tableau 15.	Comparaison des superficies consacrées à certains légumes en culture pure en 1935 et 1972.

<u>Tableau 16.</u>	Importations Martinique.
<u>Tableau 17.</u>	Importance relative des divers secteurs d'activité selon les années de recensement de la population (Martinique).
<u>Tableau 18.</u>	Population active de 15 ans et plus par sexe et selon la nature du travail agricole
<u>Tableau 19.</u>	Travail du chef d'exploitation sur l'exploitation.
<u>Tableau 20.</u>	Âge des agriculteurs par classe de superficie des exploitations (Martinique).
<u>Tableau 21.</u>	Importance relative des hommes et des femmes dans chaque classe de superficie (Martinique) Classe de sup.
<u>Tableau 22.</u>	Le Mode de faire valoir
<u>Tableau 23.</u>	Importance de chaque mode de faire valoir pour une classe de taille des exploitations données
<u>Tableau 24</u>	Production de sucre selon la catégorie de producteurs au Vauclin et Morne-Vert.
<u>Tableau 25</u>	Structure foncière du Morne-Vert et du Vauclin
<u>Tableau 26</u>	Types de cultures par classe de superficie à Morne-Vert et Vauclin.
<u>Tableau 27</u>	Age des exploitants et sexe, des exploitants au Morne-Vert et Vauclin
<u>Tableau 28</u>	Mode de tenure par classe de superficie au Morne-Vert et au Vauclin
<u>Tableau 29</u>	L'activité extérieure des chefs d'exploitation par commune
<u>Tableau 30</u>	Coûts et moyens de financement des opérations à engager à la Martinique dans les secteurs de l'Agriculture-Élevage, de l'Industrie et du Tourisme au cours du Ve et VIe Plans (en millions de francs)
<u>Tableau 31</u>	Récapitulation des crédits nécessaires à la réalisation du Ve Plan en matière d'investissements dans les différents secteurs de la production agricole et dans l'élevage (Martinique - en millions de francs).
<u>Tableau 32</u>	Morcellement des exploitations de moins de 0.50 ha.
<u>Tableau 33.</u>	Évolution de la population des principaux quartiers au Vauclin.
<u>Tableau 34.</u>	Provenance des propriétaires des lotissements du Morne-Vert.

La fin des plantations ?

PRÉSENTATION

par Jean Benoist

[Retour à la table des matières](#)

Depuis quelques années, on a beaucoup pensé et écrit sur les Antilles. Accompagnant une montée nationale, soulignant la conscience du besoin d'être, beaucoup d'écrits ont joué à la fois le rôle d'une connaissance et celui d'une action. Action qui n'a pas nécessairement une prise directe sur les réalités matérielles, mais qui pousse un nombre croissant d'individus à s'impliquer dans le destin de leur collectivité.

Les travaux de chercheurs professionnels, face à ce bouillonnement culturel, dégagent souvent une certaine impression de fadeur. Malgré eux bien souvent, ils semblent éviter tout projet, tout débouché créateur d'avenir, et se cantonner à une réalité observable, donc amputée de l'imaginaire qui la fait vivre et qui lui donne un sens. Mais en opérant ainsi ces chercheurs suivent cependant une démarche nécessaire, à condition de rester aux aguets des voix qui demandent plus. Par cette écoute, leur approche évolue, et elle converge avec d'autres démarches vers un but identique.

L'évolution des travaux effectués aux Antilles témoigne de cette influence. Dans un excellent texte présente à une conférence organisée par le C.N.R.S.¹, Michel Giraud trace clairement un bilan et un projet qui bien que dépassant les Antilles, les concerne pleinement. Il écrit qu'"Il n'est plus possible de vivre de

¹ "Impact colonial des sociétés industrielles", in Situation actuelle et avenir de l'anthropologie en France, C.N.R.S., Paris, 1979.

bonne foi dans l'imposture d'une ethnologie qui fait sa spécialité de peuples colonisés chez qui elle n'étudie que ce qui n'est pas colonial au moment même où ce par quoi elle reçoit l'existence en même temps qu'un objet d'étude (l'expansion coloniale) détruit cet objet et met en question cette existence pour ne plus lui laisser qu'un rôle d'acculturation..." (p. 270).

Mais le dilemme peut être tranché par un changement de point de vue et un renouvellement théorique. M. Giraud le dit fort bien : "Si les anthropologues prennent, toujours davantage, en compte dans leurs analyses les mécanismes de la domination coloniale et impérialiste (...) alors l'ethnologie sortira effectivement de sa spécification initiale. Des sociétés qui étaient difficilement admises dans son champ d'investigation, sous prétexte que leurs formes traditionnelles sont consubstantielles avec le colonialisme, telles les sociétés antillaises, deviendront un terrain d'étude privilégié pour l'anthropologie du changement et des mouvements sociaux, des conflits culturels et des phénomènes de domination" (p. 270). Au cœur de la genèse et des transformations des Antilles, les faits de domination ont en effet une place majeure, souvent refoulée par les idéologies qui confortent ces dominations ou qui les font tolérer par ceux qui les subissent. Et l'observation, comme l'explication, sont infirmes lorsqu'elles s'aveuglent sur les tensions qui parcourent les équilibres apparents, même si elles ne s'expriment que par des voies détournées.

Il faut toutefois se garder de passer à un autre extrême, simplificateur à l'excès, celui où une approche globale ne tient plus compte que des lignes générales, au point de dénier toute spécificité à la situation réelle. Citons encore Michel Giraud qui appelle à une ethnologie où s'équilibrent les nécessités de l'observation et l'attention à une dynamique : "Dépassant le pointillisme des monographies de l'ethnologie traditionnelle et les généralités de la macro-analyse du néo-colonialisme, il s'agit de développer les recherches, encore trop peu nombreuses, qui tentent de relier les situations concrètes (en particulier celles du changement des formes sociales traditionnelles) aux mécanismes globaux du système impérialiste mondial" (p. 271).

On ne saurait mieux dire le propos de la recherche présentée dans ce volume, recherche où, au long de quelques séries d'observations de terrain, le souci constant a été d'assurer cette liaison.

Il est vain en effet de découper le monde rural antillais en sous-ensembles indépendants, alors que chaque île est elle-même si étroitement articulée avec une métropole. Les nombreux travaux historiques, économiques et sociologiques sur la Plantation nous ont clairement démontré combien celle-ci a tenu un rôle dominant dans l'organisation et l'évolution de la totalité du monde rural antillais, et, au-delà, de la société insulaire. Mais ils ont aussi montré que, dans le rapport international, cette plantation est elle-même le relai soumis, d'une domination économique et politique qui a son siège hors de l'île. Système ancien, qui a longtemps évolué sans se briser malgré les chocs de L'histoire. Mais, maintenant... à l'heure où la Plantation chavire, que se passe-t-il dans tes campagnes antillaises ? Libération sociale, recentrement économique, technique et culturel, ou autres formes de soumission ?

Le travail d'équipe dont Raymond Massé., après y avoir directement participé, présente ici la synthèse, se proposait d'apporter quelques réponses a ces questions. A mesure que la départementalisation se concrétisait, les contradictions entre la société de plantation et une société économiquement développée se multipliaient. L'équilibre antérieur, ébranlé, voyait se libérer les tensions qu'il avait contenues. Migrations des prolétaires ruraux, abandon des petits agriculteurs, réduction généralisée de l'emploi traditionnel s'accompagnaient de changements radicaux des perspectives d'avenir des individus, poussant a des choix qui, a moyen terme semblaient remettre en question l'ensemble de la société.

Paysans en mutation sous une action externe, ces ruraux qui dépendaient jusque-là de la plantation, allaient-ils pouvoir prendre une place nouvelle ? Les terres que l'on morcelait allaient-elles leur permettre de s'intégrer dans une économie nouvelle en y tenant un rôle plus autonome ? Les sources de changement venues de l'extérieur laisseraient-elles aux forces internes à la société l'occasion de les relayer ? Quelles disparités nouvelles, quels remaniements écologiques verrait-on apparaître ? Mais surtout, y aurait-il là, enfin, la rupture d'une dépendance constante depuis les origines de la plantation, ou un simple réaménagement des soumissions ?

Raymond Massé a eu le mérite de rassembler les données que plusieurs chercheurs et étudiants avaient collectées à la Martinique et à la Guadeloupe. Mais il a eu une ambition plus grande. S'appuyant sur divers autres travaux, et élargissant ses sources, plaçant l'ensemble dans une structure dont il a pris l'initiative, il a fait œuvre personnelle, et cela dans l'esprit qui a été souhaité au début de cette préface : faire une ethnologie qui, tout en étant attentive aux plus modestes récits, ne ferme les yeux devant aucune des grandes forces sociales ou historiques qui parcourent les sociétés qu'elle étudie, et qui bien souvent les écrasent.

La fin des plantations ?

Chapitre I

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Ce travail constitue le rapport de synthèse d'un projet financé par le Gouvernement québécois qui vise, à travers l'étude intensive d'une région bien connue par les principaux membres de l'équipe à apporter une contribution à la connaissance de l'«évolution des paysannats dans des sociétés largement structurées par les grandes plantations coloniales, à l'heure où celles-ci se transforment ou s'effondrent sous l'effet de la conjoncture mondiale».

Outre son contenu scientifique, ce projet a fourni à plusieurs étudiants québécois la possibilité de prendre contact avec une réalité extérieure à la réalité québécoise et d'acquérir une formation pratique dans l'analyse des problèmes socio-économiques de sociétés en proie à des profonds problèmes de développement. Axé sur l'analyse de l'évolution de l'agriculture aux Antilles françaises, ce projet, par le biais des divers rapports produits par les membres de l'équipe (voir dans la Bibliographie les titres avec astérisques), contribue à jeter un éclairage nouveau sur un secteur-clé de l'activité économique de l'archipel antillais : l'économie agraire.

Traditionnellement caractérisées par :

- une concentration des terres en grandes propriétés appartenant à une minorité de blancs créoles,
- par la culture d'une denrée unique d'exportation, la canne à sucre,
- par une structure sociale dualiste opposant une aristocratie foncière blanche à une masse de travailleurs de couleur,
- par la multiplication de microfundias servant d'assise économique à une classe de petits paysans qui devaient recourir à un travail salarié sur les plantations pour assurer leur subsistance,
- par le caractère "excentré" des structures de pouvoir tant économique que politique, les Antilles françaises ont connu des changements profonds de structure dans les dernières décennies.

La promotion de la Martinique et de la Guadeloupe au rang de Départements français d'Outre-Mer en 1946, a en effet provoqué un changement fondamental de structure dans ces sociétés qui, de sociétés coloniales de plantation, deviennent sociétés néo-coloniales périphériques de consommation. Ce changement structural a influé directement sur le devenir de la masse des prolétaires ruraux de même que sur le petit paysannat. "Or l'évolution de ces groupes sociaux est encore mal connue. Face aux structures qui se mettent en place, ils peuvent se soumettre, s'adapter, tenter de remanier la société ou au contraire émigrer vers les cités ou hors de leur île. De leurs choix et de leur comportement dépend l'avenir des activités rurales. Or on ignore ces choix, on ignore les réseaux de communication qui les orientent, on ignore les remaniements écologiques, économiques et sociaux qui les traduisent" (Projet et programme de l'équipe, 1975).

Ce groupe des paysans et prolétaires ruraux représente une partie importante de la population martiniquaise. "En dépit de l'intense mouvement d'urbanisation qui frappe la Martinique depuis une génération, la population rurale éparsée renferme encore près de la moitié, 45% exactement des Martiniquais qui restent obstinément accrochés à leurs mornes" (Atlas de la Martinique). Toutefois cette population rurale se concentre sur une partie fort limitée du territoire utile. "Sur

moins de 250 km², à peine plus du 1/4 de la zone rurale, vivent plus de 100.000 personnes soit plus de 70% de la population rurale éparse" (Atlas de la Martinique). Or "alors que le thème de l'urbanisation à outrance fait fureur en Martinique comme ailleurs, il faut pourtant bien se rendre à l'évidence : la population rurale éparse (...) s'est légèrement accrue depuis 1954 de 10.000 personnes environ" (Atlas) et ce sur un territoire déjà très densément peuplé.

De même l'agriculture demeure un secteur important de l'économie martiniquaise dans la mesure où elle "fournit l'essentiel des possibilités d'achat du département à l'extérieur et distribue des revenus à 35% environ de la population active" (Atlas). Bien que des données précises fassent défaut pour établir l'importance exacte de la petite paysannerie en Guadeloupe, tous les rapports et études signalent une importance encore plus grande de la petite exploitation agricole dans cette île. Lasserre, par exemple, (1961, tome 1, p.433) disait que "la Guadeloupe se différencie de la Martinique par son plus grand nombre de petits propriétaires : 16.000 cultivateurs indépendants contre environ 5.000, si l'on ajoute que les colons sont 8.000 en Guadeloupe contre 1.000 en Martinique..." on ne peut qu'en déduire la très grande importance de la petite exploitation agricole dans cette île. On peut observer d'ailleurs un développement tout aussi marqué de la population rurale éparse en Guadeloupe.

Dans ce contexte de changement rapide et profond de la société antillaise, l'agriculture et la population rurale représentent donc toujours deux composantes fondamentales de la société martiniquaise avec lesquelles il faut compter.

Bien que statistiquement importante, la classe paysanne se voit attribuer par les chercheurs un rôle très variable dans la dynamique socio-culturelle. Stavenhagen * (1969) relève deux opinions contradictoires :

"In every part of the world generally speaking, peasantry have been a conservative force in social change, a break on revolution, a check on that disintegration of local society which often comes with rapid technological change" (Robert Redfield, *Peasant, Society and Culture*).

* [Voir : Rodolfo Stavenhagen, Les classes sociales dans les sociétés agraires. Sociologie et tiers-monde. Paris: Éditions Anthropos, 1969, 402 pp. Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

"Il est clair que, dans les pays coloniaux seule la paysannerie est révolutionnaire. Elle n'a rien à perdre et tout à gagner. Le paysan, le déclassé, l'affamé et l'exploité qui découvre le plus vite que la violence seule, paye" (Frantz Fanon, *Les damnés de la Terre*).

Sans réfuter l'une ou l'autre de ces conceptions du rôle de la paysannerie dans la dynamique socio-politique, un fait fondamental demeure : la classe paysanne fait partie intégrante de la société et joue, consciemment ou non, un rôle déterminant dans l'évolution de cette dernière. La conception la plus nuisible à l'analyse de la paysannerie et de l'agriculture est celle qui fait du monde paysan un monde à part, retardataire, arriéré qui entrave et ralentit le développement des secteurs urbains et industriels. Cette conception dualiste du développement repose sur le postulat que le secteur paysan de subsistance constitue un frein au développement de l'ensemble de la société, qu'il représente un obstacle à l'abolition des disparités régionales et qu'il nuit au libre développement des régions industrialisées. Gunder Frank, à partir de l'analyse de la théorie de deux Brésils en arrive pourtant à la conclusion générale que "le secteur de subsistance, étant précisément résiduel dans sa production et son revenu, joue en quelque sorte le rôle d'un pare-choc qui isole, protège et stabilise partiellement l'économie agricole toute entière. Il contribue ainsi à stabiliser également l'économie nationale et internationale. Loin d'être à la remorque de l'économie nationale et internationale, le secteur de subsistance joue donc le rôle d'un amortisseur contribuant à la marche de l'économie et lui évite de se désagréger à chaque choc, à chaque crise" (1974, p. 237). Le monde paysan et le monde urbain industrialisé et commerçant constituent ainsi deux parties d'un même système économique, parties qui sont reliées par des liens d'interdépendance économique mais aussi par les divers réseaux de communication qui assurent les échanges de valeurs et de marchandises.

Toutefois le monde paysan antillais n'a pas seulement un rôle important à jouer à l'intérieur des sociétés antillaises contemporaines ; de fait le système des plantations fut dès le 17^{ième} siècle un produit du développement du capitalisme international. Gray rappelle que "fundamentally, however, the one-crop system was a result of the selective influence of economic competition leading to worldwide specialization (Gray, 11 : 458-459 cité par E. Frank, 1978, p. 196). Le développement du système de plantation au 17^{ième} siècle dans l'ensemble de la Caraïbe (ce qui deviendra l'Amérique des Plantations), doit donc être analysé en référé-

rence à l'extension de la sphère d'influence du capitalisme européen naissant, extension qui se manifesta par un impérialisme économique, politique, légitimé par une idéologie discriminatoire fondée sur la langue, la religion, la couleur de la peau. Même s'il est difficile de cerner les causes fondamentales de cet impérialisme : nécessité pour le capital de trouver sans cesse de nouvelles forces de travail pour sa reproduction élargie (Otto Bauer), nécessité de mobiliser les excédents de capital à l'extérieur des limites de la sphère de production proprement capitaliste (Lénine), nécessité de la réalisation de l'excédent de production par l'élargissement des marchés (Rosa Luxemburg), il n'en demeure pas moins que le développement du système de plantation ne peut être analysé indépendamment du développement du capitalisme marchand en Europe.

D'ailleurs la plantation devient elle-même une entreprise de type capitaliste. Gunder Frank, citant Gray rappelle que "the plantation was a capitalist type of agricultural organization in which a considerable number of unfree laborers were employed under unified direction and control in the production of staple crop" (Gray, 11 : 302). Ces entreprises agricoles partageaient de fait avec les manufactures européennes ces trois principales caractéristiques : a/ une production écoulée par le commerce ; b/ un investissement massif en moyen de production, le recours à une main-d'oeuvre dépossédée de ses moyens de production et au capital bancaire de même que la recherche du taux de profit moyen ; c/ une tendance à la spécialisation.

Les plantations et les usines et distilleries qu'elles possédaient se trouvaient au coeur de la sphère de production spécifiquement capitaliste, sphère qui s'opposait d'ailleurs au sein d'un même mode de production colonial, aux sphères de production pré-capitalistes telles la petite exploitation agricole, le petit commerce et la pêche. La plantation et la petite exploitation agricole, loin d'appartenir à deux sphères de production indépendantes l'une de l'autre, sont liées au sein du mode de production capitaliste de type colonial par une relation fondamentale de soumission-dépendance dans laquelle la petite exploitation est assujettie aux impératifs de reproduction élargie de la sphère productive proprement capitaliste. Il n'existait donc pas à l'époque coloniale deux systèmes de production indépendants, la plantation et la petite exploitation "indépendante" mais bien un seul mode de production qui déterminait l'état des rapports entre ses principales sphères de la production, le mode de production capitaliste de type colonial.

Gray retrace ainsi le développement de ce mode de production : "The plantation system had its genesis in the economic organization of the early joint-stock company (...) The plantation system was the natural successor of the colonizing company. With quasi public functions of colonial foundation accomplished and the functions of government taken over by public agencies (after the initial private colonizing investments had largely proved to be commercial failures) the remaining task was to finance immigration and settlement business of production. It would have been impracticable for the European capitalist to advance to each labourer the necessary expenses of emigration and settlement, leaving him work out his own success and to repay the debt at will. The planter was the effective agent through whom European capital might be so employed, and the plantation was the agency of colonial expansion which brought together and combined three separate factors in utilising the natural resources of the New World ; the labour of the industrial sector or the slave, the capital furnished by the European merchant, and the directive activity of the planters. In some instances, of course, the planters themselves furnished part or all of the capital..." (Gray, 11, 312, 311 in Frank, 1978, p. 194).

Ainsi on peut prendre comme point de départ de cette analyse que dès l'établissement du système des plantations, l'agriculture antillaise était organisée sur un mode capitaliste de production composé de diverses sphères de production dont l'une est dominante (la sphère de production proprement capitaliste fondée sur la plantation) et l'autre dominée (la sphère de production précapitaliste fondée sur l'agriculture de subsistance, la pêche et le petit commerce) et que ce mode de production colonial est lui-même dominé par le capitalisme européen dont il ne constitue qu'une extension. On peut maintenant poser les questions suivantes : de quelle façon la sphère de production précapitaliste est-elle liée à la sphère de production proprement capitaliste et de quelle façon le système de plantation lui-même est-il lié au système économique international ? Quel est le lien par lequel sont reliés ces entités ?

Ce lien comme nous le démontrerons dans cette étude c'est le travail humain exploité comme "force" de travail. Ce qui génère cette interdépendance de la plantation et de la petite exploitation agricole et justifie la reproduction du rapport de domination/subordination qui existe entre ces deux niveaux de la production agricole n'est ni le besoin d'approvisionnement des usines en canne à sucre, bananes

ou autres produits d'exportation, ni le besoin pour les paysans d'un recours au travail salarié pour arrondir leurs revenus. Ces deux facteurs ne sont en fait que les conséquences "apparentées" d'une cause première, fondamentale : la nécessité pour le capital de s'assurer la disponibilité d'une force de travail nombreuse qu'il soumettra soit directement (soumission réelle : salariat agricole), soit indirectement (soumission formelle : colonage, fermage, contrat de fourniture). Les diverses sphères de production au sein d'un même mode de production de même que les divers modes de production eux-mêmes sont liés non par le biais de la circulation des marchandises ou de la monnaie mais par la circulation de la force de travail.

Ce choix nous amène alors à poser que le développement agricole aux Antilles françaises est : 1/ le produit d'une division internationale du travail et 2/ ... le produit d'une soumission de la force de travail antillaise à la production de matières premières. C'est à ce deuxième aspect que nous nous attarderons principalement.

En fait le point de départ de cette analyse de la paysannerie des Antilles françaises est la considération de la non-possession "réelle" par le petit paysannat de ses moyens de production. Nous prenons comme hypothèse de départ que le petit exploitant agricole n'a jamais eu qu'un contrôle partiel, très réduit sur son travail. Il n'avait que très peu le choix de travailler ou non sur les plantations ou de cultiver de la canne à sucre pour les usines et les plantations. Son statut même de salarié agricole ou de petit propriétaire était déterminé en dernier ressort par les besoins en terres des grands planteurs et en fonction des crises sucrières cycliques qui faisaient tantôt reculer, tantôt avancer les limites des grandes propriétés par un jeu de morcellement/concentration des terres. Ainsi l'ensemble du paysannat sera considéré comme une réserve de main-d'oeuvre utilisée par les habitations sucrières et les usines. La distinction entre salariés agricoles et petits exploitants "indépendants" ne sera envisagée que comme différence entre deux modes de vente de la force de travail aux usines. Dans le premier cas, il y a vente immédiate de la force de travail à l'usine, dans le second il y a vente de travail "matérialisé" sous forme de canne à sucre. On rejoint ici la distinction marxiste reprise par Faure entre soumission réelle et soumission formelle du travail au capital (Faure, 1978). Le premier vend sa force de travail avant que le procès de production n'ait débuté. Le second vend sa force de travail une fois le procès de production terminé. Le petit exploitant agricole devient à la limite un "producteur salarié aux pièces" qui

travaille à la maison, souvent sur les terres de l'usine, pour s'assurer un minimum de revenu monétaire. Le salariat, le métayage, le faire valoir direct et l'exploitation des lots de réforme foncière ne représentent donc que diverses modalités de la vente obligatoire de la force de travail du paysan aux plantations et usines à sucre.

Ce schéma d'analyse des rapports de production au sein du secteur de production agricole bien qu'essentiel à la compréhension de l'évolution de l'agriculture aux Antilles françaises ne peut toutefois pas tout expliquer dans ces sociétés marquées non pas par les seuls rapports de classe, mais par des rapports raciaux et ethniques originaux. Nous sommes en présence non de simples rapports patrons-ouvriers, mais de rapports Blancs/Noirs, Blancs créoles/descendants d'esclaves. Or ces deux modes de rapports d'ordre sociologique et culturel ne font pas seulement que masquer les rapports réels de classe, mais ils les modifient profondément, pour produire des rapports de classe originaux. Il faut se rappeler que les rapports de classe ne sont pas déterminés structurellement, par la simple position qu'occupe un groupe par rapport aux moyens de production mais aussi par les conséquences sociales et culturelles de la position structurelle d'un tel groupe, c'est-à-dire par les rapports sociaux de production. Les instances politiques et idéologiques seront à côté des rapports structuraux de production, des éléments clés dans la détermination des classes sociales en présence.

Aussi comme nous le verrons tout au long de ce travail, les modalités de la vente de la force de travail paysanne ont évolué de façon marquée, et ce principalement dans les dernières décennies, avec la déstructuration du système de plantation. Le problème n'est pas seulement que le paysannat vend sa force de travail pure ou sa force de travail matérialisée de plus en plus aux plantations sucrières ou sur les marchés des bourgs (sous forme de produits vivriers et maraîchers). Le problème vient plutôt de ce que de nouveaux types de rapports se sont établis au sein même de l'agriculture, plus précisément entre les sphères précapitalistes (petite exploitation agricole, petit commerce) et capitalistes (plantations, usines, hangars d'emballage des bananes, distilleries) de la production agricole. De même, de nouveaux rapports entre le système colonial et le système économique international sont venus compliquer le tableau.

D'abord nous pouvons établir quatre rôles principaux de la production agricole dans l'économie globale :

- I/ Produire à bon marché des denrées alimentaires qui limiteront le coût de reproduction de la force de travail employée dans les autres secteurs de la production.
- 2/ Élargissement du marché intérieur pour le capital :
 - a) L'agriculture constitue un marché pour les produits d'origine industrielle (moyens de production).
 - b) Création d'un secteur de transformation des produits agricoles (donc recours à de nouveaux moyens de production).
 - c) Création d'un potentiel d'emprunt bancaire.
 - d) Extension du marché des biens de consommation.
- 3/ Maintien d'une réserve de main-d'oeuvre disponible pour les autres secteurs de l'économie.
- 4/ occultation de la position de classe réelle des producteurs qui ont l'illusion de contrôler de façon indépendante leurs moyens de production (voir Faure, 1978, pp.121-158).

Or dans le cas de la Martinique et de la Guadeloupe, l'absence presque complète d'un secteur manufacturier et industriel limite certains des effets possibles du secteur agricole sur l'économie comme celui de maintenir disponible une réserve de main-d'oeuvre pour l'industrie ou encore celui d'une division des forces paysannes et des forces ouvrières. Par contre, la mécanisation à tous les niveaux de la production permet la production à bon marché des denrées alimentaires de même qu'un débouché pour le capital bancaire. Mais surtout, dans la mesure où nous analyserons dans ce travail l'évolution des Antilles au travers du passage d'une société coloniale de production de matières premières à une société néo-coloniale périphérique de consommation d'une surproduction métropolitaine de biens de consommation, le rôle principal que sera de plus en plus appelé à jouer l'agriculture sera celui d'élargir le marché intérieur pour le capital métropolitain et principalement de développer un marché pour les biens importés de consommation ou de production. Cette nouvelle fonction remplie par l'agriculture antillaise

sera d'autant plus vitale pour ces sociétés néo-coloniales que face à la stagnation chronique du secteur manufacturier et industriel, l'agriculture demeure le seul secteur de production qui peut pallier au déséquilibre créé dans la balance des paiements par l'hypertrophie du secteur tertiaire des services.

Ainsi l'analyse de la paysannerie martiniquaise ² n'a de sens que dans la mesure où cette dernière est considérée comme partie intégrante du système néo-colonial de consommation. La paysannerie ne constitue pas un groupe indépendant refermé sur lui-même, mais représente la structure de base sur laquelle se développe le secteur urbain, commercial et fonctionnarisé. Sans ce secteur de subsistance, la société de consommation ne pourrait exister (ou tout au moins n'exister qu'artificiellement, ce qui devient d'ailleurs graduellement le cas aux Antilles françaises avec le déclin de l'agriculture et de là le déséquilibre de la balance des paiements). Telle sera la thèse de départ qui guidera le présent travail.

Assistons-nous aux Antilles françaises, à une simple redéfinition du paysannat, à une réorientation de ses activités vers la production vivrière-maraîchère au dépend des cultures d'exportation (canne, banane), ou à la simple disparition progressive voire planifiée du paysannat traditionnel ?

Qu'advient-il des ruraux dont la subsistance dépendait des rentrées d'argent frais provenant du travail salarié sur les plantations et dans les usines à sucre, dans un contexte de désorganisation des cultures d'exportation où la seule alternative devient le travail fonctionnarisé dans le secteur public ? Quelle est l'évolution de la structure foncière dans un contexte où des milliers d'hectares des meilleures terres des grandes plantations sont laissées en friche pendant que la petite et la moyenne exploitation agricole subissent un mouvement de morcellement sans précédent faute d'espace pour l'expansion ?

Quel rôle jouent encore les cultures d'exportation dans la vie économique des petits exploitants agricoles ? Quelles sont les conséquences des mouvements d'ur-

² À cause de l'absence de certaines informations statistiques sur l'agriculture guadeloupéenne, particulièrement sur ses aspects historiques de même que sur le manque d'homogénéité dans la présentation des informations des recensements généraux de l'agriculture des deux Îles et de la prédominance des rapports de recherche portant sur la Martinique, une insistance plus grande sera attribuée au cas martiniquais dans ce travail.

banisation et de "rurbanisation" ? Quel fut le résultat des politiques de réforme foncière ?

Toutes ces questions seront analysées dans ce rapport qui se veut plus qu'un simple travail de synthèse des travaux effectués par des étudiants sur le terrain. Ayant puisé des données à des sources très diversifiées, l'auteur s'est en effet efforcé de resituer le problème agraire antillais dans ses dimensions politiques et sociales tant locales qu'internationales. Le cadre théorique d'analyse sous-jacent à ce travail implique donc la seule responsabilité de l'auteur.

La fin des plantations ?

Chapitre II

Essai de classification des couches paysannes dans les Antilles françaises

2.1. HERITAGE DU PASSÉ COLONIAL

[Retour à la table des matières](#)

Le rôle stratégique que les possessions antillaises jouaient dans les politiques expansionnistes de la France au 16ème siècle allait se muer en rôle économique dès le début du 17ème siècle. Avec l'introduction de la canne à sucre vers 1650 à la Martinique, la vocation de colonie peuplée de petits colons importés d'Europe dans le but de fonder un établissement autosuffisant s'avéra moins profitable pour la métropole que l'utilisation de ces territoires aux fins de production d'une denrée exportable et rentable : le sucre. "En 1761, 681 habitants se partageaient les terres de la Martinique, la plupart des propriétés comptant de 10 à 20 ha. Les cultures vivrières et la culture du tabac couvraient plus des 2/3 de la surface agricole" (May, 1972, p.85). Cette culture de la canne "impliquait avec la fabrication du sucre une organisation déjà complexe et des domaines d'une certaine étendue, et comme elle procurait de gros bénéfices, ceux-ci (...) étaient employés à acheter de nouvelles terres" (Revert, 1949, p.259).

C'est ainsi que d'abord installés sur la côte nord caraïbe, les planteurs sucriers motivés par la rentabilité de cette production, étendirent leur zone d'action vers les grandes plaines du Centre, bousculant les petits colons européens qui ne pouvaient concurrencer avec leur production de cultures secondaires (telles le tabac, le roucou, l'indigo etc...) et vivrières maraîchères (igname, manioc, banane, chou caraïbe etc...), ces grands propriétaires armés des capitaux fournis par les négociants insulaires et métropolitains et de la force de travail importée par le biais du commerce négrier.

Déjà au 18^{ième} siècle, 540 sucreries ou plantations contrôlaient 38.000 hectares des meilleures terres de la Martinique (Revert, 1949, p.260). La Guadeloupe comptait pour sa part 111 sucreries en 1710, 170 en 1719, 200 en 1725 et 278 en 1742. En 1790, 391 sucreries cultivaient tout près de 20.000 hectares de cannes (Lasserre, 1961, tome 1, p.352). La grande plantation familiale, fondée sur la production sucrière allait au cours des siècles façonner la société et la culture de près de la moitié du continent américain du Brésil au sud des États-Unis, de la mer Caraïbe au Pacifique. Toutefois aux Antilles françaises, la grande propriété n'a jamais pu contrôler l'ensemble de la terre agricole, la petite et moyenne propriété ayant toujours dû jouer un rôle important dans le maintien de l'équilibre économique de la colonie. A côté des grandes plantations sucrières martiniquaises "se rencontraient d'ailleurs de nombreuses caféières, cacaoyères et cotonneries au nombre de 9148, 101 et 233 en 1788 avec des superficies moyennes de 6,11 et 7 hectares" (Revert, 1949, p.260). En Guadeloupe, de même, les petits planteurs qui ne pouvaient faire les investissements industriels requis faute de capitaux se rabattirent sur les cultures secondaires d'exportation dont la production était fortement encouragée par la Couronne d'ailleurs, ainsi l'archipel guadeloupéen comptait 126 indigoteries en 1686, elle cultiva une moyenne de 6.500 ha de coton tout au long du 18^{ième} siècle, les cacaoyères couvraient 190 ha en 1781, 178 en 1790 et 77 en 1818, le café couvrit jusqu'à 11.750 ha en 1777 (Lasserre, 1961, pp.367-368).

D'après le tableau suivant (no.1) que nous fournit Kervégant, on peut ainsi observer que la canne à sucre n'a jamais été la seule production de la Martinique, bien qu'elle constitua toujours la principale denrée d'exportation. En fait, ces cultures vivrières, maraîchères, secondaires et d'exportation n'ont jamais existé indépendamment les unes des autres, mais ont plutôt évolué dans un certain équilibre, les vicissitudes de la production sucrière étant compensées par une exten-

sion temporaire des cultures secondaires d'exportation et des cultures vivrières maraîchères. Moyennes et grandes plantations vivaient donc dans une sorte d'équilibre instable où la moyenne propriété joua le rôle de zone tampon qui absorba les chocs conséquents aux crises du marché sucrier. Il s'est établi un mouvement d'oscillation entre ces deux classes complémentaires de propriété au fil duquel la tendance au remembrement des petites exploitations a toutefois toujours suivi et compensé la tendance au morcellement des plantations.

À partir de la seconde moitié du 19^{ème} siècle cependant, une troisième composante apparue, qui n'avait avant l'abolition de l'esclavage (1848) que peu d'importance : la petite propriété de moins de 3 hectares. En fait avant le décret d'abolition, la masse des noirs esclaves vivait près des habitations dans des alignements de cases aux formes géométriques. Revert (1949, p.280) estime à 79% l'importance de ce groupe qui dépendait entièrement de la plantation pour obtenir vivres et abris. Seule une minorité d'affranchis reçut des colons blancs un bout de terrain en tant qu'enfants illégitimes reconnus par les planteurs ou l'acquirent après rachat de leur liberté et constitua un groupe de gens de couleur libres. La majorité de la population à l'époque coloniale se nourrissait à même les quelques hectares que les habitations cultivaient en vivrières-maraîchères aux fins de reproduction de la force de travail. Très souvent d'ailleurs à cette époque, l'État dû intervenir par décrets pour obliger les latifundistes à cultiver une surface minimale en cultures de subsistance, voyant un danger très net dans le maintien d'une dépendance face à l'importation de l'Europe de la nourriture requise pour les travailleurs des colonies ³.

³ Certaines ordonnances émanant de la Royauté stipulaient que tout planteur devait planter 500 fosses d'ignames pour chacun de ses esclaves plus 25 pieds de bananiers, plus d'autres vivres pour une superficie d'un hectare de vivres par 10 esclaves (Lasserre, 1961, pp. 370-371).

TABLEAU 1. Culture de divers produits agricoles selon l'année de production.

[Retour à la table des matières](#)

années	Canne à sucre	Caféier	Cacaoyer	Cotonnier	Vivres et divers
1807	16.105	4.665	510	791	9.960
1816	15.776	3.923	632	445	9.937
1822	17.621	3.786	575	468	9.705
1826	17.621	3.861	491	720	9.413
1834	17.099	3.119	456	133	7.697
1835	21.179	3.082	492	178	13.389
1840	18.765	2.266	414	203	12.853
1845	20.331	1.921	586	155	11.731
1850	15.085	1.236	449	10	12.736
1855	16.599	769	464	38	12-386
1860	20.083	415	212	338	12.838
1870	18.832	495	628	356	12.761
1875	19.200	542	603	243	13.353
1880	19.364	683	816	211	13.438
1885	21.142	200	939	77	14.186
1889	23.000	202	1.211	21	15.710
1895	20.116	349	1.784	18	17.436

Source : Kervégant : Notes de statistiques et d'économie agricole, *Bulletin agricole de la Martinique*, Juin 1936, p. 99.

De 1895 à 1935, il semble, aussi extraordinaire que cela paraisse, qu'aucun recensement sérieux n'ait été effectué, à part peut-être celui du Dr. Pauquet en 1911, et dont nous donnons les résultats ci-après :

- plantations de cannes	24.000 ha
- savannes annexées aux plantations (jachères)	8.000 ha
- savannes consacrées à l'élevage	7.000 ha
- cacaoyers	1.500 ha
- petites plantations et cultures vivrières	12.000 ha
Surface agricole totale	52.500 ha

À côté de ce groupe d' "esclaves casés" se retrouvait donc des moyens propriétaires constitués, en grande majorité des petits planteurs blancs mais aussi des mulâtres libres, qui s'adonnaient à plein temps aux cultures secondaires et ne pouvaient pas dans le travail sur les plantations le classique surplus de revenu. Ce groupe des Antillais de couleur libres a pris une importance particulière dans les décennies qui ont précédé l'abolition de l'esclavage. Joubert (1948, p.107) par exemple souligne que "La population avait évolué à la Martinique de 10.800 hommes libres de couleur en 1826 à 32.600 en 1842 ; la Guadeloupe passant aux mêmes dates de 9.500 à 26.000 hommes de couleur libres ; mais c'est insuffisant, il restait en 1842, 76.000 esclaves à la Martinique et 92.000 à la Guadeloupe". En fait l'opinion publique depuis le début du 19^{ème} siècle condamnait de plus en plus ouvertement la traite et l'esclavage lui-même et conséquemment le renouvellement de la main-d'oeuvre devenait de plus en plus difficile. Ce mouvement de libération des esclaves (soit par rachat de leur liberté par connaissance de la paternité du planteur) amena une lente diminution du nombre des esclaves. Entre 1826 et 1842 la Martinique en perdit 5.000 et la Guadeloupe 4.000 (Joubert, 1948, p. 107).

Ainsi, 32.600 hommes de couleur sur 108.600 à la Martinique en 1842 contre 26.000 sur 118.000 soit 22% à la Guadeloupe étaient libres ⁴. De ce groupe d'Antillais de couleur libres, près de la moitié aurait pris la direction des villes mais l'autre moitié aurait préféré s'établir comme exploitants agricoles sur les terres inoccupées. Si on ajoute à ce groupe de petits exploitants agricoles un nombre indéterminé (mais relativement élevé, surtout en Guadeloupe où les zones agricoles vierges étaient peu étendues) d'esclaves marrons, on peut supposer l'existence avant même l'abolition de l'esclavage d'une petite paysannerie indépendante de couleur relativement importante. Un indice intéressant qui souligne l'impact de ce mouvement d'émancipation pré-abolitionniste est celui de l'accroissement important des cultures vivrières-maralchères qui passent de 5.430 ha en 1826 en Guadeloupe à 16.386 ha en 1847 (Lasserre, 1961, tome 1, p. 393).

Toutefois une certaine dépendance face au travail salarié sur les plantations devint le sort de la nouvelle classe de petits propriétaires qui dès la seconde moitié

⁴ Revert (1973, p.22) précise que le groupe des sang-mêlés passe de 658 en 1701 à 1.295 en 1738, 2.268 en 1769, 5.235 en 1789 pour atteindre 38.729 en 1847.

du 19^{ième} siècle, issu du groupe des affranchis "au nombre de 72.859, abandonnèrent les groupements de cases situés autour des sucreries pour habiter sur des pans de mornes vendus ou même à eux donnés par leurs anciens maîtres" (Delawarde, 1937, p.40). Le sort de ce nouveau groupe d'exploitants agricoles de couleur devint d'autant plus lié à celui des grandes plantations que non seulement leur salaire saisonnier mais leur droit de propriété d'une parcelle de terre dépendait du mouvement d'extension et de contraction des grandes plantations qui tour à tour vendaient et rachetaient des terres aux travailleurs au gré des prix du sucre et selon l'état financier de leur exploitation.

Ces petits exploitants agricoles "formèrent ainsi un nouveau secteur à l'extérieur des plantations, se livrant à des cultures secondaires d'exportation et surtout à des cultures vivrières et à d'autres activités tournées vers le marché interne. Ce 'secteur domestique' ne peut guère s'étendre étant donné sa nature marginale et la limitation des terres qu'il pouvait occuper (...) (il) ne réussit jamais à occuper que 50% de la main d'oeuvre totale ⁵. Cependant son apparition dans l'économie de plantation (...) signifie que la diversification de l'économie de l'île ne prit naissance qu'à la faveur des difficultés de la plantation et que la poursuite de ce mouvement se trouva freiné par le maintien des plantations" (Crusol, CERAG, no. 28 : p. 11).

Corrélativement à l'apparition de cette nouvelle classe des petits exploitants agricoles se développèrent les cultures vivrières et maraîchères qui passèrent de 9.960 hectares en 1807 à 7.697 ha en 1831, 12.853 ha en 1840, 14.180 ha en 1885 et 17.436 ha en 1895" (Kervegant, 1936, p.99). Leur développement toutefois s'est inscrit dans le mouvement d'oscillation qui fut décrit plus tôt entre grandes exploitations sucrières et petites et moyennes exploitations de cultures vivrières et secondaires et ainsi au gré des hausses des cours du sucre sur le marché métropolitain, les surfaces plantées en vivrières maraîchères baissèrent à 12.000 ha en 1911 (Kervegant, idem, p.99) et à 6.221 ha en 1935 (Recensement agricole de la Martinique, 1935).

⁵ Nous considérons personnellement que ce chiffre est révélateur de l'importance fondamentale de la petite exploitation agricole dans l'économie antillaise.

2.1.1. La situation économique des Antilles françaises au lendemain de l'abolition de l'esclavage (1848)

[Retour à la table des matières](#)

Les années qui suivront l'abolition de l'esclavage seront donc témoins de la constitution d'une véritable paysannerie antillaise jouissant de leur liberté toute fraîche, les anciens "esclaves casés" fuiront les plantations pour aller s'installer sur les terres vierges de leurs Îles, dans les parties les plus accidentées impropres à la culture de la canne. Ils reconstitueront de "véritables coins d'Afrique, avec quelques champs cultivés selon les techniques anciennes, sans bétail, à la houe, avec des jachères longues et étendues" (Singaravelou, 1975 : 10).

L'abandon des plantations par les anciens esclaves fut toutefois plus massif en Guadeloupe qu'à la Martinique. "La faible densité de l'occupation du sol en Guadeloupe a facilité de tels déplacements. En 1848, les surfaces cultivées étaient de 31.263 ha sur une superficie totale de 164.513 ha soit 19% (...) Près des 2/3 de l'île n'étaient point utilisés : les bois et forêts s'étendaient sur 69.815 ha et les terrains non cultivés sur 39.308 ha. (Singaravelou, 1975 : 10). La pénurie de main-d'oeuvre fut moins marquée pour les plantations de la Martinique car "sur une superficie totale de 98.782 ha, les bois et forêts couvraient 23.097 ha et les terrains cultivés 18.460 ha. Les noirs libérés étaient contraints au travail sur les 'habitations' faute d'espace pour s'installer ailleurs (idem, p. 11).

Cette pénurie de main-d'oeuvre, conséquente à la libération des esclaves, eut de graves répercussions sur la production sucrière. En Guadeloupe par exemple "la moyenne annuelle de la production du sucre durant les cinq dernières années du travail servile (1843-1847) est de 31.823.328 kg de sucre brut, cette moyenne tombe à 17.226.701 kg durant les cinq années qui ont précédé l'abolition (1849-1853)" (Singaravelou, 1975 : 10). Pour lutter contre l'exode de la main-d'oeuvre deux types de mesures sont prises. Premièrement les planteurs tentent de s'attacher l'ancienne main-d'oeuvre servile, en cédant aux nouveaux libres de couleur l'usufruit à titre personnel d'un lopin de terre situé sur les limites de leurs propriétés qui finira par appartenir de fait puis de droit à leurs descendants. Certains planteurs passent des contrats de déboisements des limites des propriétés moyen-

nant un droit d'exploitation. Enfin "à la fois par besoin financier, et pour fixer de la main-d'oeuvre près de leur habitation, de nombreux propriétaires vendirent des lopins de terre à leurs anciens esclaves, aux lisières de leurs propriétés. Étant donné l'exiguïté de ces parcelles, les nouveaux affranchis se trouvaient aussi dans l'obligation de travailler à la tâche à l'entreprise ou à la journée sur les terres des anciens maîtres" (Lasserre, 1961, tome 1 : 394). Ce fut l'établissement des premières formes de colonage.

Une deuxième forme d'intervention pour lutter contre l'exode de la main-d'oeuvre est appliquée par l'État. Par un décret d'avril 1848, le Gouverneur de la Martinique ordonne une nouvelle répartition de l'impôt qui devant être payé en argent oblige tout le monde au travail salarié. Un comité formé à Fort-de-France au lendemain de l'abolition organise des tournées dans chaque commune pour inciter les 'nouveaux libres' à travailler dans les ateliers et sur les plantations. "Un arrêté du 21 août organisait la police, une décision du 22 août portait création d'ateliers de discipline (pour l'éducation morale, religieuse et du travail) et un arrêté du 15 septembre 1848 punissait d'amende et d'emprisonnement tous ceux qui ne pouvaient justifier de moyens de subsistance et un métier habituel et ce, même s'ils avaient un domicile certain" (Renard, 1973 : 116). Le résultat de toutes ces mesures d'incitation au travail fut que le nombre des contribuables inscrits à l'état civil passe de 55.000 à 76.000 et que l'on constate chez les travailleurs "une plus grande régularité dans les habitudes, une soumission parfaite au propriétaire, beaucoup moins de mutations dans les ateliers" (cité des Archives par Renard, 1973 : 124). Ce régime de contrôle du travail salarié 'libre' durera jusqu'en 1884, et contribuera à favoriser la recherche de la part des petits exploitants agricoles, d'un travail salarié occasionnel sur les plantations ou pour les usines et distilleries.

Constatant que le travailleur de couleur salarié ne démontrait pas un travail d'une productivité supérieure au travail des esclaves, la Direction de la Martinique proposa la solution du travail à la tâche, selon lequel le travail reçoit un montant forfaitaire pour une quantité précise d'un travail donné. Les petits exploitants qui ont acheté un bout de terre aux planteurs rembourseront les dettes contractées à l'achat sous forme de 'tâches' ou de journées de travail sur la plantation fournissant ainsi aux plantations la main-d'oeuvre requise.

Ces divers moyens auxquels eut recours le capitalisme sucrier pour se soumettre la main-d'oeuvre rurale antillaise, ne furent toutefois pas suffisants pour don-

ner aux usines, distilleries et plantations la force de travail nécessaire à sa reproduction élargie. L'importation d'une main-d'oeuvre étrangère, principalement indienne fut considérée dès 1848 par les planteurs comme le seul outil de lutte valable contre la pénurie de travailleurs.

2.1.2. Importance de la force de travail immigrée dans l'économie des Antilles françaises après 1848

[Retour à la table des matières](#)

Le groupe ethnique qui fournit le plus de travailleurs au capitalisme sucrier des Antilles françaises après la libération de l'esclavage, fut le groupe des Indiens ou « coolies ». Entreprise à grands frais dès 1854, l'immigration indienne sera réglementée par tout un ensemble de dispositions spéciales. Elle se terminera en 1884, sans avoir rempli tous les espoirs que la colonie y avait fondés. En fait, inspirés par l'exemple de la Réunion et de l'île Maurice, les planteurs antillais crurent que l'importation massive d'une main-d'oeuvre étrangère motiverait une pression à la baisse des salaires agricoles et la mise en disponibilité d'une main-d'oeuvre d'autant plus souple qu'elle n'aurait pas connu l'esclavage. Ils eurent d'ailleurs tout l'appui nécessaire des administrateurs coloniaux. Ainsi dans une lettre du 13 septembre 1851, le gouverneur de la Martinique admettait que l'immigration était "une des nécessités de l'époque" (cité par Renard, 1973 : 71). En Guadeloupe, où les grandes disponibilités de terres vierges avaient causé un exode plus marqué des anciens esclaves, la solution de l'immigration indienne est aussi retenue au dépend de l'importation de travailleurs européens ou africains. Le 4 novembre 1854, le Conseil général de la Guadeloupe déclare "l'immigration c'est tout l'avenir" (Singaravelou, 1975 : 13).

Ainsi de 1854 à 1889, 42.326 Indiens débarquèrent en Guadeloupe répartis sur 93 bateaux soit une moyenne de 455 immigrants par bateau (Singaravelou, idem : 51). De 1856 à 1906, 9.460 coolies, au moins furent rapatriés en Inde, soit 22,4% du total des Indiens introduits (Singaravelou, idem : 62). "Le 31 décembre 1892, la Guadeloupe comptait 15.947 Indiens, dont 2.392 (15%) étaient autorisés à résider librement dans la colonie et bénéficiaient du régime du droit commun. Les autres (85%) étaient des travailleurs engagés et des Indiens libérés de leur enga-

gement, mais travaillant dans les propriétés comme colons partiaires ou journaliers" (Singaravelou, idem : 62).

À la Martinique il fut introduit de 1853 à 1884, 25.509 Indiens par 55 convois. Les naissances sur place se chiffrant à 3.966 contre 11.944 décès, et les rapatriements s'élevant à 4.260 il restait dans la colonie 13.271 coolies dont 5.079 engagés et 8.192 libérés de leur engagement (Renard, 1973 : 100).

La majorité de ces Indiens étaient originaires du Sud ou du Nord de l'Inde, appartenaient à des castes moyennes et inférieures et étaient liés aux activités agricoles dans leur pays d'origine (Singaravelou, 1975 : 30). Leur conditions de recrutement et de transport étaient des plus pénibles malgré une réglementation aussi sévère que bafouée par les profiteurs de cette nouvelle forme de "traite".

Les conditions d'engagement et d'installation n'étaient pas meilleures. L'effroyable mortalité à bord des bateaux et le nombre élevé de suicides, d'affaires criminelles et de plaintes témoignent de la rudesse de leur traitement tant pendant le transport que pendant le temps de réalisation du contrat. Le travailleur s'engageait à contrat pour une durée de huit ans à faire tous genres de travaux exigés par le bailleur, n'importe où il le désirera, maisons, champs, usines, villes ou campagnes. Le contrat est transférable sans avis à un autre bailleur (voir Annexe 1 pour copie d'un contrat type). Comme le mentionne Renard, ce n'est ni plus ni moins qu'une forme de bagne camouflé.

L'accusation de traite déguisée portée contre cette immigration est aussi applicable aux 5.915 travailleurs noirs importés d'Afrique en Guadeloupe entre 1857 et 1861 avec les mêmes types de contrat (Singaravelou, 1975 : 16) aux 10.251 Africains introduits à la Martinique de 1857 à 1862 (Renard, 1973 : 110), de même qu'aux 978 Chinois qu'accueillit la Martinique en 1859-1860. Ces apports ethniques, qui ne cachent en fait qu'une traite planifiée de force de travail ont donné lieu à des exagérations de toutes sortes. Le recrutement de prisonniers africains a donné lieu en Afrique même à un vaste mouvement d'incarcérations sans motifs qui ressemblait de très près à la chasse aux esclaves. Aux colonies on obligeait presque les immigrants à contracter un nouvel engagement en les faisant attendre leur rapatriement jusqu'à ce qu'ils n'aient plus d'économies. Les habitudes prises par les planteurs aux temps de l'esclavage sont difficilement laissées de côté dans le traitement de ces contractuels.

Quel fut l'apport réel de cette immigration à la crise économique qui a suivi l'abolition de l'esclavage ? La plupart des chercheurs qui se sont attardés à cette question concluent que l'impact réel sur le développement de l'économie coloniale fut minime. Non pas que ces travailleurs immigrants aient constitué une main-d'oeuvre de mauvaise qualité. En fait, ils ont au contraire résolu en grande partie le problème de la pénurie de main-d'oeuvre. Les problèmes économiques de la seconde moitié du 19^{ème} siècle se sont plutôt développés à la faveur de la lenteur avec laquelle les colonies antillaises ont su diversifier leur production et moderniser leurs techniques agricoles et industrielles de même qu'à cause de la structure de dépendance des colonies face à la métropole.

Renard souligne d'ailleurs que le nombre d'immigrants n'a jamais été suffisamment élevé par rapport aux attentes à cause des difficultés que rencontraient les "importateurs" à remplir complètement leurs contrats. En plus ces immigrants coûtaient très cher et ce malgré des aides substantielles de l'État. Le salaire moyen des employés des plantations n'a pas baissé.

L'immigration a-t-elle sauvé l'économie ? Renard répond qu'"il est permis d'en douter. En 1857, nous verrons que la production a retrouvé son niveau d'avant 1848 ; or au 31 décembre 1856, il n'y avait que 3.000 immigrants dans la colonie (Martinique) ; leur nombre ne dépassera guère 15.000 ou 16.000, alors que celui des cultivateurs indigènes est supérieur à 40.000" (1973 : 112).

Finalement les contractuels indiens ou africains n'ont pas développé un goût poussé pour le salariat agricole, l'échéance des contrats ouvrant deux portes principalement : le rapatriement ou l'établissement sur une petite exploitation agricole où les Indiens s'attachent à une agriculture vivrière/maraîchère. Provenant des milieux ruraux de l'Inde, les «coolies» libérés de leur contrat fuiront les plantations et rejoindront les rangs de la classe des petits exploitants agricoles. Encore aujourd'hui 59,2 % de la population active indienne de Guadeloupe travaille dans le secteur primaire (Singaravelou, 1975 : 107). Rejetée par les groupes des Blancs créoles et des Antillais d'origine africaine, jugée comme force de travail concurrente et néo-exclavagisée, la main-d'oeuvre coolie fera longtemps l'objet d'une discrimination et d'une exploitation éhontée. Formant soit un sous-prolétariat urbain, soit une petite paysannerie pauvre, elle jouera en tant que bouc émissaire des paysans noirs un rôle de division dans la classe paysanne pauvre.

Ce développement de la petite propriété agricole ne s'est cependant pas fait librement sous la poussée de la soif d'autonomie et d'indépendance des masses noires libérées de l'esclavage après 1848. Cette nouvelle classe de paysans ne constituera pas un groupe "extérieur" à la plantation sucrière et de fait, une bonne partie des petits exploitants agricoles fut liée par des liens tant juridiques qu'économiques à la grande plantation. Croire à l'indépendance de cette petite paysannerie demanderait de faire fi du rôle central et historiquement déterminé qu'elle était appelée à jouer comme main d'oeuvre de base de l'économie sucrière.

Dès le milieu du 19^{ème} siècle, l'existence d'une classe de véritables petits exploitants agricoles indépendants était niée, ces derniers ne contrôlant pas réellement ni la terre, moyen de production fondamental ni la nature ou la quantité de leur production. Cette négation de l'existence d'une classe paysanne indépendante, se développa en "négation structurelle" dans la mesure où l'expropriation cyclique des terres paysannes limitrophes aux plantations pour fin d'expansion par les planteurs, devint une condition essentielle pour le contrôle et la reproduction de la force de travail requise par l'industrie sucrière.

Dépossédé d'un contrôle réel sur les moyens de production (terre, usines) et sur les conditions même de la production (obligation de produire de, la canne, de vendre cette production aux usines à des taux fixés unilatéralement), le petit paysannat se mua dès le départ en salariat agricole camouflé sous les apparences d'une paysannerie indépendante. C'est d'ailleurs l'acceptation de cette idéalisation de la paysannerie (occultation des rapports réels de production par la paysannerie elle-même) qui permit la reproduction de la force de travail libérée et mise en disponibilité pour l'industrie sucrière.

2.1-3. Le sort de la grande exploitation agricole dans la deuxième moitié du 19^{ème} siècle

[Retour à la table des matières](#)

Cette période suivant l'abolition de l'esclavage ne fut pas critique pour la seule petite exploitation agricole. Elle fut aussi l'époque de la constitution des grandes plantations, de la concentration des terres des "habitations" et du développement des usines centrales. En fait "la concentration agricole et industrielle, dans les

pays de canne à sucre fut universelle au 19^{ième} siècle" (Lasserre, 1961 : 404). Le caractère vétuste des anciennes sucreries, la pénurie de main-d'oeuvre et l'apparition de nouvelles technologies furent les principaux facteurs qui incitèrent les planteurs antillais à regrouper leurs terres, ou tout au moins leur production qu'ils enverront aux puissantes usines centrales dont l'établissement sera financé à la Martinique par les Blancs créoles, en Guadeloupe par des capitaux métropolitains.

C'est à cette époque que la Martinique se différenciera de la Guadeloupe. Étant aux mains d'un groupe de Blancs créoles jouissant d'une cohésion remarquable, l'économie martiniquaise résistera mieux que la Guadeloupe à la poussée du capital métropolitain. En effet pendant que la Guadeloupe, à l'époque de la Révolution française était "sauvée" de la conquête anglaise par le révolutionnaire Victor Hugues, et que la révolution disséminait les rangs des Blancs créoles de cette île, la Martinique de son côté, protégée par l'occupation anglaise conservait la même structure sociale. Ce fait historique d'une importance déterminante permit aux Blancs créoles martiniquais de racheter avec l'aide des fonds publics, la plupart des plantations expropriées par les révolutionnaires, qui soit redeviennent de grandes plantations sucrières soit furent morcelées en petites exploitations agricoles. "Il en était tout autrement en Guadeloupe l'importance des terres en friches ou en bois debout, la possibilité de multiplier les concessions forestières, le grand nombre des ventes volontaires, rendaient moins nécessaire l'intervention du Conseil Général en faveur de la petite propriété. Quant aux grands propriétaires fonciers, loin de pouvoir arrondir leur domaine, ils avaient toutes les peines du monde à sauver leur habitation de la faillite" (Lasserre, 1961 : 402). En conséquence, les capitaux métropolitains ont pu investir librement dans l'achat des terres et la construction des usines. Vers 1960, 85% à 90% des bénéfices réalisés par l'industrie sucrière échappaient aux Guadeloupéens (Lasserre, 1961 : 405). À la même époque la proportion était inverse pour la Martinique.

En conclusion de cette époque post-esclavagiste nous citons Renard : "Le malaise quasi permanent qui a régné sur la vie économique de 1848 à 1870, tient à des causes non moins permanentes qui n'ont rien à voir avec l'abolition de l'esclavage. Ces causes sont, rappelons-le, le déficit de la balance commerciale d'un petit pays qui achète tout ce qu'il consomme et plus qu'il ne vend, l'instabilité monétaire conséquence de ce déficit le système de la monoculture qui fait dépendre la

prospérité du cours variable d'un unique produit, le taux élevé du prix de revient du sucre dû à un système agricole archaïque et routinier... (Renard, 1973 : 216).

On peut donc parler d'une triple origine de la petite propriété aux Antilles françaises. Elle fut constituée :

1/ Par le partage de certaines "chasses" ou terres boisées des mornes, faits par quelques planteurs aux profits d'enfants illégitimes. Ce groupe des Noirs et Mulâtres libres était relativement important même avant 1848.

2/ Par l'installation des anciens esclaves qui ont préféré s'éloigner des habitations au lendemain de la libération et de vivre sur des exploitations qu'ils s'approprièrent :

- a) sur les terres vierges des mornes en marge des zones sucrières ;
- b) sur des parcelles achetées à des habitations qui mettaient en vente une partie du bien foncier pour payer les frais des fréquentes crises sucrières ;
- c) sur des parcelles mises en disponibilité par le Crédit Foncier qui expropria plusieurs domaines faute du paiement de leurs annuités, les racheta et les lotit et ce principalement à la fin du 19^{ième} siècle ou le prix du sucre passa de 100 F le quintal en 1870 à 30 F en 1895 ;
- d) sur des concessions forestières, en particulier en Guadeloupe où environ un millier de lots de 1 à 2 ha auraient mis en disponibilité entre 1898 et 1922 (Lasserre, 1967 : 112) ;
- e) sur des lots concédés aux sinistrés de catastrophes naturelles (surtout à la Martinique après l'éruption de la Pelée en 1902).

3/ Par l'installation des anciens esclaves qui n'ont pu se détacher des plantations et se virent attribuer des parcelles, parfois au cœur des zones sucrières, mais souvent à leur périphérie, se constituant ainsi en colons partiaires. Ces terres furent fournies principalement par les grandes usines centrales apparues à la seconde moitié du 19^{ième} siècle en remplacement des multiples petites usines à technologie archaïque. Requérant une main d'œuvre nombreuse et une fourniture régulière en canne à sucre et faisant face à une rareté de main-d'œuvre, de nombreux grands propriétaires offrirent une case et un petit jardin vivrier à ceux qui voulaient demeurer attachés au domaine. "Le colon devait travailler 1 à 2 ha en métayage à charge pour lui de livrer ses cannes au propriétaire de l'habitation et

de faire quelques tâches en tant que salarié pour le gérant de la propriété" (Lasserre, 1967 : 111). La grande majorité des petites exploitations agricoles qui couvrent le territoire actuel des Antilles françaises constituent les vestiges morcelés des petites propriétés qui se sont constituées durant la deuxième moitié du 19^{ème} siècle. On peut donc considérer que dès sa naissance et par le jeu des facteurs socio-économiques et politiques qui ont déterminé son apparition, le petit paysan martiniquais n'a jamais constitué un tout homogène et indépendant du système de plantation. En fait la classe paysanne fut divisée en trois fractions de classes : les salariés agricoles, les petits colons et fermiers, et les petits exploitants agricoles indépendants. Ces diverses tranches de la population rurale, comme nous le verrons plus en détail dans la suite de ce travail, se différencient moins par une position structurelle différente par rapport aux divers moyens de production (nous verrons que même les petits exploitants agricoles "indépendants" n'ont pas de véritable contrôle sur la nature et l'orientation de leur travail agricole) que par une différence dans les modalités de la vente de leur force de travail au capitalisme sucrier, bananier, ou autres.

Le but de ce travail sera de déterminer et d'analyser les divers facteurs économiques sociaux et culturels qui sont à la base de la tendance générale à la prolétarianisation des petits exploitants indépendants et à la disparition graduelle des classes de paysans aisés et moyens.

2.2. ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE FONCIÈRE DEPUIS 1935

[Retour à la table des matières](#)

Le mouvement de balancier que nous avons observé dans le développement relatif de la petite et de la grande propriété agricole depuis le début de la colonisation à la Martinique s'est poursuivi au 20^{ème} siècle. Suite à la phase de morcellement qui a marqué la toute fin du 19^{ème} siècle et conséquemment à la chute des cours du sucre, nous assistons à une phase de développement de la grande propriété entre 1911 et 1936, pendant laquelle les exploitations de plus de 100 ha sont passées de 36.207 ha en 1911 à 48.892 ha en 1935 soit 60,78 % de la surface totale (Revert, 1949 : 267). Cette dernière phase de regroupement laissera de nou-

veau place au morcellement au lendemain de la seconde guerre mondiale où les Antilles françaises connaîtront un développement sans précédent de la petite exploitation agricole de moins de 3 hectares.

L'analyse du tableau no.2 (page suivante) montre que de 11.800 ha en 1935, la superficie en petites propriétés est passée à 30.000 en 1973. Même si l'on retranche à ces 30.000 ha les 8.000 ha que constitue la différence entre les deux modes de recensement, on obtient encore une superficie double de celle de 1935, soit près de 23.000 ha.

Aussi si on prend globalement la classe des grandes propriétés, définies par les plus de 40 ha, on remarque que la superficie couverte passe de 59.500 ha en 1935 à 46.100 ha en 1973, soit une diminution de plus de 13.400 ha (23%). Toutefois la grande propriété ne peut être analysée en bloc. Une analyse des diverses classes montre que c'est de loin la classe de 200 à 500 ha qui est la plus touchée, perdant 10.400 ha soit près de 50% de sa superficie. La classe des 100 à 200 ha perd 5.300 ha (30%) et celle des 40 à 100 ha perd 1.750 ha (16%). On observe donc pour l'ensemble de ces trois classes de grandes propriétés une perte totale de 17.450 ha. Toutefois cette déstructuration de la grande propriété n'a pas profité uniquement aux petites exploitations agricoles car 4.000 ha ont été récupérés par la classe de 500 ha et plus et 2.200 ha par la moyenne propriété, ces deux dernières classes accroissant leur superficie respectivement de 40% et 24%. Reste 11.250 ha qui furent récupérés par les propriétés de moins de 10 ha. Quand on sait que les opérations de réforme foncière n'ont porté pendant cette période que sur 3.000 ha, on mesure encore davantage l'ampleur du mouvement libre de mutation vers la petite exploitation agricole.

On observe donc à la Martinique un mouvement de polarisation dans la structure foncière, où les deux pôles sont représentés par la petite propriété agricole de moins de 10 ha, voire surtout celle de moins de 3 ha, et la très grande propriété de plus de 500 ha. On assiste ainsi moins à une déstructuration de la grande propriété qu'à une redéfinition de cette dernière où l'habitation familiale de 500 ha et moins fait place aux exploitations des sociétés anonymes et des grands capitaux métropolitains, mieux équipés pour contrer les caprices et exigences du marché.

TABLEAU 2. Distribution comparative de la propriété martiniquaise
d'après trois recensements (1935, 1967, 1973 ⁶).

[Retour à la table des matières](#)

Classes de propriété	1935		1967		1973	
	Nb	Ha	Nb	Ha	Nb	Ha
Moins de 10 ha	5.715	11.800	6.489	14.356	50.307	30.859
De 10 à 40 ha	456	8.993	446	8.752	603	11.189
De 40 à 100 ha	157	10.669	148	9.966	139	8.910
De 100 à 200 ha	126	17.381	121	16.735	86	12.054
De 200 à 500 ha	71	21.099	70	20.851	39	10.705
De 500 ha et plus	11	10.412	10	9.664	14	14.473
	6.536	80.354	7.284	80.324	51.188	88.190
Synoptique						
Moins de 10 ha	5.715	11.800	6.489	14.356	50.307	30.859
De 10 à 40 ha	456	8.993	446	8.752	603	11.189
De 40 ha et plus	365	59.561	349	57.216	278	46.142

Benoist (1968), à partir de données recueillies avant 1960, avait déjà observé une évolution de l'habitation familiale traditionnelle vers de nouveaux types de plantation tels les sociétés anonymes familiales et les sociétés anonymes à capital étranger. Ainsi en 1960, les habitations familiales au nombre de 131 ne contrôlaient plus que 50% environ de la superficie agricole en Martinique soit 21.556 ha pendant que 10 sociétés anonymes familiales contrôlaient 76 habitations et 16.411 ha et que deux sociétés anonymes à capital extérieur contrôlaient 15 habitations et 4.308 ha (Benoist, 1968 : 142). On observe donc une redéfinition du rapport juridique à la propriété pour la classe des grandes propriétés foncières. La propriété du sol demeure toutefois majoritairement entre les mains des Blancs créoles martiniquais même si une tendance certaine se dessine en faveur de l'achat des terres

⁶ L'incorporation dans la statistique de 1973 de toutes les micro propriétés rurales, rend impossible la comparaison avec les données de 1935 et 1967 pour la classe de moins de 19 ha.

par des sociétés métropolitaines qui avaient déjà en 1978 pris le contrôle des deux seules usines à sucre de l'île.

Toutefois si l'on établit une comparaison au niveau des types de plantation entre la Martinique et les autres Îles de l'archipel antillais et ce en fonction de la répartition des propriétés entre les groupes de propriétaires (autochtones, métropolitains, étrangers), on remarque que "dans ce cadre, la Martinique semble se situer à un extrême de la zone de variabilité possible. Malgré les transformations imposées par l'industrialisation, la propriété terrienne reste largement organisée sur des bases qui s'inscrivent dans la suite directe du 18ème siècle" (Benoist, idem : 149). En fait, contrairement à ce qui se passa dans les îles où le groupe des grands propriétaires terriens ne présentaient pas un taux aussi élevé de cohésion et d'homogénéité, la grande propriété martiniquaise résista à l'entrée du capital extérieur à l'époque de la concentration des usines à la fin du 19ième siècle. Les grandes familles de planteurs blancs créoles regroupèrent dans plusieurs cas leurs habitations autour d'usines centrales qu'ils financèrent en partie avec leurs propres fonds en partie avec des fonds prêtés par la classe des commerçants blancs créoles de St-Pierre. Les sociétés anonymes familiales s'imposèrent alors comme le mode original de défense de la classe des Blancs créoles contre l'expropriation par le capital métropolitain. La désorganisation de la classe des "békés" en Guadeloupe au lendemain des troubles de 1789 eut au contraire comme conséquence la prise de contrôle d'une grande partie des habitations et des usines à sucre par ce capital extérieur (métropolitain et martiniquais). La forte cohésion sociale des Blancs créoles en Martinique doit donc être considérée à côté des facteurs purement économiques comme un facteur sociologique déterminant dans l'évolution de la grande propriété agricole. De là "l'étroite corrélation entre les types de plantation et les relations sociales au sein de la plantation comme à l'extérieur de celle-ci implique que la permanence des structures martiniquaises a pour corollaire une certaine continuité des rapports entre les groupes sociaux qui s'y intègrent, tandis que les ruptures historiques survenues à St-Domingue et à la Guadeloupe auraient amorcé d'autres formes de relations" (Benoist, 1968 : 149).

La situation diffère quelque peu en Guadeloupe. Le tableau suivant qui date de 1952 nous donne une idée de l'état de la propriété dans ce département.

TABLEAU 3. Répartition des propriétés.

[Retour à la table des matières](#)

ÉTENDUE			NOMBRE
de 500 ha	à	10.000 ha	11
de 200 ha	à	500 ha	75
de 50 ha	à	200 ha	280
de 25 ha	à	50 ha	1.000
de 10 ha	à	25 ha	1.600
de 5 ha	à	10 ha	1.700
de moins de 5 ha			3.000

Source : Lasserre, 1961, tome 1 : 419.

Ce tableau ne nous donne malheureusement pas les superficies totales occupées par chaque classe de propriété. Lasserre souligne toutefois que les treize usines à sucre de Guadeloupe ont des propriétés de plus de 1.000 ha (en 1952) et que "les terres des treize usines couvrent environ 47.000 ha, soit plus du quart de la superficie totale de l'archipel guadeloupéen (26,4%) et 47% du territoire agricole" (Lasserre, 1961, tome 1 : 420). Deux usines principalement (celles de Beaufort et de Darbousier et Blanchet) comptaient respectivement 12.561 ha et 12.148 ha dans les années 1950. Lasserre ajoute que pour chacune des trois îles de l'archipel guadeloupéen "en Grande-Terre, six sociétés sucrières contrôlent 23.201 ha soit 41% de la surface de l'île, estimée à 56,626 ha. A Marie-Galante, l'usine du Robert et le groupe Don-de-Retz contrôlent 5.000 ha sur 14.932 ha, soit 33,5 % de la superficie de l'île. En 'Guadeloupe' enfin, cinq sociétés possèdent 18.941 ha, soit près de 20% de la surface totale de l'île, évaluée à 94.315 ha" (Lasserre, 1961, tome 1 : 420-421). Le phénomène de la concentration des terres est donc beaucoup plus important en Guadeloupe qu'à la Martinique ou en 1967 par exemple 10 sociétés de 500 ha et plus ne contrôlaient que 9.664 ha pour une moyenne inférieure à 1.000 ha par propriété (voir tableau 2). Plus important encore est la mainmise étrangère sur les terres guadeloupéennes. "Ces 47.000 ha de terres se répartissent de façon inégale entre les sociétés métropolitaines, les usiniers martiniquais et guadeloupéens. Les premières (...) contrôlent 29.104 hectares soit 62,35 % des propriétés d'usines, les Martiniquais (...) possèdent 10.888 ha de terres soit

23,30% des grands domaines sucriers ; quant aux Guadeloupéens (...) ils détiennent seulement 6.700 ha de ces terres soit 14,35 %' (Lasserre, 1961, tome 1 : 421). La différence fondamentale entre les deux îles réside dans le degré de la mainmise étrangère sur les terres agricoles.

Le tableau 3 ne nous fournit que des informations partielles sur l'état de la propriété foncière guadeloupéenne. Lasserre, à partir d'estimations faites pour chacune des cultures, a réussi à constituer le tableau suivant (tableau no.4). On y observe qu'avec 47.000 ha de terres sur un territoire agricole d'environ 100.000 ha, les immenses propriétés (monopole des usines), groupent 47% des terres appropriées. Une quarantaine de grandes propriétés possèdent plus de 100 ha pendant que 600 propriétaires de moyennes propriétés contrôlent 15% des terres agricoles. Enfin 16.000 petits propriétaires, soit 96% du nombre des possédants, contrôlent 30.000 ha soit 30% seulement du territoire agricole (Lasserre, 1961, tome 1 : 428). Même si les données pour chacune des îles se prêtent mal à une comparaison (à cause de la cueillette des données réalisées à des époques différentes et sur des bases différentes) on peut tout de même estimer globalement que la polarisation des terres entre grands domaines sucriers et petite propriété agricole est plus marquée pour la Guadeloupe que pour la Martinique. Ce phénomène de polarisation des terres agricoles (morcellement/concentration) observé comme processus historique, à la Martinique à partir de la comparaison des informations disponibles pour 1935, 1967, 1973 semble donc plus ancien en Guadeloupe.

TABLEAU 4.

Répartition de la propriété en Guadeloupe selon la nature des cultures (estimations).

(Format US LETTER, paysage)

[Retour à la table des matières](#)

Cultures	Grands domaines sucriers		Grandes propriétés		Moyennes propriétés		Petites propriétés	
	N	S	N	S	N	S	N	S
Canne à sucre	13	47.000 ha	30	6.000 ha	250	8.000 ha	10.000	20.000 ha
Bananier et caféier	—	—	10	2.000 ha ⁷	350	7.000 ha	3.500	7.000 ha
Cultures vivrières	—	—	—	—	—	—	16.000	30.000 ha
Totaux								
1. Nombre : 16.653	13		40		600		16.000 ⁸	
2. Surface : 1000.000 ha		47.000 ha		8.000 ha		15.000 ha		30.000 ha
3. Superficie moyenne des propriétés par catégories		3.600 ha		200 ha		+ de 25 ha		près de 2 ha

⁷ Exclusion faite des propriétés bananières appartenant aux usines et déjà comptées en canne.

⁸ Ni le nombre des petits propriétaires, ni la superficie des petites propriétés ne doivent être additionnés : les 16.000 propriétés vivrières couvrant environ 30.000 ha contiennent les 10.000 propriétés fournissant de la canne et les 3.500 petites propriétés bananières et caféières.

Le tableau 5 nous donne des informations plus précises sur l'état actuel de la structure foncière à la Martinique. Ce tableau nous montre surtout l'importance d'une micro-propriété de moins de 0,50 ha et d'une petite propriété de 0,50 à 3 ha qui regroupent respectivement 46,9 % et 31,1% de tous les exploitants agricoles. Ainsi 85% des petits exploitants agricoles de la Martinique sont confinés sur 17,7% des terres, pendant que 14,1% des propriétaires possédant de 3 à 50 ha exploitent 31,1% des terres et 0,9% sont propriétaires de plus de 50 ha et contrôlent 51,2% des terres agricoles. Cet héritage de la structure coloniale contribue à maintenir à la Martinique et à la Guadeloupe, au niveau de la structure foncière tout au moins un caractère de sociétés de plantations. Nous verrons plus loin toutefois, que ce caractère colonial et plantocratique n'est plus valide qu'à ce seul niveau de la structure foncière, le mode de propriété, la nature de la production agricole, les lois du marché, les conditions de production, etc., ayant été modifiées sous l'impact de pressions technologiques, économiques et politiques au point de conférer au système productif de ces départements français d'Outre-Mer un nouveau caractère néo-colonial.

La masse des petits exploitants agricoles se répartit de façon particulière à la Martinique. Les terres planes en basse altitude étant réservées presque exclusivement à la grande plantation sucrière, les petites propriétés se retrouvent sur les terres en altitude de 100 à 300 mètres, sur les terrains à forte pente, les moins propices à une agriculture mécanisable, en marge de la grande propriété. On peut cependant observer certaines enclaves de petites propriétés au coeur de zones de grandes plantations. C'est le cas surtout dans la périphérie de St-Esprit, Vauclin, Rivière-Pilote, où des jardins ont été vendus par des grands planteurs à des travailleurs dans le but de s'attacher une main-d'oeuvre de plus en plus rare et instable au tournant du siècle.

Le Recensement Général de l'Agriculture effectué en 1973-75 nous fournit une bonne indication de la structure foncière aujourd'hui.

TABLEAU 5.

Répartition des propriétés martiniquaises par classe de superficie.

(Format US LÉGAL, paysage)

[Retour à la table des matières](#)

Superficie totale des exploitations	Moins de 0,50 ha		0,50 ha à 3 ha		3 à 10 ha		10 - 20		20 - 50		50 - 100		+ de 100 ha		Ensemble	
	N	S	N	S	N	S	N	S	N	S	N	S	N	S	N	S
Total (N)	11689	1874	9507	11554	2975	13327	345	4470	188	5732	102	7000	127	31904	24933	75860
Total (%)	46,9	2,5	31,1	15,2	11,9	17,6	1,4	5,9	0,8	7,6	0,4	9,2	0,5	42,0	100	100

Superficie totale des exploitations	Moins de 3 ha		De 3 à 50 ha		+ de 50 ha		Ensemble	
	N	S	N	S	N	S	N	S
Total (N)	21196	13428	3508	23529	229	38904	24933	75860
Total (%)	85,0	17,7	14,1	31,1	0,9	51,2	100	100

Source : Bulletin de l'aménagement rural, ADEEAR-DDA, nov. 1977.

Sur la côte atlantique, l'habitat humain ne peut dépasser 350 à 450 mètres à cause de l'exposition aux vents et aux alizés pluvieux. Par contre, sur la côte caraïbe on retrouve des exploitations agricoles jusqu'à 600 ou 700 mètres à l'abri des vents et sur un sol plus sec. Ce sont ainsi les régions humides qui forment une ligne sur les hauteurs entre Sainte-Marie et St-Joseph, de même que les régions d'altitude les plus humides des massifs du Sud entre Vauclin, St-Esprit, Rivière-Pilote qui abritent la petite propriété de moins de 3 ha, la moyenne propriété de 10 à 50 ha montrant une plus forte concentration sur le versant caraïbe et sur les terres sèches du Sud.

En conclusion, la structure foncière actuelle de la Martinique est caractérisée par la prédominance d'une classe de petites propriétés agricoles (moins de 3 ha) qui regroupent 85% de l'ensemble des exploitants mais n'exploite que 17,7 % de la superficie agricole, de même que le développement rapide de cette micro-propriété qui couvre actuellement presque le double de la surface qu'elle couvrait en 1935. L'originalité de cette structure foncière réside dans l'absence des latifundias de plusieurs milliers d'hectares très répandus dans l'Amérique des plantations et en Guadeloupe et dans la multiplicité des "habitations" de quelques centaines d'hectares.

À la Guadeloupe la situation diffère quelque peu. En résumé, avant l'application de la réforme foncière (1961) on estimait le nombre de petits propriétaires agricoles à environ 16.000 soit 96% du nombre de propriétaires qui détiennent 30.000 ha soit 30% du territoire agricole. Ils cultivent une superficie moyenne légèrement inférieure à 2 ha. Si l'on compare ces données avec celles disponibles pour la Martinique à la même époque, où 5.715 petits propriétaires (moins de 10 ha) cultivaient 11.400 ha soit 14,4% du territoire agricole avec aussi une superficie moyenne de 2 ha (Lasserre, 1967 : 111), on en déduit que la petite propriété est plus importante en Guadeloupe qu'en Martinique, les petits propriétaires y étant trois fois plus nombreux pour une population totale semblable et contrôlant 30% des terres contre seulement 15% en Martinique (Lasserre, 1967 : 111).

Dans cette analyse de la structure foncière, il faut aussi considérer que les exploitations agricoles ne sont pas toujours d'un seul tenant mais que le plus souvent elles sont constituées de 2, 3 ou 4 parcelles souvent séparées les unes des autres par plus d'un kilomètre. Le recensement agricole nous apprend que les propriétés de moins de 0,50 ha sont constituées de 1,16 îlot d'exploitations, celles de 0,5 à 3

ha de 1,59 îlot , celles de 3 à 10 ha de 2,01 îlots. Le nombre moyen de parcelles redescend à 1,74 pour les exploitations de 20 à 50 ha, puis 1,36 pour celles de 50 à 100 ha et finalement à 1,57 pour les exploitations de plus de 100 ha (voir Recensement général de l'Agriculture, 1973-74 : 81).

Voilà la situation de la structure foncière telle que dépeinte par le recensement agricole. Toutefois l'analyse faite par Mme Frenette (1978 : 94-100) des quartiers ruraux environnants du Morne-des-Esses à la Martinique indique qu'une distinction importante doit être faite entre *structure foncière formelle* telle que dégagée en tenant compte uniquement du rapport entre les propriétaires juridiques de terres et la surface possédée et la *structure foncière réelle* analysée en fonction du phénomène courant de l'indivision où "une partie des terres est indivise, c'est-à-dire que la propriété est utilisée ou exploitée par plusieurs unités domestiques alors que le titre de propriété demeure enregistré au nom d'un seul individu, souvent mort, mais parfois vivant également" (Frenette, 1978 : 97). Ainsi Mme Frenette dans son analyse a-t-elle tenu compte non plus du nombre de propriétaires mais du nombre de maisons, en supposant que chaque maisonnée utilise ou a le droit d'utiliser une fraction de la propriété ce qui réduit la surface réelle disponible pour chacun des occupants. En plus, dit-elle "j'ai dû ajouter aussi 59 propriétaires qui n'ont aucune maison, soit qu'ils vivent avec des parents soit qu'ils ne vivent pas au Morne-des-Esses. Les résultats (...) que j'ai appelés 'structure agraire réelle' n'ont pas une valeur absolue, mais une valeur d'indice se trouvant toutefois plus près de la réalité donc plus valables que ceux de la structure agraire formelle" (idem, 97).

Elle observe que "le nombre d'occupants des propriétés passe de 452 à 790, ce qui représente une augmentation de 74,7%. Alors que la surface moyenne de terre par propriétaire était de 77 ares dans le premier cas, chaque maisonnée ne dispose plus dans le second cas que de 65 ares. On constate ensuite que le phénomène ne touche pas toutes les classes au même degré. Il ne touche pas les paysans aisés (5 à 9,9 ha) ni les agriculteurs capitalistes (10 ha et plus) par exemple. Les paysans moyens enregistrent une baisse de 49,1% pour se retrouver au nombre de 30. On retrouve maintenant 91 semi propriétaires au lieu de 97 soit une diminution de 6%. Par contre les prolétaires domiciliés se multiplient par deux : 660 au lieu de 287, soit une augmentation de 129,9%.

La répartition de la terre diffère passablement. La surface totale occupée par les prolétaires domiciliés passe de 48 à 99 ha, soit une augmentation d'environ 83% ... On retrouve donc maintenant 83,5% des maisonnées dans la classe des prolétaires domiciliés au lieu de 63,5 % antérieurement. Ils se partagent 28% de la surface totale. Les semi-prolétaires forment maintenant 11,5% des maisonnées à comparer avec 21,9% auparavant, et se partagent 17,4% des terres. En somme, 95% des gens qui habitent la campagne du Morne-des-Esses ne possèdent pas suffisamment de terres pour en vivre, i.e. au moins un hectare et occupent 45,6% du sol" (Idem : 99).

Le morcellement des terres présente également un visage bien différent. Avec 429 parcelles, les prolétaires domiciliés ne disposent même plus d'une parcelle par occupant ; ils doivent la partager avec quelqu'un d'autre, n'ayant en moyenne que 0,6 parcelle d'environ 23 ares. On remarque que cette surface moyenne est supérieure à celle qui avait été calculée dans le premier tableau soit 14 ares. C'est que les propriétés indivises, ainsi que les parcelles dont elles sont constituées sont en général beaucoup plus grandes que les propriétés individuelles, qui ont été souvent divisées avec les générations" (Frenette, 1978 : 100).

Cette étude faite sur le terrain par Mme Frenette suppose donc que le territoire agraire de la Martinique est beaucoup plus morcelé que ne le montrent les données officielles sur la structure foncière. Dans la mesure où l'indivision devient un phénomène fréquent, vu l'étroitesse de plus en plus marquante des terres à hériter, on peut en déduire que le mouvement de prolétarisation des paysans antillais est plus important que ne le suppose le recensement agricole 1973-1974. En fait, si l'on reporte les ajustements faits à la structure foncière réelle du Morne-des-Esses sur les données fournies pour l'ensemble de la Martinique (voir le tableau 5), le nombre réel de prolétaires domiciliés (moins de 0,5 ha) devrait être approximativement du double de celui fourni par les données officielles soit de 93,8% (23.378) au lieu de 46,9% (11.689) pendant que le nombre de propriétaires de 1 à 4 ha baisserait de près de 50%. L'étude qui sera faite dans ce travail des problèmes actuels de la petite exploitation agricole devra tenir compte de ce regard superficiel mais combien révélateur sur le morcellement des terres agricoles.

Il faudra se rappeler entre autres que :

- a/ La structure foncière martiniquaise ne fut pas fixée une fois pour toutes avec le développement des grandes plantations sucrières au 17^{ème} siècle mais qu'elle a au contraire évolué constamment par le biais d'agression cycliques (motivées par les crises sucrières elles-mêmes cycliques) de la grande propriété contre la petite exploitation agricole.
- b/ Que les rapports entre les diverses classes de propriétés (grandes, moyennes ou petites) représentent à la fois des rapports de classes et des rapports ethniques.
- c/ Que la forte cohésion du groupe des Blancs créoles leur a non seulement permis de garder le contrôle de leurs habitations face au capital extérieur mais qu'elle a favorisé une soumission sociologique du petit paysannat noir, ethniquement infériorisé, face aux grands planteurs et au travail sur leurs habitations.

2.3. L'ÉVOLUTION DES CULTURES D'EXPORTATION

[Retour à la table des matières](#)

L'histoire récente des cultures d'exportation à la Martinique, dont la canne à sucre, la banane et l'ananas, sont les trois principales représentantes, est celle de l'abandon progressif de la production du sucre et du rhum et de l'incapacité de la banane et de l'ananas à compenser les effets de la crise de la canne sur l'agriculture martiniquaise. Les tableaux 6 et 7 illustrent ce phénomène (page suivante).

On observe qu'après avoir atteint les deux sommets de 1956 et 1963 avec respectivement 1.192.874 tonnes et 1.231.000 tonnes de canne produites, la production sucrière martiniquaise fut plongée dans une crise profonde pour ne produire que 216.394 tonnes dans la saison 1976-1977. L'augmentation de 20% de la production de rhum ne compense que très faiblement la chute dans la production du sucre, où l'on passe de 80.000 tonnes en 1960 à 14.424 en 1976-77.

TABLEAU 6.
Évolution des principales cultures d'exportation depuis 1935 (Martinique).
 (Format US Letter, orientation : paysage)

[Retour à la table des matières](#)

production	1935	1956	1960	1963	1970	1972	1976/77
Cannes (milliers de tonnes)	713.340	1.192.874	900.000	1.231.000	450.000	468.679	216.394
Sucre (tonnes)	53.705		80.000		30.000		14.424
Rhum (H.A.P.)	111.170		1.000.000		1.000.000	115.000	120.000

Source : Kervégant (1935), Recensement Général Agricole 1973-74, INSEE, D.D.A., Martinique.

TABLEAU 7.
Évolution des surfaces agricoles selon les types de production depuis 1935 (Martinique).

[Retour à la table des matières](#)

	1936	1960	1963	1966	1972
Canne	15.000 ha	14.000 ha	13.500 ha	9.500 ha	7.100 ha
Banane	—	8.000	8.500	10.000	9.300
Ananas	135	650	900	1.000	1.000
Total	15.135 ha	22.650 ha	22.900 ha	20.500 ha	17.400 ha

Source : Voir tableau 6.

La surface agricole consacrée aux cultures d'exportation a sensiblement diminué depuis 1960 comme nous le montre le tableau 7, passant de 22.650 hectares en 1960 et 17.100 ha en 1972. La canne à sucre est ici la cause principale de ce recul, accusant à elle seule, en 12 ans, un recul de 6.900 ha. En Guadeloupe la situation est différente. La canne à sucre couvre en fait 26.538 ha en 1972 contre seulement 7.100 ha pour la Martinique montrant ainsi une plus grande résistance à la déstructuration. La banane toutefois connaît moins de succès auprès des exploitants agricoles, grands ou petits, la Guadeloupe ne cultivant que 6,693 ha de ce produit agricole d'exportation contre 9.300 ha à la Martinique. L'ananas pour sa part est inexistant à la Guadeloupe (R.G.A., 1972, Guadeloupe).

Les véritables problèmes pour la canne à sucre aux Antilles françaises débutèrent à la fin du 19^{ème} siècle, période pendant laquelle le marché international devint saturé, la production mondiale excédant de loin la consommation. Le sucre de betterave des betteraviers métropolitains ne fut d'ailleurs pas le seul responsable de cette crise qui prend ses racines dans l'arrivée dans la compétition, de pays extérieurs à la sphère d'influence française comme l'Inde, Cuba, Porto Rico, etc. Ces derniers disposant de terres vierges et fertiles et d'une technologie modernisée firent une compétition sévère aux vieilles plantations des colonies anglaises et françaises des Antilles. La situation se dégradant au début du 20^{ième} siècle, la France n'eut d'autres solutions que d'élever graduellement ses barrières tarifaires jusqu'à en arriver en 1919 à interdire totalement l'importation de sucre étranger.

Sur le marché national en crise, la pression des betteraviers métropolitains se fit sentir de plus en plus fortement et conduisit le gouvernement français à limiter les importations d'Outre-Mer. Cependant, en détruisant la capacité de production en métropole, la guerre de 1914-1918 retarda la solution du conflit. En plus, pour satisfaire les besoins de guerre, la production d'alcool fut encouragée dans les îles. Mais la paix revint et la surproduction en résultat très vite. La France a décidé de contingenter la production de rhum sur les territoires d'Outre-Mer en 1922. La production de sucre fut elle-même limitée dès 1932-1933. "Désormais les exportations des produits de la canne, principales productions de l'île, étaient protégées et limitées par ces mesures qui définissaient les quantités à produire chaque année et fixaient le prix auquel ces quantités devaient être écoulées. En dehors du contingentement, les quantités seraient écoulées aux risques du producteur" (Cru-sol, 1973 : 13). L'application de cette politique de contingentement fut la consé-

cratation de la dépendance des Antilles françaises aux besoins de la métropole. Plus tard cette situation de dépendance se verra compliquée par l'intégration de la France au Marché Commun Européen et aux institutions commerciales internationales.

Après une autre relance de la production sucrière à l'époque de la seconde guerre mondiale, l'agriculture martiniquaise dut, encore une fois, solutionner un problème de surproduction. Le repli sur d'autres types de cultures d'exportation devint la seule solution face à la crise sucrière du début des années 50, aggravée par la reconstruction rapide de l'agriculture métropolitaine au lendemain de la guerre. "Substituant un produit d'exportation à un autre, comme elle l'avait fait au 17ème siècle avec le tabac et la canne puis au 18ième siècle avec la canne et le café, elle (la plantocratie martiniquaise), se lança dans la banane dont les premiers essais d'exportation dataient des années 30, puis dans les années 50, elle entreprit la production de l'ananas" (Crusol, 1973 : 15).

"La production prit un rapide essor. En ce qui concerne la banane, elle passa de moins de 50.000 tonnes au début des années 50 à 177.000 tonnes en 1965 et de moins de 5.000 tonnes dans les années 50 à 13.000 tonnes en 1965, en ce qui concerne l'ananas en conserve" (Crusol, idem : 15).

Cette réorientation de l'agriculture vers la banane et l'ananas s'explique du fait qu'entre 1954 et 1965 le prix du sucre a augmenté de 28,27 % et celui de la tonne de canne de 24,33 % tandis que les charges salariales (qui interviennent pour environ 70% dans les coûts de production) enregistraient une hausse de 132,1 % (Jourdain, 1973 : 71). Tandis que se poursuivait l'expansion de la production de la canne au cours des années 50, accentuant ainsi la pression sur le marché, les coûts de production de leur côté ne cessaient de croître.

Si à la fin des années 50 et au début des années 60 on a pu observer à la Martinique une reconversion des planteurs de canne en planteurs de banane, reconversion qui a su contrebalancer les effets de la crise sucrière, on assiste quand même, à partir des années 60, à une réduction absolue de la superficie agricole cultivée (voir tableau 7), les superficies consacrées à la banane se stabilisant à 8 ou 9.000 hectares.

Quel fut l'impact de cette évolution des cultures d'exportation sur les petits exploitants agricoles ? D'abord pour ce qui est de la canne à sucre, le Recense-

ment général de l'agriculture (Martinique, 1973-74) nous dit que 1.874 exploitants cultivent 7.651 ha en canne pendant qu'en 1935, 2.357 exploitants en cultivaient 14.050 ha (Kervégant, 1935 : 25). Or de ces 1.874 exploitants cultivant la canne en 1972, 943 soit 50,3% étaient propriétaires de moins de 3 hectares. En 1935, des 2.357 exploitants cultivant aussi la canne, 1.700 soit 73% cultivaient des propriétés de moins de 3 hectares. Les problèmes de l'industrie sucrière ont donc eu pour effet d'écarter sensiblement les petits exploitants de la culture de la canne à sucre. Il est toutefois très difficile à partir des données disponibles de déterminer l'ampleur respective des conséquences de la crise sucrière sur le colonat partiaire et la part du faire-valoir direct.

Il en va de même pour les grandes propriétés dont plusieurs se sont reconverties à la banane. Le tableau suivant nous donne une idée de l'évolution de la culture de la canne par classe de superficie de 1935 à 1972, pour la Martinique.

TABLEAU 8.

Importance de la culture de la canne selon les classes de superficie.

[Retour à la table des matières](#)

Années	classes de superficie							
	Moins de 3 ha		De 3 à 10 ha		De 10 à 100 ha		100 ha et plus	
	%		%		%		%	
	nb	surf.	nb	surf.	nb	surf.	nb	surf.
1935	72,0	5,0	12,7	3,9	9,1	19,2	6,2	71,9
1973	50,3	9,7	43,0	20,9	4,3	8,9	0,9	60,5

Sources : Kervégant, 1935 : 25

Recensement général agricole 1973-74.

% nb : % du nombre de propriétés cultivant la canne.

% surf. : % des surfaces correspondantes.

On y observe qu'en 1935, 6,2 % des propriétés cultivées en canne ont plus de 100 ha et qu'elles cultivaient 71,9 % des surfaces totales plantées en canne, pendant qu'en 1973, 0,9 % seulement des exploitations avaient plus de 100 ha et

contrôlaient tout de même 60,5 % des surfaces cultivées en canne. On observe donc un accroissement de la grandeur moyenne des surfaces consacrées à cette culture sur les grandes propriétés. En fait en 1935, 142 habitations de plus de 100 ha d'une superficie totale moyenne de 234 ha cultivaient 71 ha chacune en moyenne en canne (Kervégant, 1935) pendant qu'en 1973, 36 habitations d'une superficie moyenne totale de 215 ha cultivaient 129 ha chacune en moyenne en canne (Recensement général 1973-74).

Mais globalement, ce sont les exploitations entre 3 et 10 ha qui semblent avoir récupéré une grande partie des surfaces cultivées en canne. Ces dernières ont planté en 1973 20,9 % de toutes les surfaces plantées en canne contre seulement 3,9 % en 1935. Aussi bien que moins intéressante pour un nombre croissant d'exploitants de moins de 3 ha, cette dernière culture n'en couvre pas moins près du double (9,7% en 1973 contre 5% en 1935) de la surface totale utilisée par cette classe de propriété. Ces données révéleraient un agrandissement des superficies moyennes consacrées à la canne à l'intérieur de la classe des moins de 3 ha et probablement un rejet de cette culture d'exportation par les propriétaires de moins de 1 ha.

En fait, ceci correspond à la politique des usines qui préfèrent broyer les cannes des colons partiaires pour réduire leurs investissements en bien foncier de même que leur charge salariale, n'ayant plus à se préoccuper des conditions de travail et de salaire des travailleurs agricoles autres que les salariés de l'usine elle-même.

J.F. Ferré (1976 : 9) fait remarquer que "les petits planteurs fournissent environ 10 à 11% de la production totale de cannes, dont les deux tiers à destination des usines ; ainsi en 1958, ils représentent 7,60% du poids total de cannes livrées aux usines avec 1.448 planteurs mais à la même époque la Guadeloupe compte 23.000 petits colons et la Réunion près de 17.000". On constate que le colonat partiaire est faible à la Martinique par rapport à ces deux autres départements français d'Outre-Mer, bien que leur nombre absolu ait augmenté. L'un des éléments d'explication de l'importance du nombre de colons partiaires à la Guadeloupe pourrait être trouvé dans la désorganisation ancienne (fin du 18ème, début du 19ème) du système des 'habitations familiales', désorganisation corrélative à la désorganisation de la classe des Blancs créoles guadeloupéens au lendemain de la révolution de 1789. Dans un tel contexte, où les plantations et les usines sont

contrôlées par des géreurs étrangers, souvent absentéistes et donc en l'absence d'un contrôle sociologique fort des Blancs créoles sur la masse des 'paysans' noirs, contrôle mesuré en proportion du degré de cohésion de la classe béké, la forme 'contractuelle' de soumission des travailleurs (contrat de métayage) pourrait être considéré comme une forme juridique de contrôle qui pallie à l'impossibilité de recours à la forme 'sociologique' de contrôle sur la force de travail des Noirs antillais. On peut avancer l'hypothèse que le métayage et le fermage sont des formes de soumission de la force de travail paysanne qui prendront d'autant plus d'importance que la simple soumission sociologique des paysans ethniquement infériorisés et soumis ne peut plus garantir l'approvisionnement des usines en cannes provenant de petits planteurs indépendants. En d'autres mots, la prise de contrôle des usines et habitations (...) par des *non békés* suscite le développement de rapports de type patron ouvriers, plus instables que les rapports traditionnels békés travailleurs d'habitations. Toutefois la tradition de militantisme syndical et de grèves agricoles beaucoup plus forte en Guadeloupe qu'en Martinique, semble indiquer la faiblesse de la soumission juridique (contractuelle) du travail par rapport à la soumission sociologique. Le tableau 9 montre l'importance relative des petits producteurs dans l'industrie sucrière martiniquaise.

TABLEAU 9.

Les livraisons de canne selon diverses catégories de fournisseurs (1963).

[Retour à la table des matières](#)

Fournisseurs	Nombre	% du total	Livraisons (tonnes)	% du total	Moyenne des livrai- sons
Moins de 100 t.	2.887	86,5	70.279	6,7	24
De 100 à 200 t.	154	4,6	21.441	2,0	140
De 200 à 500 t.	101	3,0	31.022	2,98	310
De 500 à 2000 t.	63	1,9	60.239	5,7	990
Plus de 2000 t.	86	2,6	780.113	74,0	9.100
Distilleries	47	1,4	91.662	8,7	1.950
Martinique	3.388	100,0	1054.757	100,0	311

On remarque qu'en 1963, 2.887 petits exploitants sur un total de 3.388 fournisseurs 6,7% du total de la canne broyée avec une moyenne de livraison de 24 tonnes, ce qui sur une base de production approximative de 50 tonnes à l'hectare représente une surface moyenne cultivée d'environ 0,5 hectare.

En Guadeloupe en 1965, dit Lasserre, "14.000 planteurs de cannes à sucre sur un total d'environ 17.000 livrent aux usines moins de 25 tonnes de cannes ce qui représente une superficie récoltée moyenne de 0,6 ha par planteur. Près de 95% des planteurs (15.800 sur 17.000) livrent moins de 50 tonnes de canne, tonnage correspondant à la récolte de 1,25 ha de cannes" (1967 : 110).

La déstructuration de l'industrie sucrière aura donc plus d'impact sur la Guadeloupe que sur la Martinique, bien qu'elle fut beaucoup plus rapide et profonde dans cette dernière île. En fait, le nombre d'exploitants de moins de 3 ha cultivant la canne est passé de 1.700 en 1935 à 943 en 1972 et ce malgré un accroissement important de la petite propriété rurale. Les conséquences au niveau de la production par classe d'exploitation peuvent être déduites du tableau 10.

Le développement de la culture bananière a aussi attiré plusieurs petits exploitants agricoles comme le montre le tableau 11. Ce tableau nous indique qu'en 1963, 2.763 producteurs de bananes cultivaient 2.442 ha soit un peu moins d'un hectare en moyenne. Ce nombre est relativement important si l'on considère que dans les années 30, la production bananière était presque nulle en valeur. En fait, l'exportation de la banane est passée de 718.759 kg en 1929 à 4.547 tonnes en 1932, 19.643 tonnes en 1935 (Delawarde, 1937) et 202.643 tonnes en 1972. En 1936, les produits de la canne représentaient globalement 90% des exportations de la colonie. En 1975, 69% des exportations du département sont constituées : par la banane (48%), le rhum (12%), l'ananas (7%), le sucre (2%) (D.D.A., Martinique, 1977).

Il apparaît encore clairement ici que ce renversement des proportions dans la part des exportations est due plus à une crise profonde de la culture de la canne à sucre qu'à un remplacement de cette dernière par la banane. Cette dernière en fait après avoir couvert jusqu'à 3.000 ha en 1970 n'en couvrait plus que 2.062 ha en 1972. Les problèmes de commercialisation et l'accroissement du coût de production découragèrent graduellement les petits producteurs de banane dont plusieurs ne replantèrent pas leur parcelle détruite par la tempête tropicale "Dorothy" en

1970. Ainsi le nombre de producteurs bananiers de moins de 5 ha passa de 2.793 en 1963 à 1.963 en 1972 pendant que celui des planteurs de 5 à 20 ha passa de 183 en 1963 à 100 en 1972. Par contre le nombre de producteurs de plus de 20 ha s'accrut de 101 en 1963 à 119 en 1972 ce qui dénote une concentration de cette production aux mains des propriétés de plus en plus grandes, 5% du nombre des producteurs contrôlant 60% des superficies cultivées en banane en 1972. La pression des grands planteurs s'est fait sentir de façon négative principalement lorsqu'ils ont favorisé l'accroissement des exigences sur la qualité des bananes et monopolisé la plus grande partie des quotas au dépend des petits exploitants.

Lasserre fait remarquer qu'en 1965, dans la région bananière du sud de la Guadeloupe volcanique, 2.000 petits propriétaires cultivent 2.150 hectares de bananeraies soit une moyenne de 1,13 ha cultivé par possédant (1967 : 110). Les données présentées plus haut sur la Martinique révéleraient un ordre de grandeur semblable.

TABLEAU 10.

Tonnes de cannes produites selon les classes d'exploitation.

[Retour à la table des matières](#)

	- de 0,5 ha	0,5 à 3 ha	3 à 10 ha	10 à 20 ha	20 à 50 ha	50 à 100 ha	+ de 100 ha	Ensemble
1971	—	20.647	71.298	7.181	12.338	17.205	364.247	492.916
1972	—	20.764	74.511	7.508	13.588	15.453	336.885	468.679

Source : Recensement général agricole 1973-74, Martinique.

TABLEAU 11.**Les structures de la production bananière martiniquaise.**

[Format : US Letter, orientation : paysage.]

[Retour à la table des matières](#)

EXPLOITATIONS		1959	Fin 1963	1966 (estimations)	1/1/1970	1/1/1972
Moins de 5 ha	N	—	2.793	—	2.248	1.963
	S	2.700	2.442	3.000	3.043	2.662
De 5 à 20 ha	N	—	183	—	125	100
	S	3.000	1.631	1.800	1.203	1.031
Plus de 20 ha	N	—	101	—	113	119
	S	1.800	4.428	4.500	5.005	5.425
Total	N	—	3.077	—	2.486	2.182
	S	7.500	8.501	10.000	9.251	9.118

Source : Atlas de la Martinique.

N.B. : Noter le déclin de la petite et de la moyenne exploitation et le poids de plus en plus important de la grande plantation ; 5% du nombre des producteurs en 1972 mais 60% des superficies cultivées.

TABLEAU 12.

Nombre de planteurs de bananes en Basse-Terre
selon la surface en banane de l'exploitation (1972).

[Retour à la table des matières](#)

SURFACE EN BANANE	NOMBRE DE PLANTEURS
Moins de 3 hectares	2.141
De 3 à moins de 10 ha	211
De 10 à moins de 20 ha	56
De 20 ha et plus	54
Toutes tailles	2.462

Source : R.G.A., Guadeloupe, 1972.

D'après le tableau 12, on observe un léger accroissement du nombre de petits planteurs de bananes par rapport aux données de 1965. En comparant les données de la Guadeloupe et de la Martinique on remarque que le nombre total de planteurs de banane est plus élevé en Guadeloupe qu'en Martinique (2.462 contre 2.182) pour une superficie plantée plus réduite (6.693 ha contre 9.118 ha).

Finalement pour ce qui est de la culture de l'ananas, les petits producteurs en sont tenus à l'écart, les exploitations de 20 ha et plus produisant 96,9 % des ananas. Cette culture pour plusieurs raisons tant techniques que financières ne fut pas adoptée par les petits exploitants.

L'historique de cette culture remonte en 1908 où après plusieurs siècles d'une production domestique, l'ananas fut produit dans la région de Gros-Morne pour une petite conserverie. A partir de 1910, les plantations d'ananas appartenant d'abord aux Blancs créoles se répandirent autour de Gros-Morne. Durant les années 1930, la culture connut une nouvelle extension avec l'essor des petites et moyennes plantations liées à des conserveries artisanales ou entièrement indépendantes. De 135 ha en 1935, les surfaces plantées en ananas passèrent à 250 en 1937, 300 ha en 1940 et 1.000 en 1966 (Burac, 1975). Cultivée entre 200 et 500

mètres d'altitude elle fut toujours confinée au-dessus de la zone réservée à la canne.

2.4. L'ÉVOLUTION DES CULTURES VIVRIÈRES MARAÎCHÈRES ET DE L'ÉLEVAGE

[Retour à la table des matières](#)

Les surfaces consacrées aux cultures vivrières et maraîchères ont varié considérablement depuis leur expansion au lendemain de l'abolition de l'esclavage, où elles avaient atteint à la Martinique 12.736 ha en 1850, et 14.186 ha en 1870 (Kervégant) ⁹. « À l'époque où la Martinique enregistrait sans doute le maximum d'extension le plus récent de ses cultures sucrières (23.000 ha en 1889, 24.000 probablement en 1911), la superficie dévolue aux productions vivrières marquait un déclin rapide tombant de 17.000 ha en 1895 à 12.000 ha en 1912 et refluant encore de 50% de 1912 à 1935. La reprise liée à la seconde guerre mondiale, quoique remarquable (7.000 ha) était de courte durée puisque dès 1945, l'île n'accordait plus selon Revert que 3.500 hectares à ces productions pourtant essentielles» (Atlas de la Martinique). La production vivrière et maraîchère reprit toutefois de l'importance à la faveur de l'augmentation des coûts de production des cultures d'exportation et du morcellement des moyennes propriétés devenues trop limitées pour rentabiliser les cultures coloniales. En 1972, 5.932 ha étaient encore plantées de vivrières-maraîchères dont 4.845 ha étaient exploités par 8.561 paysans de la classe de 0,5 à 10 ha (Recensement général 1973-74). A la Guadeloupe, toujours en 1972, 5.454 ha étaient plantés en cultures vivrières-maraîchères dont 5.201 ha sont exploités par les paysans de la classe de 0,5 à 10 ha (R.G.A., Guadeloupe, 1972). Ces 5.454 ha plantés en vivrières-maraîchères ne couvrent que 9% du sol cultivé guadeloupéen, pendant que la banane en occupe 12% et la canne 45%.

Si, comme nous l'avons vu dans les deux sections précédentes, les cultures de la canne à sucre et de la banane concernaient surtout la grande plantation agricole, les cultures vivrières et maraîchères de leur côté, sont la chasse gardée de la petite exploitation agricole. En 1972, sur un total de 12.482 exploitations martiniquaises

⁹ 1935 : 9.

de plus de 0,5 ha mais moins de 10 ha (nous considérerons les 11.689 propriétés de moins de 0,5 ha comme des jardins créoles et non des exploitations agricoles), 2.000 environ se livraient à la culture de la banane et 1.700 cultivaient la canne sur une partie ou la totalité de leur parcelle. Restent donc plus de 8.700 petits exploitants qui utilisent leurs terres pour les cultures vivrières-maraîchères, fourragères et l'élevage.

L'importance des cultures vivrières-maraîchères pour la petite exploitation ressort encore plus clairement d'une analyse de l'utilisation des 24.880 ha de terres agricoles que couvre cette classe de propriété où l'on observe que 4.900 ha sont consacrés aux cultures de la canne et de la banane réunies pendant que 4.845 ha sont consacrés aux cultures vivrières-maraîchères (ADEEAR, 1977 : 21).

Ainsi les cultures de fruits et légumes destinés essentiellement au marché local et à la consommation domestique sont aussi importantes pour cette classe de propriétaires que les cultures traditionnelles d'exportation. Nous verrons plus loin dans ce travail toutefois qu'économiquement et socialement les cultures vivrières sont plus importantes dans la vie paysanne que les cultures d'exportation pour lesquelles d'ailleurs les résultats sont plus aléatoires et les rentrées d'argent souvent disproportionnées au travail requis et au coût de production.

TABLEAU 13a.

Utilisation du sol par catégorie d'exploitation.

[Format : US Letter, orientation : paysage.]

[Retour à la table des matières](#)

	BANANE		CANNE		CULT. VIVR. MAR.		ÉLEVAGE ¹⁰	
	<i>nb expl.</i>	<i>surface (ha)</i>	<i>nb expl.</i>	<i>surface (ha)</i>	<i>nb expl.</i>	<i>surface (ha)</i>	<i>nb min/nb max. exploitants</i>	<i>surface (ha)</i>
0 à 0,5 ha	331	44,49	40	6,00	3.741	472,58	6.605/7.537	877,53
0,5 à 3	1.351	1.248,89	903	732,57	6,484	2.642,12	4.634/7.602	5.252,13
3 à 10	561	1.323,01	816	1.596,80	2.077	2.203,47	1.394/2.975	6.101,51
10 à 20	70	456,56	45	172,27	147	260,47	199/345	2.009,13
20 à 50	55	1.219,22	23	238,75	62	123,65	85/188	2.466,85
50 à 100	34	1.558,21	il	266,32	23	98,58	46/100	1.822,14
100 ha et +	52	3.243,28	36	4.639,06	40	131,14	57/127	6.835,66
Total	2.454	9.093,66	1.874	7.651,77	12.574	5.932,01	12.921/19.144	25.364,95

¹⁰ Les catégories utilisées par les recenseurs (prairies artificielles, pâturages naturels, parcours productifs) pouvant se retrouver sur une même exploitation, J'ai indiqué le nombre minimum d'exploitations qui pratiquent l'élevage, soit le nombre le plus élevé pour les trois catégories ainsi que le nombre maximum, soit l'addition du nombre d'exploitants de chaque catégorie, avec pour maximum le nombre total d'exploitations pour chaque catégorie.

TABLEAU 13b.
Utilisation du sol par catégorie d'exploitation en pourcentage.
 [Format : US Letter, orientation : paysage.]

[Retour à la table des matières](#)

	BANANE		CANNE		CULT. VIVR. MAR.		ÉLEVAGE	
	<i>expl. %</i>	<i>surface ¹¹ %</i>	<i>expl. %</i>	<i>surface %</i>	<i>expl. %</i>	<i>surface %</i>	<i>expl. ¹² %</i>	<i>surface %</i>
0 à 0,5 ha	3,2	2,9	0,4	0,4	36,7	30,6	64,7 - 73,8	56,8
0,5 à 3	14,4	12,1	9,6	7,1	69,1	25,6	49,4 - 81,0	50,9
3 à 10	19,1	11,4	27,7	13,7	70,6	18,9	47,4 - 100,0	52,5
10 à 20	21,3	15,1	13,7	5,7	44,8	8,6	60,7 - 100,0	66,1
20 à 50	29,4	28,6	12,3	5,6	33,2	2,9	45,6 - 94,5	57,9
50 à 100	34,7	39,5	11,2	6,8	23,5	2,5	46,9 - 100,0	46,3
100 ha et +	40,9	19,8	28,3	28,3	31,5	0,8	44,9 - 98,7	41,8
Total	10,5	17,8	8,1	15,0	54,0	11,6	55,5 - 82,1	49,6

Source : Recensement agricole dans Frenette, 1978.

¹¹ Surface agricole utilisée.

¹² Les catégories utilisées par les recenseurs (prairies artificielles, pâturages naturels, parcours productifs) pouvant se retrouver sur une même exploitation, J'ai indiqué le nombre minimum d'exploitations qui pratiquent l'élevage, soit le nombre le plus élevé pour les trois catégories ainsi que le nombre maximum, soit l'addition du nombre d'exploitants de chaque catégorie, avec pour maximum le nombre total d'exploitations pour chaque catégorie.

Mais quelle est l'importance réelle de ces cultures vivrières dans l'agriculture martiniquaise actuelle ? Dans quelle mesure les zones de petites propriétés peuvent être qualifiées de zones vivrières ? Le tableau 13 démystifie un peu le stéréotype du paysage vivrier. De ce tableau conçu à partir des données du recensement général de l'agriculture 1973-74, Mme Frenette dégage d'abord certaines données globales sur l'état de l'agriculture. "Dans l'ensemble dit-elle, c'est l'élevage qui occupe la plus grande surface avec 25.365 ha soit 49,6% de la surface agricole utilisée. Ensuite vient la culture de la banane avec 9.094 ha, ce qui représente 17,8% de la surface totale utilisée. Au troisième rang se trouve la canne avec 7.652 ha cultivés, soit 15% de la surface utilisée. Les cultures vivrières et maraîchères occupent 5.932 ha soit 11,6% de la surface utilisée" (Frenette, 1978 : 2223). Puis elle passe à une analyse détaillée par classe de superficie que nous reproduirons ici : "Dans la catégorie des moins de 0,5 ha, c'est l'élevage qui est le plus important. Pratiqué par au moins 6.605 exploitants, il couvre 878 ha soit 56,8% de la surface utilisée, et au moins 64,7% des exploitants de cette catégorie le pratiquent. Ensuite viennent les cultures vivrières et maraîchères, pratiquées par 3.741 exploitants, soit 36,7% des exploitants, sur une surface de 473 ha, soit 30,6% de la superficie agricole utilisée. On note un nombre important de jardins (surface inférieure à 10 ares) : 3.305 appartenant à 29,5% des exploitants. La banane et la canne sont négligeables dans cette catégorie et couvrent à elles deux à peine 3% de la superficie utilisée. La polyculture se présente donc d'abord comme élevage associé assez souvent mais pas toujours à une petite parcelle en cultures vivrières et maraîchères ou même à un simple jardin".

"Chez les exploitants de 0,5 à 3 ha, c'est l'élevage qui domine. Il est pratiqué par au moins 4.634 exploitants, soit 49,4% des exploitants. La surface qui y est consacrée est de 5.254 ha, ou 50,9% de la surface utilisée. Les cultures vivrières et maraîchères viennent au second rang pour la surface : à peine 25,6% de la surface avec 2.642 ha, mais elles touchent un nombre très important d'exploitants, soit 6.484 représentant 69,1% de ceux-ci. La banane y est plus importante que dans la première catégorie sans être encore très importante : on la trouve sur 14,4% des exploitations et 12,1% de la surface. La combinaison polyculture vivrière-élevage caractéristique de la paysannerie s'associe aux grandes cultures, canne et banane, dans un petit nombre de cas (au plus 24% des exploitants)".

"Sur les exploitations de 3 à 10 ha, l'importance de l'élevage augmente légèrement par rapport à la catégorie précédente : il occupe 52,5% de la surface avec 6.100 ha et est pratiqué par au moins 47,4% des exploitants. Les cultures vivrières touchent la même proportion d'exploitants : 70,6% mais la surface qui leur est attribuée diminue sensiblement, ne représentant plus que 18,9% du sol, soit 2.200 ha. La canne et la banane ont un peu plus d'importance que dans la catégorie précédente : elles occupent cette fois le quart des terres. Et elles touchent aussi plus d'exploitants. La banane, pour sa part est pratiquée par 19,1% des exploitants et occupe 1.323 ha, soit 11,4% des terres de la catégorie. La canne est cultivée par 27,7% des exploitants sur 13,7% de la surface totale" (Frenette, 1978 : 24-25).

Pour la classe des 10 à 20 ha c'est encore l'élevage qui prédomine avec 66,1% des surfaces utilisées. Cette fois par contre c'est la banane qui occupe le second rang avec 15,1% de la surface utilisée. Il en va de même pour les classes de 20 à 50 ha et de 50 à 100 ha où l'élevage prédomine toujours avec 57,9% et 46,3% de la surface utilisée et 28,6% et 39,5% de la surface utilisée par la culture seconde qu'est la banane. Finalement bien que l'élevage prédomine, occupant 41,8% de la surface utilisée dans la classe des 100 ha et plus, c'est la canne cette fois-ci qui occupe le deuxième rang avec 28,3% de la superficie utilisée. Aussi comme le montre le tableau suivant, le nombre de têtes par hectare de superficie fourragère varie considérablement selon la classe d'exploitation allant de 5,77 bêtes par hectare pour les exploitations de moins de 0,5 ha à 1,94 pour les exploitations de plus de 10 ha.

On en déduit donc une productivité beaucoup plus élevée sur les exploitations de petite taille qui disposent d'ailleurs de 31,7% du cheptel bovin tout en contrôlant seulement 18,6% de la superficie agricole utile. Toutefois 39,7% de ces exploitants de moins de 3 ha n'entretiennent aucun bovin (Paquette, 1977 : 14).

TABLEAU 14.

Utilisation du sol pour l'élevage par classe de propriété.

[Retour à la table des matières](#)

classes	de $\frac{1}{2}$ ha	$\frac{1}{2}$ - 3 ha	3-10 ha	+ de 10 ha	total
Nombre de bovins	5,065	15,606	13,642	14,958	49,271
Nb bov. par sup. fourr.	5,77	2,97	2,23	1,14	1,94
Nb d'expl. sans bovins	74,8	39,7	17,6	29,4	46,7
% des bovins	10,3	31,7	27,7	30,3	100%

Source : Recensement général agricole, Martinique, 1973-74.

L'élevage bovin martiniquais en lui-même, qu'il soit constitué de groupes de deux ou trois bêtes au piquet ou de grands troupeaux de plusieurs centaines de têtes "avec un troupeau évalué à 45.000 têtes en 1972 (les données fluctuent selon les organismes qui les présentent) dont 2.000 laitières, assurant l'emploi permanent de quelque 3.000 personnes et valorisant 24.000 hectares, plus que l'ensemble du secteur agricole d'exportation à même date (17 à 18,000 ha seulement) dont 50% en prairies améliorées ou plantées, la Martinique pose sinon les bases d'une reconversion spectaculaire, au moins celle d'une gestion mieux équilibrée de son potentiel agricole" (Atlas de la Martinique). Toutefois la médiocrité moyenne du cheptel bovin (les boeufs élevés sur les petites exploitations sont d'une race créole moins productive) explique que la production locale de viande, estimée en 1972 à 1.100 ou 1.200 tonnes, ne permette pas d'assurer le tiers des besoins locaux (qui augmentent soit dit en passant avec le niveau de vie) et oblige à recourir à l'importation à concurrence de 2.600 à 2.700 tonnes dont 1.400 de viande et le reste constitué de produits charcutiers divers" (Atlas, 1977). Le cheptel avicole n'assure de son côté que 40% des besoins de poulets en chair.

Depuis 1936, des changements importants ont aussi été apportés dans la nature des produits vivriers et maraîchers cultivés comme le montre le tableau suivant.

TABLEAU 15.

**Comparaison des superficies consacrées à certains légumes
en culture pure en 1935 et 1972.**

[Retour à la table des matières](#)

années	patates douces	choux de Chine	ignames	manioc	arachides
1935	746 ha	359	1.182	778	68
1972	210	193	190	66	—

Source : Kervégant, 1935 : 96.

On observe une diminution très importante des superficies consacrées en cultures pures à ces "gros légumes". Nous ne disposons pas de données pour évaluer l'importance de la production de ces produits en cultures mélangées. Or ces cultures en mélange sont très importantes car comme le précise Paquette (1977 : 11), "en général, le poids de la polyculture (culture en mélange) diminue avec l'accroissement des superficies, alors que celui de la monoculture va en augmentant. La petite exploitation se distingue par une part relative de polyculture (69,4%) supérieure à la moyenne de l'ensemble des exploitations (65,9%)... Ainsi la polyculture occupe-t-elle plus des deux tiers des superficies consacrées aux cultures vivrières et maraîchères. La monoculture en plus d'être confinée à moins du tiers de ces superficies conserve dans sa composition la prédominance des cultures vivrières (67,5%) par rapport aux cultures maraîchères (32,5%) qui caractérise l'ensemble de ce type d'utilisation du sol".

Toutefois si les "gros légumes" ont perdu beaucoup d'importance dans les cultures des petits exploitants agricoles, perte d'importance due principalement à l'eupéanisation progressive du goût des consommateurs, les légumes dits d'Europe sont devenus très importants. Le recensement agricole de 1935 donnait 120 hectares plantés en légumes d'Europe en monoculture. En 1972, le recensement agricole signalait 131 ha de salade, 543 hectares de tomates, 49 ha de poireaux, en plus d'une production relativement importante d'oignons, de melons, de radis, d'haricots verts, de poivrons, etc. Il est possible de penser que cette production maraîchère couvre une part très importante des superficies en polyculture.

Finalement depuis 1935, la Martinique est témoin de la disparition de certaines cultures secondaires comme le cacaoyer, le caféier, le vanillier et le cotonnier qui occupaient respectivement 574, 304 42 et 57 ha en 1935. Toutefois de nouvelles cultures secondaires d'exportation semblent vouloir se tailler une place dans l'agriculture martiniquaise. L'aubergine, qui bénéficie des infrastructures de transport mises en place pour la banane a vu ses exportations passées de 1200 tonnes pour la campagne 1970-71 à 3.500 tonnes pour la campagne 1973-74, avec 150 ha en culture. La Martinique est aussi dotée d'un verger d'avocats de 350 ha de 80 ha de citronnier et de 50 ha de culture florale (Atlas, 1977). "La contribution globale des fruits au commerce extérieur martiniquais a été en 1973 d'environ 600 tonnes dont 570 d'avocats" dit l'Atlas. Il s'avère cependant que cette contribution est minime par rapport au potentiel agricole de l'île. Cette sous-utilisation des terres agricoles est d'autant plus néfaste qu'elle oblige la Martinique à importer une très grande partie des produits agricoles qu'elle consomme, aggravant ainsi un déficit déjà considérable de la balance commerciale. En fait, les importations de fruits et de légumes passèrent de 11.508 tonnes en 1970 pour une valeur de 14.292.000 F à 14.492 tonnes en 1976 pour une valeur de 37.468.000 F. Des produits alimentaires divers furent importés pour 110.807 tonnes et une valeur de 405.218.000 F en 1976 de même que 10.061 t. de viande pour une valeur de 87.857.000 F, 7.771 tonnes de produits laitiers pour une valeur de 59.658.000 francs et 41.270 t. de farines et céréales pour 61.428.000 F (voir tableau 16).

TABLEAU 16. Importations Martinique.

[Format : US Letter, orientation : paysage.]

[Retour à la table des matières](#)

		1970	1971	1972	1974	1975	1976
Produits aliment.	Q.	104.442	151.193	108.707	102.494	95.606	110.807
	V.	189.459	205.051	222.444	311.404	334.754	405.218
dont :							
VIANDES	Q.	6.623	8.131	8.512	7.011	9.100	10.061
	V.	31.419	35.557	41.567	45.764	64.640	87.857
POISSON	Q.	3.009	2.946	3.878	3.530	3.333	4.230
	V.	12.971	14.755	17.113	26.393	22.616	32.380
Produits laitiers	Q.	5.309	5.005	5.461	6.912	6.086	7.771
	V.	26.194	26.768	30.464	43.761	43.916	59.658
Fruits & légumes	Q.	11.508	11.473	11.693	11.409	13.027	14.492
	V.	14.292	13.909	14.973	22.886	26.377	37.468
Farines, céréales	Q.	29.050	26.604	38.783	36.467	32.601	41.270
	V.	24.139	23.867	34.999	46.532	44.922	61.428

* Quantité en tonnes.

Valeurs en 1.000 francs.

Source : INSEE, Martinique.

On doit conclure de l'évolution des cultures vivrières et maraîchères à la Martinique depuis 1935, qu'il s'est produit un abandon progressif des cultures traditionnelles (gros légumes) de consommation locale et que ce recul fut compensé plus par le développement des cultures fourragères et de l'élevage que par la production de nouveaux produits maraîchers, qui ont fait d'ailleurs l'objet d'une demande croissante de la part des consommateurs. Il en résulta un accroissement important des importations qui laisse planer des doutes sur l'existence d'une véritable politique d'auto-suffisance au niveau agricole.

En fait pendant que le morcellement des parcelles (accélééré par la loi sur les successions qui a agi comme une véritable machine à hacher le sol), rendait impraticable un travail agricole à plein temps suffisamment rentable pour faire vivre une maisonnée, les coûts de production (salaires, charges sociales, engrais, outillage, etc.) devenaient trop élevés pour motiver une réorientation de la propriété de 3 à 20 ha vers la culture de nouveaux produits. Ainsi soit que le poids de la tradition (à moins que ce ne soit les pressions des usines) poussent l'exploitant agricole vers les cultures traditionnelles d'exportation (banane, canne) soit que ce dernier choisisse la solution qui l'affranchira du travail sur les plantations, l'élevage bovin, qui peut se faire de pair avec un emploi salarié, requérant un investissement en temps de loin inférieur au travail de jardinage. Telles sont les deux voies majeures empruntées par le petit paysannat martiniquais.

Cette situation s'explique en bonne partie par la nature de la structure foncière à l'intérieur de laquelle une majorité des exploitants agricoles tentent de vivre des profits qu'ils tirent de l'exploitation de 0,5 à 3 ha de terre. Or il est clair que pour retirer un profit net suffisant pour assurer la subsistance d'une maisonnée sur une exploitation de moins de 3 ha, le producteur doit hausser ses prix de vente au-dessus de ceux des producteurs compétiteurs disposant de plusieurs dizaines, voire de centaines d'hectares en Europe ou ailleurs. La hausse vertigineuse des prix des produits agricoles locaux est donc liée à l'effort d'un petit paysannat pour vivre sur des terres plusieurs fois plus petites que les terres des producteurs/exportateurs qui inondent le marché martiniquais de leurs produits. Cette hausse des prix (il est possible de voir les produits se vendre de 10 à 50% plus cher dans les marchés martiniquais que les produits importés dans les "grandes surfaces") contribue à augmenter la consommation des produits importés et à ré-

duire la demande en produits locaux. Devant les problèmes d'écoulement de leur production les petits exploitants en sont réduits à ne compter sur l'agriculture qu'en tant que revenu instable d'appoint. "Si nous ne pouvons obtenir un prix raisonnable pour nos produits nous cesserons de produire" disent les paysans. Cette attitude, commandée par des contingences économiques, n'en contribue pas moins à confiner l'agriculture dans le cercle vicieux : augmentation des prix - baisse de la consommation de produits locaux - réduction des superficies cultivées en vivrières et maraîchères - augmentation des prix des produits importés et locaux. A long terme, et s'il n'est pas brisé, ce cercle vicieux conduira à une prise de contrôle total du marché antillais par les producteurs de la France métropolitaine et du Marché commun européen, qui dès lors face à une agriculture antillaise moribonde pourront contrôler les prix à la consommation.

Il faut souligner ici le rôle de trois groupes de pression qui trouvent un intérêt certain dans l'affaiblissement de la production vivrière et maraîchère antillaise : le groupe des commerçants régissant le commerce d'import-export, les compagnies de transport maritime et aérien et les producteurs métropolitains. Ceci nous rappelle le rôle prédominant joué par ces trois groupes dans l'évolution chaotique des cultures d'exportation (le sucre en particulier) et souligne le caractère néo-colonial de l'économie actuelle des Antilles françaises, qui est toujours contrôlée par une bourgeoisie marchande urbaine au niveau local et par les intermédiaires métropolitains au niveau "national".

2.5. ÉVOLUTION DU TRAVAIL AGRICOLE EN MARTINIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Les données fournies par les recensements de la population nous montrent que le secteur primaire n'est plus depuis 1954 tout au moins, le principal secteur d'activité de l'économie martiniquaise (voir tableau 17).

TABLEAU 17.

**Importance relative des divers secteurs d'activité
selon les années de recensement de la population (Martinique).**

[Retour à la table des matières](#)

SECTEUR D'ACTIVITÉ	ANNÉES			
	1954	1961	1967	1974
Primaire	48%	40%	30%	18%
Secondaire	22%	22%	23%	19%
Tertiaire	30%	38%	47%	63%

Source : INSEE, Martinique.

En fait, le secteur primaire n'occupe plus que 18% de la population contre 48% en 1954, pendant que le secteur tertiaire a plus que doublé ses effectifs, occupant 63% de la population active en 1974 contre 30% en 1954. Cette hypertrophie du tertiaire est directement liée à l'assimilation administrative des Antilles françaises à la France métropolitaine et constitue l'indice majeur qui permet de mesurer la mutation de la Martinique et de la Guadeloupe de société de production de matières premières vers une société de consommation.

Le travail agricole des paysans ayant toujours été intimement lié au travail sur les plantations, que ce soit en tant que salariés agricoles ou en tant que colons exploitant les terres des usines, il est évident que la crise de la production sucrière et les malaises de la production bananière ont eu des conséquences importantes sur le marché du travail en milieu rural.

Toutefois l'analyse du tableau no.18 nous montre que même si le nombre d'exploitants agricoles a diminué de 37% entre 1954 et 1967, c'est surtout le nombre de salariés agricoles qui a subi la baisse la plus considérable (43%).

Tableau18.

Population active de 15 ans et plus par sexe et selon la nature du travail agricole

[Format : US Letter, orientation : paysage.]

[Retour à la table des matières](#)

Années / Nature du travail	Sexe masculin			Sexe féminin			Ensemble			
	1954	1961	1967	1954	1961	1967	1954	1961	1967	1974
Exploitants agricoles et patrons pêcheurs (+)	8489	7655	6490	1718	1480	1008	10207	9135	7498	—
Salariés agricoles et marins pêcheurs	20705	16981	10971	10130	9967	6536	30835	26948	17557	—
Total secteur primaire	29194	24636	17461	11848	11447	7594	40142	36083	25055	15500

(+)Le nombre de pêcheur étant de 2684 en 1961 et de 2404 en 1967, représente environ 10% des effectifs du secteur primaire et n'influe pas d'une façon significative sur l'évolution des chiffres globaux de ce secteur d'activité.

Cette tendance devait s'accroître entre 1967 et 1976 où plusieurs usines et distilleries fermèrent leur portes. Des 17 usines à sucre et 160 distilleries fonctionnant en Martinique en 1935, il ne restait plus cinq usines et 23 distilleries en 1970. Les données non encore publiées du recensement général de la population effectué en 1974 montreront certainement une dégradation encore plus marquée du salariat agricole dans la mesure où il ne subsistait plus que deux usines à sucre en 1976. En Guadeloupe "12,216 personnes ont été salariées de la canne en 1960 (6,307 salariés agricoles, 5,909 salariés industriels) ; elles n'étaient plus que 5,862 en 1968 : 3,891 salariés agricoles et 1971 salariés industriels. En huit ans, la diminution globale de l'emploi salarié dans la canne et les industries dérivées a été de 48% (Lasserre, 1972, p. 552).

La subsistance de bon nombre de petits paysans reposant sur le travail salarié de l'usine pendant la saison sèche, plusieurs de ces petits agriculteurs ont été contraints soit :

- 1) à rechercher un autre travail salarié d'appoint. Ceci implique la plupart du temps l'abandon total de la parcelle trop étroite pour faire vivre la maisonnée et la migration vers les banlieues de Fort-de-France dont certaines parties prennent l'allure de bidonvilles, dans les premières années de leur constitution tout au moins (Voir Rapport de Pierre Bouliane sur Volga plage, 1976). Dans la plupart des cas, cette migration rurale/urbaine est irréversible et débouche sur l'émigration
- 2) à exploiter au maximum une parcelle qu'ils ne cultivaient qu'en partie. Cette solution s'offrait aux propriétaires de plus de 3 ha. et implique souvent le recours au travail salarié.
- 3) à prendre une ou plusieurs autres parcelles en fermage ou en colonage pour compléter les revenus tirés d'une propriété trop étroite.
- 4) à demeurer sur une micropropriété qui ne fournit que l'essentiel à la consommation domestique et à vivre de grappillage en accumulant les revenus de multiples travaux temporaires.

Les quelque 20,000 salariés agricoles (chiffre approximatif conservateur) qui ont perdu leur emploi saisonnier permanent ou à temps partiel en 1954 et 1978 ont

dû opter pour l'une ou l'autre de ces solutions. Cependant le fait que le recensement agricole de 1973-74 reconnaisse l'existence de 6,635 exploitants agricoles à temps plein et 18,298 exploitants à temps partiel montre que le petit paysannat n'est pas disparu avec la déstructuration de l'agriculture d'exportation mais qu'il a su trouver une nouvelle source de revenu complémentaire. L'extension de la sécurité sociale en 1970 aux exploitants agricoles mettant en valeur 2 hectares pondérés selon des coefficients spécifiques par type de culture a su rendre disponible pour une bonne partie des petits exploitants ce qui deviendra leur principale source de revenus d'appoint.

Dans leurs enquêtes respectives Jutras (1976 p.109), Laberge 1976 p.62) et Mineau (1976 p.13) ont tous souligné le rôle majeur que jouent les revenus tirés de l'aide sociale dans le budget du petit paysan antillais. "Le paysan s'adresse désormais à l'État non pas pour un revenu d'appoint mais dans bien des cas pour l'essentiel de son revenu annuel, et ce qui était autrefois son occupation principale n'est plus qu'une activité accessoire réduite au rang de jardinage" Mineau,(1976 p-13). Les pensions de vieillesse, revenus de l'assurance maladie et d'invalidité, allocations familiales etc. remplacent les revenus tirés du travail saisonnier sur les plantations. Jeanine Gauthier-Laluque dans son étude détaillée des budgets de la petite paysannerie du quartier de l'Habitué en Capesterre de Guadeloupe remarque que dans les budgets de trois foyers type étudiés, la Sécurité et les Aides sociales représentant un montant de 3,447F soit 33.4% des revenus du foyer B (petit cultivateur et ouvrier agricole occasionnel), 3,647F soit 39.5% des revenus du foyer A (petit cultivateur et ouvrier agricole régulier) et 4,624F soit 53.1% des revenus du foyer C (petit cultivateur et salarié des chantiers de chômage). (1971 p.94). Une étude menée par l'INSEE sur les revenus des ménages en Martinique en 1972 déterminait à 20% la part des revenus sociaux des exploitants agricoles et à 18.2% celle des ouvriers agricoles. Le décalage entre ces données et celles fournies par Jeannine Gauthier-Laluque s'explique par la sous-évaluation des revenus non sociaux, inhérente à toute enquête officielle.

À Marie-Galante, 62% des exploitants agricoles indépendants reçoivent une pension de vieillesse (Jutras, p.109) contre 38% pour les exploitants du Morne-Vert à la Martinique (Mineau, 1976 p.33) et 65% des agriculteurs du Vauclin interrogés par Laberge reçoivent une aide gouvernementale substantielle (1976 p. 62). L'extension du régime d'aide sociale aux agriculteurs est toutefois récente,

ce secteur ayant été couvert long temps après les secteurs industriels et la fonction publique. Pour Mme Mineau, cette extension à même trop tardé et "les conséquences de ce retard se feront lourdement sentir au niveau du développement de la petite agriculture qui perdra pour ainsi dire deux générations de main-d'oeuvre agricole au profit des chantiers et autres métiers couverts par la sécurité sociale" (Mineau, 1976 p.13).

Cette extension de la sécurité sociale aux petits exploitants agricoles a donc ainsi contribué directement à la reproduction de la main-d'oeuvre paysanne requise pour le fonctionnement des usines, habitations et sociétés anonymes encore actives dans la production sucrière, bananière ou d'ananas, en permettant la survie d'une classe paysanne disponible et "libre". Les paiements sociaux ou paiements de transferts peuvent être considérés à la limite comme des primes accordées aux usines et habitations par le biais de l'abaissement du coût de reproduction de la main-d'oeuvre soumise réellement (salariés agricoles) ou formellement (producteurs indépendants) aux besoins en force de travail de ces dernières.

Mais le morcellement progressif des terres atteint un niveau tellement élevé dans certaines zones de micropropriété que les microfundistes ne peuvent avoir accès aux revenus de la sécurité sociale (d'ailleurs les primes qu'ils devraient payer sont trop élevées pour leurs moyens) et se transforment en prolétaires domiciliés. Ainsi ce n'est pas la seule déstructuration du système de plantation qui a influé sur l'évolution de la petite paysannerie mais aussi et surtout le morcellement des terres résultant de la pression démographique dans les zones rurales.

Le recensement agricole 73-74 (Martinique) indique que 6,721 salariés agricoles permanents travaillent soit à temps plein (43%) soit à temps partiel (57%) et que 12,973 travailleurs saisonniers ont travaillé en 1973 une moyenne de 54.7 jours dans l'année. Toutefois, des 710,123 jours travail qui ont été faits par des travailleurs saisonniers en 1973, 62% seulement étaient travaillés par 4,965 salariés sur des exploitations de plus de 50 ha. Si l'on tient compte du fait que seulement 2,166 salariés agricoles permanents étaient employés à temps plein par les plantations de plus de 50 ha, on peut avancer que ces plantations embauchaient 74% des salariés agricoles dont 45% toutefois étaient des salariés permanents à temps partiel et des saisonniers (Source Rec. Agri. 73-74). Ainsi la grande plantation ne peut plus être considérée comme la seule pourvoyeuse de salaires agricoles, la petite et moyenne exploitation ayant de plus en plus recours au travail sala-

rié. À la Guadeloupe on trouvait en 1972, 5,902 salariés permanents travaillant soit à temps plein (65%) soit à temps partiel (35%) pendant que 20,052 travailleurs saisonniers travaillaient une moyenne de 60,7 jours dans l'année (R.G.A. Guadeloupe). Cette utilisation plus intensive de la main-d'oeuvre salariée par l'agriculture guadeloupéenne s'explique par la survivance d'une industrie sucrière plus importante. D'ailleurs 92% des jours de travail remplis par la main-d'oeuvre occasionnelle en Guadeloupe furent travaillés dans la canne. "En 1949, souligne Mme Frenette, Eugène Revert affirmait qu'il était très rare de voir des cultivateurs faire appel à des salariés, utilisant largement les "coups de mains". Aujourd'hui c'est courant, au moins pour une certaine catégorie d'exploitants, catégorie qui tend d'ailleurs à s'élargir. Les femmes, par exemple, qui constituent à la Martinique, selon le recensement, 19% à 22% des chefs d'exploitations sur les exploitations de moins de 3 ha, s'occupent très souvent du potager mais ne touchent pas elles-mêmes aux gros légumes. On trouve plusieurs gens âgés qui ne pourraient pas non plus remettre le coup de main. Même chez les hommes adultes en bonne santé, puisque l'agriculture n'est qu'une occupation secondaire à laquelle on consacre relativement peu de temps, on préférera payer un homme pour une journée ou deux plutôt que d'être obligé d'aller travailler dans le champ voisin. Il faut dire que l'exploitation voisine n'est pas nécessairement de la même taille ou pratiquant la même culture. La différenciation de la paysannerie freine nécessairement la coopération dans le travail." (1978 p. 115).

Au niveau du travail du chef d'exploitation on constate à partir du tableau présenté par Mme Frenette (tableau no.19) que les chefs d'exploitation ne travaillent en général qu'à temps partiel sur les parcelles. Notons ici que les recenseurs ont considéré comme étant à temps plein, les agriculteurs travaillant 300 jours par année. L'unité de mesure de la quantité de travail utilisée dans le recensement et dénommée P.A.T. (personne-année-travail) représente donc 300 jours de travail par an par travailleur.

TABLEAU 19.**Travail du chef d'exploitation sur l'exploitation.**

[Format : US Letter, orientation : paysage.]

[Retour à la table des matières](#)

	TEMPS PLEIN			TEMPS PARTIEL				Quantité travail total (PAT)	% Trav. Chefs à t. plein
	nb	%	Q. de trav. (PAT)	nb	%	Q. de trav. (PAT)	nb j. chefs (PAT)		
0 à 0,5 ha	1.385	11,8	1.385	10.304	88,2	2.115	0,2	3.500	39,6
0,5 à 3 ha	3.348	35,2	3.348	6.159	64,8	1.755	0,28	5.103	65,6
3 à 10 ha	1.637	55,0	1.637	1.338	45,0	468	0,34	2.105	77,8
10 à 20 ha	148	42,9	148	197	57,1	47	0,23	195	75,9
20 à 50	57	30,3	57	131	69,7	32	0,24	89	64,0
50 à 100 ha	35	34,3	35	67	65,7	15	0,22	50	70,0
100 ha et +	25	19,7	25	102	80,3	34	0,33	59	42,4
Total	6.635	26,6	6.635	18.298	73,4	4.466	0,24	11.101	59,8

Source : Recensement agricole 73-74

Voyons de plus près l'organisation du travail chez les diverses classes d'exploitations. Mme Frenette après l'analyse de ce tableau remarque que chez ceux qui ont moins de 0.5 ha par exemple on trouve une proportion de 11.8% qui travaillent à temps plein sur leur parcelle contre 88.2% à temps partiel. Chez les exploitants de 0.5 à 3 ha, on trouve que 64.8% qui travaillent à plein temps comme agriculteurs et 25.2% à temps partiel et cette proportion devient de 55%/45% pour les exploitants de 3 à 10 ha. La proportion de travailleurs à plein temps continue de baisser dans la classe des 10 à 20 ha avec un rapport de 42.9% à plein temps et 57.1% à temps partiel, de même que dans la classe de 20 à 50 ha où la proportion devient de 30.3%/69.7%, pour remonter à 34.3% dans la classe de propriété de 50 à 100 ha et redescendre à 19.7%/81.3% dans la classe des 100 ha et plus (Frenette 1978 p. 53-55). Ces chiffres remettent en question l'hypothèse qui fait de l'étroitesse des exploitations la cause fondamentale du sous-emploi dans la petite exploitation agricole aux Antilles françaises.

En fait,, on observe le phénomène paradoxal d'un rejet du travail agricole à plein temps, rejet qui prend de plus en plus d'importance au fur et à mesure que croît la superficie de l'exploitation. Les causes de cet abandon progressif de l'agriculture par les exploitants martiniquais ne peut toutefois pas être analysée en bloc, dans la mesure où chaque classe de propriété subit l'influence de facteurs spécifiques. Ainsi les contrecoups de la crise des cultures d'exportation, influent d'une façon plus déterminante sur les exploitations de plus de 50 ha que sur les exploitations de moins de 3 ha pour lesquelles l'étroitesse des surfaces cultivables demeure un problème important. Les exploitations de 3 à 50 ha de leur côté ne pouvant être exploitées sans un recours au salariat agricole et se trouvant aux prises avec les problèmes de commercialisation, de crédit agricole etc., connaissent aussi leur part de problèmes.

Le morcellement des exploitations agricoles ne constitue donc que l'un des facteurs qui influent sur l'évolution actuelle de l'agriculture et n'explique pas à lui seul, l'abandon du travail agricole comme activité principale chez les moyens et grands propriétaires.

Pourtant, malgré le taux relativement faible d'exploitants travaillant à temps plein sur leurs exploitations, un nombre important de ces chefs d'exploitations n'ont aucune activité extérieure. On en compte 44% sur les exploitations de moins de 0.5 ha, 61% sur les exploitations de 0.5 à 3 ha et 61.7% sur celles de 3 à 10 ha.

"D'autre part, lorsque les chefs d'exploitation ont une activité extérieure, celle-ci peut être leur occupation principale ; c'est le cas pour 52.7% des exploitants de la catégorie de moins de 0.5 ha, 36% chez les exploitants de 0.5 à 3 ha, 23.9% chez ceux de 3 à 10 ha..."(Frenette 1978 p. 56).

"Si on fait l'hypothèse que dans la catégorie des chefs d'exploitation qui n'ont aucune activité extérieure sont inclus tous les chefs qui travaillent sur leur exploitation à temps plein, il reste qu'un nombre parfois assez important d'exploitants à temps partiel n'ont aucune autre activité. Dans la catégorie des moins de 0.5 ha par exemple, on en arriverait à la conclusion que 32.5% des chefs d'exploitation, bien que travaillant en moyenne seulement 61.5 jours par an, n'ont aucune autre activité. De même, dans la catégorie des 3 à 10 ha, le phénomène est moins marqué ; 14.3% des exploitants à temps partiel, travaillant en moyenne 104.9 jours par an n'ont pas d'autres activités" (Frenette idem p. 57).

Si une classe encore importante d'exploitants agricoles subsiste à la Martinique, un sérieux problème s'annonce pour les décennies à venir. Bien que la destruction du système de plantation et l'impact néfaste du morcellement des propriétés soient des facteurs négatifs dans l'évolution de la petite exploitation agricole, le problème de l'âge avancé des petits exploitants et donc celui de la relève semble devoir devenir le problème clé pour l'avenir de l'agriculture aux Antilles françaises.

En fait, l'âge moyen des agriculteurs martiniquais était de 44 ans pour les hommes et 46 ans pour les femmes en 1967 à la Martinique. Le tableau suivant nous donne l'âge des agriculteurs en 1973 selon la classe de propriété.

Tableau 20.

Âge des agriculteurs par classe de superficie des exploitations (Martinique).

[Retour à la table des matières](#)

Classe de sup. / Tranches d'âge	- de 0,5 ha	0.5 à 3 ha	3 à 10 ha	10 à 20 ha	20 à 50 ha	50 à 100 ha	100 et +
Né depuis 1950	0.5	0.8	0.7	1.2	1.6	1.6	
Entre 1949 et 1935	16.6	13.1	15.0	11.3	12.8	11.8	15.7
Entre 1935 et 1920	36.5	37.2	49.5	35.4	39.4	52.0	44.1
Entre 1919 et 1905	31.0	34.7	26.0	42.0	33.0	27.4	31.5
En 1904 et avant	15.4	14.2	8.8	10.1	13.2	8.8	7.1
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Source : Rec. agri 73-74

On remarque que 48.9% des exploitants de 0.5 à 3 ha et 34.8% des exploitants de 3 à 10 ha avaient plus de 53 ans en 1973 à la Martinique. A la même année, l'âge moyen des exploitants agricoles de Basse-Terre en Guadeloupe était de 53.3 ans, celui des exploitants de Grande Terre et de Marie-Galante, respectivement de 47.5 et 48.9 ans (Carole Jutras, 1976, p. 54). La relève s'avère peu nombreuse seulement 13.9% des exploitants de 0.5 à 3 ha et 15.7% des exploitants de 3 à 10 ha étant nés après 1935 (ayant moins de 38 ans environ) pendant que le problème du morcellement dû au système légal de succession, devient de son côté, de plus en plus important avec l'accroissement de l'âge moyen des exploitants. Le problème de la relève est d'autant plus important qu'en général l'exploitant agricole fait seul la très grande partie du travail sur l'exploitation (Jutras 1976, p. 101), (Paré 1976, p.21) et (Laberge 1976, p. 53) ont tous observé sur le terrain la faiblesse de la part du travail familial, les enfants délaissant ce travail manuel ingrat et jugé dévalorisant. Les "coups de main" forme traditionnelle d'entraide ayant eux aussi presque disparus, l'exploitant agricole bien que de plus en plus âgé, se retrouve seul pour accomplir le travail.

Tableau no. 21.
Importance relative des hommes et des femmes
dans chaque classe de superficie (Martinique) Classe de sup.

[Retour à la table des matières](#)

Classe de sup. / Sexe	- de 0,5 ha	0.5 à 3 ha	3 à 10 ha	10 à 20 ha	20 à 50 ha	50 à 100 ha	+ de 100	En- semble
Hommes	78%	80.6%	91.6%	89.6%	94.1%	96.1%	96.9%	81.1%
Femmes	22%	19.4%	8.4%	10.4%	5.9%	3.9%	3.1%	18.9%
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Rec gé agri 73-74

Finalement d'après le tableau ci-haut, on remarque qu'un nombre relativement important de femmes (19.4% dans la classe de 0.5 à 3ha et 8.4% dans celle de 3 à 10 ha) sont propriétaires de petites exploitations. Le plus souvent toutefois, elles font exploiter leur lopin par leur mari ou concubin ou les mettent en colonage.

La fermeture des usines a affecté les diverses régions de la Martinique de façon différente. Ainsi dans le centre de l'île, les propriétaires de plantation ont laissé s'installer sur leurs terres de petits cultivateurs qui lors de la saison sèche quittaient leurs jardins pour la récolte de la canne à sucre. C'est dans la région de St-Esprit, Vauclin, Rivière-Pilote, que cette dépendance des petits cultivateurs face aux plantations fut la plus grande. Toutefois, ces petits cultivateurs ont probablement moins de difficulté à se replier sur leurs lopins de terre que les habitants des côtes sèches du Sud et des côtes caraïbes, régions déshéritées où prévalaient les migrations saisonnières, faute d'un potentiel agricole suffisant. Ces derniers comptaient d'une façon plus systématique sur ce travail saisonnier.

Avec les problèmes liés à la crise sucrière a disparu une catégorie de travailleurs agricoles qui fut très importante tout au long de l'histoire des plantations. Il

s'agit des "gens casés". Ces derniers étaient des ouvriers agricoles qui habitaient avec leur famille des cases ou des maisons qu'on leur allouait sur l'habitation même. Ils jouissaient en même temps d'un petit lopin de terre qu'ils cultivaient en vivres et en arbres fruitiers, mais s'engageaient à ne travailler que pour la seule habitation qui fournissait la parcelle de terre. On n'en retrouve pratiquement plus à la Martinique où le colonat partiaire a remplacé ce type de rapport à la plantation.

Toutes ces données sur l'activité du chef d'exploitation, de même que sur l'âge moyen et le sexe des exploitants semblent montrer des signes sérieux de marginalisation de l'agriculture en tant que secteur global d'activité et de "décomposition" de la petite paysannerie martiniquaise. Mais que se passe-t-il alors avec ces Antillais ? Les multiples constructions idéologiques qui ont pris la forme des théories racistes, psychologues ou sociologiques avaient-elles donc raison dans leur démonstration de l'indolence des Antillais, de leur manque d'esprit d'entreprise, de leur irresponsabilité, de leur manque de dynamisme, de leur incapacité chronique à générer une petite agriculture capitaliste, vivante et rentable. Pourquoi donc le petit paysannat se laisse-t-il balancer par les flots des crises bancaires et sucrières et laisse-t-il aux blancs créoles de même qu'au capital extérieur toute la responsabilité de la dynamisme économique ? Peut-être est-il vrai après tout, selon les dires des théories racistes que les noirs antillais sont affaiblis par les parasitoses de toutes sortes, par les caractères génétiques déficients de leurs ancêtres africains qui auraient pu leur être transmis au fil des générations, par le démantèlement de leur mémoire collective, démantèlement imposé d'ailleurs par les conditions du système esclavagiste, par des survivances culturelles africaines ou encore par l'héritage des structures coloniales ?

Or comme nous le rappellent Giraud et Jamard (1978, 228-29) le psychologisme et le culturalisme sous-jacent à ces explications "tombe sous la critique générale qu'on peut faire à toute conception qui oublie que c'est plus dans la réalité sociale objective que dans la conscience qu'en ont les acteurs sociaux qu'il faut chercher l'explication de leur conduite". Peut-être ces conceptions n'ont-elles pour effet que "de masquer les véritables rapports d'exploitation et la situation de dépendance actuelle" (Idem ; 229). D'ailleurs si l'on définit le rapport au travail comme "le lieu de l'articulation entre les représentations caractéristiques d'une société ou d'un groupe social donné concernant la sphère du travail et les comportements effectifs des acteurs sociaux dans cette sphère, tels qu'ils expriment les

contraintes objectives au sein desquelles ils s'engendrent et qu'ils contribuent à perpétuer ou à infléchir" (Idem ; 224), ce rapport au travail n'est qu'"une manifestation des rapports sociaux de production dont le travailleur est le support, et de sa place dans ces rapports". (Idem ; 224).

En réalité donc, l'attachement actuel de l'Antillais au travail agricole dit de subsistance, sa propension à accumuler les petits "Jobs", son confinement "complaisant" dans une économie de grappillage et de là son manque d'initiative économique doivent être expliqués par des causes reliées aux conditions actuelles de la production dont l'une est ce que Giraud et Jamard appellent le blocage de l'investissement industriel (et que nous qualifierons de passage à un système néo-colonial de consommation). Or pour expliquer ce blocage du développement du secteur manufacturier et industriel au dépens d'une hypertrophie du tertiaire, il ne faut recourir ni aux survivances africaines, ni à l'héritage culturel colonial, "ni aux seuls effets des spécificités géographiques (insularité, distance de la Métropole) ou écologique (absence de ressources naturelles) (mais) au processus de reproduction sociale qui perpétue la domination locale des classes dont le pouvoir économique s'est historiquement fondé sur la possession de la terre et des usines sucrières, processus situé dans la dépendance du mouvement d'extension du capitalisme français (voire international)" (Giraud et Jamard ; idem 235-36).

Les résultats tirés de l'analyse du travail agricole faite dans cette section nous permettent de suivre ces auteurs lorsqu'ils disent que "le bas niveau de rémunération, une économie déterminée par les impératifs économiques et politiques de la métropole et sans réelle cohérence au niveau local induisent la difficulté pour le travailleur d'intégrer son activité professionnelle salariée dans un projet de promotion personnelle et le conduisent à des comportements qui paraissent incompatibles avec une rationalité de type industriel. Cela détermine en revanche son insertion dans un réseau d'activités marginales, de "petits métiers" dont l'ensemble constitue une véritable structure économique parallèle, non comptabilisable, difficilement identifiable de l'extérieur, caractéristique de nombreuses sociétés situées à la périphérie du système capitaliste dominant et qu'on a pu appeler le "secteur tertiaire primitif", le "secteur informel" ou le "circuit inférieur" (1978 ; p. 236-37).

Tel est, à la lumière des données présentées dans ce chapitre, le sort qui fut réservé à la main-d'oeuvre agricole à la Martinique dans les dernières décennies. Mais cette incapacité des petits agriculteurs de s'adapter à une agriculture moder-

ne, rentable et capitaliste ne doit pas être analysée comme un refus d'adaptation généré par des valeurs culturelles déficientes mais s'explique par une impossibilité structurelle des petits exploitants à se défaire de leur statut de force de travail agricole soumis formellement au capital.

2.6. PETIT PAYSANNAT ET MODE DE FAIRE VALOIR EN MARTINIQUE

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse du tableau no.22 de la page suivante montre que le mode de faire-valoir direct est le mode de faire-valoir le plus important à la Martinique et ce pour toutes les classes de superficie. Il est utilisé comme mode d'exploitation dans la culture de 73.6% de la surface des exploitations de moins de 0.5 ha, de 70.5% de la surface de celles de 0.5 à 3 ha et de 69.9% de la surface des exploitations de 3 à 10 ha. Les moyennes et grandes exploitations y ont recours comme mode de faire-valoir principal bien que dans des proportions moins élevées : 58.9% de la surface des exploitations de 10 à 20 ha est cultivée en faire-valoir direct contre 67.7% de la surface de celles de 20 à 50 ha et 57.6% de la surface de celles de 50 à 100 ha.

Tableau no.22. Le Mode de faire valoir

(Format US LÉGAL, paysage)

[Retour à la table des matières](#)

mode de faire valoir / Superficie totale	Moins de 0, 5 ha	0,5 à 3 ha	3 à 10 ha	10 à 20 ha	20 à 50 ha	50 à 100 ha	Plus de 100 ha	Total
Faire valoir direct ¹³	73,6	70,5	69,9	58,9	63,7	57,6	72.6	69.0
- dont part d'indivision	16,0	7,1	3,5	4,4	4,4	2,5	2,1	3,8
Autres formes	26,4	29,5	30,1	41,1	36,3	42,4	27,4	31,0
- dont colonage	5,9	11,9	12,0	4,2	0,8	2,9	0,8	4,9
- dont fermage	2,9	6,8	9,6	12,7	20,4	24,8	12,4	12,6
- dont autres ¹⁴	17,6	10,8	8,5	24,2	15,1	14,7	14,2	13,5
Source R.G.A.	LE MODE DE FAIRE VALOIR DES EXPLOITATIONS PAR CLASSE DE SUPERFICIE TOTALE (% portant sur les superficies à l'intérieur d'une même classe de taille)							

¹³ Le Faire Valoir Direct comprend les terres en indivision qui reviendraient à l'exploitant si le partage était prononcé.

¹⁴ Dans les "Autres formes",' la rubrique "dont autres" englobe :

- la part d'indivision des autres indivis, et exploitée
- les superficies occupées gratuitement
- les superficies sans titre ou appartenant à la collectivité

Le colonage vient en deuxième position, étant de mise sur 11.9% de la superficie des propriétés de 0.5 à 3 ha, 5.9% de la superficie des exploitations de moins de 0.5 ha et 12% de la superficie de celles de 3 à 10 ha. Son importance décroît ensuite chez les moyennes et grandes exploitations où cette fois le fermage devient le mode de faire-valoir prédominant. "ce mode de mise en valeur dispense en effet le preneur de l'endettement foncier souvent prohibitif pour le jeune qui désire s'installer... mais par ailleurs le bail à ferme contribue à geler le changement d'usage des terrains en donnant au preneur certaines garanties concernant la pérennité de son exploitation. En ce sens le fermage contribue à la lutte contre le morcellement agricole" (ADEEAR-DDA, Martinique, 1977 p.38). Toutefois la part de risques est plus importante pour le bailleur dans le fermage que dans le colonage et ce dernier mode de faire-valoir laisse plus de mobilité au petit exploitant. Il est donc préféré au fermage.

Il existe aussi certaines zones plus favorables que d'autres et certains modes de mise en valeur. Ainsi le colonage se retrouve surtout dans les zones accidentées en périphérie des grandes plantations comme sur la côte caraïbe entre Prêcheur et Case-Pilote, à Morne-Rouge, Macouba, Gros-Morne, Fonds-St.-Jacques. Il existe toutefois des enclaves importantes de colons partiaires dans les zones même de culture de la canne comme au Robert et à la Trinité.

Burac soulignait de même dans une étude régionale de l'agriculture martiniquaise que "le faire-valoir direct domine largement sur les petites exploitations du Centre-Nord. La majorité des exploitants sont propriétaires ou co-propriétaires (nous avons déjà souligné plus haut l'importance de l'indivision des parcelles). Le colonat partiaire et le fermage à l'état pur reculent sans cesse, aussi bien dans le secteur vivrier que dans les secteurs banane et canne. Le faire-valoir mixte, en particulier l'association faire-valoir direct colonat partiaire reste par contre assez important dans la région, les petits propriétaires dont les exploitations sont trop minuscules prenant quelques ares ou un à deux hectares supplémentaires en colonage" (1975. p. 48).

Ce recul du fermage et du colonage observé par Burac dans le Centre-Nord de la Martinique est symptomatique de la tendance croissante des propriétaires de petites parcelles à rechercher ailleurs que dans le travail agricole les revenus nécessaires à leur subsistance. Ces parcelles délaissées par leurs propriétaires et

n'ayant plus d'intérêt pour d'éventuels colons ou fermiers, viendront grossir les surfaces laissées en friches.

Ce tableau montre que tout comme à la Martinique, les exploitations agricoles guadeloupéennes sont exploitées en faire valoir direct (75% de la superficie des exploitations en Guadeloupe contre 69,0% en Martinique). Ce mode de faire valoir prédomine dans toutes les classes d'exploitations, connaissant un succès proportionnel à la taille de ces dernières.

Toutefois, une différence importante apparaît entre les deux îles au niveau du recours aux autres formes de faire valoir. Ainsi 16% de la superficie agricole guadeloupéenne est exploitée en colonage contre seulement 4,9% à la Martinique tandis que le fermage n'implique que 3% des terres guadeloupéennes contre 12,6% des terres martiniquaises.

Cette différence est due à la grande préférence pour le fermage chez les exploitations de plus de 10 ha à la Martinique et la préférence inverse pour le colonage chez les exploitations guadeloupéennes de plus de 10 ha. Mais si on analyse le cas des exploitations de moins de 10 ha, on remarque que dans les deux îles, le colonage conserve la préférence et qu'il est le mode de faire valoir en vigueur sur plus de 25% de la superficie couverte par les petites exploitations agricoles contre environ 6% pour le fermage.

Les politiques officielles toutefois encouragent le fermage comme mode de mise en valeur. Il faut d'abord souligner que la situation du colon est précaire car contrairement au fermier, il ne signe que très rarement un contrat écrit ce qui du reste, lui interdit l'accès au crédit et aux prestations familiales, n'étant pas légalement reconnu comme exploitant agricole. Bien qu'il existe un contrat départemental type définissant les garanties minimales au bailleur, seulement 128 baux furent écrits entre 1960 et 1967.

Tableau 23.
IMPORTANCE DE CHAQUE MODE DE FAIRE VALOIR
POUR UNE CLASSE DE TAILLE DES EXPLOITATIONS DONNEES

[Format : US Letter, orientation : paysage.]

[Retour à la table des matières](#)

Superficie totale des exploita- tions (en ha)	- de 1,00	1,00 à 1,99	2,00 à 4,99	5,00 à 9,99	10,00 à 24,99	25,00	Ensemble
Mode de Faire-Valoir							
Faire-valoir direct	61	51	58	72	78	96	75
Dont part indivision	13	12	11	8	8	1	7
Autres formes	39	49	42	28	22	4	25
Colonage	23	29	30	17	8	1	16
Fermage	6	8	5	3	4	1	3
Autres	10	12	7	8	10	2	6
Superficie totale	100	100	100	100	100	100	100

Source. Rec. Gen. Agr. Guad. 1972-73

Reste qu'entre 26.4% et 30.1% des petites exploitations agricoles ne sont pas exploitées en faire valoir direct, ce qui laisse beaucoup de parcelles disponibles pour la mise en valeur indirecte. Or ces parcelles ne parviennent plus majoritairement de lots mis en disponibilité par les grandes plantations ou les usines, mais il parviennent de plus en plus des exploitations agricoles petites et moyennes délaissées par leur(s) propriétaire(s) qui ne s'y consacre(nt) qu'à temps partiel. Comme l'explique Mme Frenette, chez les paysans "le colonat et la location accompagnent le vieillissement de la population. En effet, de plus en plus de vieux afferment ou louent leurs terres lorsqu'ils sont trop vieux pour cultiver et que leurs enfants ne veulent pas s'occuper de la terre.

Au lieu de vendre et déshériter leurs enfants, ils la prêtent à un paysan sans terre contre une rente, en nature ou en argent. Lorsque les enfants voudront s'installer sur la propriété, les paysans seront expulsés et la propriété divisée plus ou moins formellement et bâtie. Le colonat et la location sont donc de plus en plus un moyen de l'occupation des terres entre le moment où le propriétaire n'est plus capable d'en assurer physiquement l'exploitation, et le moment où ses enfants transformeront la propriété en résidence campagnarde, i.e. le moment de la déstructuration finale de l'agriculture" (Frenette, 1978, p. 111-112)

Le désintérêt croissant des jeunes face au travail agricole, réduit les possibilités de recours au faire valoir indirect et contribue à accroître le nombre de parcelles qui d'exploitations agricoles passent au rang de propriétés rurales. Cette évolution générale de l'agriculture constitue la trame de fond du mouvement de prolétarianisation des masses paysannes qui se regroupent en une nouvelle classe de prolétaires domiciliés.

Un point doit être soulevé ici toutefois en terminant. Ce type de classification des terres et de leurs exploitants en fonction du mode de faire-valoir, bien qu'opérationnel et très utile, ne doit pas masquer une réalité fondamentale qui est celle de la soumission de tous les exploitants agricoles(indépendants, métayers ou fermiers) à la sphère proprement capitaliste de l'agriculture. De même que la soumission du secteur agricole tout entier aux impératifs des autres secteurs économiques et principalement ceux du commerce intérieur des biens de consommation importés et de l'intégration des fonds publics métropolitains dans le secteur des

dépenses publiques. Les modes de faire valoir ne sont pas de simples modes de rapport à la terre mais constituent autant de formes de soumission de la force de travail paysanne aux sphères capitalistes de la production.

La fin des plantations ?

Chapitre III

La petite exploitation agricole face aux plantations et à la société globale

3.1. DISTANCE FACE À LA PLANTATION ET ÉVOLUTION DIFFÉRENTIELLE DE DEUX COMMUNAUTÉS MARTINIQUAISES

[Retour à la table des matières](#)

Dans ce chapitre, nous tenterons de vérifier l'hypothèse souvent sous-entendue dans la plupart des études sur l'agriculture aux Antilles, d'une évolution différentielle des communautés rurales selon leur distance ou leur degré d'intégration au système des grandes plantations. Deux communes seront étudiées à partir de l'analyse de trois travaux qui furent réalisés sur le terrain. Il s'agit de Morne-Vert, une commune du Nord de la Martinique qui a toujours été tenue relativement à l'écart de l'influence des grandes plantations et constitue un milieu traditionnel de petits exploitants vivriers marachers indépendants et de la commune du Vauclin, sise au Sud de l'île dans une région traditionnellement consacrée à la culture de la canne par l'influence du climat sec qui y sévit une grande partie de l'année. Nous avons donc ici deux communes qui ont un passé très différent. Morne-Vert, zone de petits et moyens exploitants agricoles, producteurs de produits vivriers dont la forte propension à l'endogamie sociale avait déjà été reconnue par Horowitz en

1958 et Vauclin, zone de grandes propriétés marquée traditionnellement par la culture de la canne et le travail salarié pour les usines à sucre et les distilleries.

Nous ferons ici l'analyse des conséquences de la déstructuration de l'économie agricole d'exportation et du système de plantations sur la petite exploitation agricole de ces deux communes dont l'une est "en marge" et l'autre "intégrée" au système de plantation. En réalité, ces deux communes ne constituent pas des types parfaits de communautés "en marge" et "bien intégrées" au système de plantation dans la mesure où Morne-Vert a déjà accueilli des distilleries et la Vauclin des centaines de petits cultivateurs vivriers vivant dans les mornes. Toutefois, les données du recensement agricole ne nous permettent pas de faire l'analyse de zones nettement délimitées et exclusives de colons partiaires, de fermiers, de petits planteurs ou de salariés agricoles (ce qui d'ailleurs n'existe nulle part à la Martinique) nous devons faire l'analyse de deux types non exclusifs de communes.

La région du Sud-Est où est située la commune du Vauclin fut jusqu'à ces dernières années une région consacrée principalement à la culture de la canne. Les usines du Vauclin (fermée en 1949) et du Marin (fermée en 1969) de même que plusieurs distilleries (18 dans le Sud-Est en 1939, 13 en 1950, 7 en 1960 et 4 en 1969) (Calmont, 1970, p.149) étaient au coeur de l'activité agricole de la région et constituaient une source importante de travail pour les petits exploitants agricoles. D'après Kervégant (1935, p. 70) l'usine du Vauclin broyait en 1935, 13,772 tonnes de cannes qui provenaient de ses plantations contre 5,010 tonnes qui provenaient de l'extérieur. Lorsque l'on connaît le faible tonnage de canne fournit par les petits planteurs indépendants (rarement supérieur à 100 tonnes), on peut concevoir qu'un nombre relativement important de petits agriculteurs vivaient de la culture de la canne qu'ils livraient aussi aux distilleries (en 1967, 15,000 tonnes de cannes soit 15% de la production du Sud-Est avaient été manipulées par les distilleries) (Calmont, idem p. 149). Les surfaces cultivées en canne dans le Sud-Est passèrent de 1700 ha en 1961 à 1,130 ha en 1969 et ce avant la fermeture de l'usine du Marin, qui influa certainement sur la vie agricole du petit paysannat de la région. La chute de la culture de la canne ne signifia pas seulement pour les petits exploitants une réorientation de l'utilisation de leurs parcelles vers d'autres productions (banane, élevage, cultures maraîchères) mais surtout la perte de revenus supplémentaires provenant d'un travail saisonnier sur les plantations des usines de distilleries.

La commune de Morne-Vert a elle aussi connu l'existence de distilleries sur son territoire. "À la belle époque du sucre et du rhum, on comptait cinq distilleries sur le seul territoire du Morne-Vert... Les habitations Dominante, Bel-Event, La Vigie, Maniba et Fond Moulin entretenaient chacune une distillerie jusqu'au début des années 50. Ces habitations de superficie variables cultivaient entre 15 et 25 hectares de canne à sucre (Mineau, 1976, p. 22)". Mais cette commune ne produisait en 1963 que 500 tonnes de cannes sur 7 hectares contre 24,000 tonnes sur 326 ha au Vauclin (voir tableau no. 24).

Tableau 24

**Production de sucre selon la catégorie de producteurs
au Vauclin et Morne-Vert.**

[Retour à la table des matières](#)

Communes	Production totale	Superficie en cannes	Superficie petits planteurs	Tonnage petits planteurs	Superficie grands planteurs	Tonnage grands planteurs
Morne-Vert	500 T	7 ha	7 ha	500 T	—	—
Vauclin	24.000 T	326 ha	100 ha	6,960 T	226	17,040

Source : Jean-François Ferré : Les industries du sucre et du rhum à la Martinique. Évolution contemporaine (1950-1974) CNRS 1976, p 7.

Tableau no.25

Structure foncière du Morne-Vert et du Vauclin

[Retour à la table des matières](#)

Classe de superficie		- de 3 ha	3 à 10 ha	+ de 10 ha
Morne-Vert	% de nb d'exploita.	78,2%	16,1	5,7
	% de la surf. agric, utilisée	46,1	27,2	26,7
Vauclin	% du nb d'exploit	86,0	7,6	6,4
	% de la surf. agric, utilisée	16,2	9,5	74,3

Source : Rec gén agri 73-74.

Tableau 26

Types de cultures par classe de superficie à Morne-Vert et Vauclin.

[Format : US Letter, orientation : paysage.]

[Retour à la table des matières](#)

Communes	Moins de 3 Ha					3 à 10 ha					10 ha et plus				
	Nb d'expl.	Banane	Canne	Cultures viv-mar.	Prairies et Pâturages	Nb d'expl.	Banane	Canne	Cultures viv-mar.	Prairies et Pâturages	Nb d'expl.	Banane	Canne	Cultures viv-mar.	Prairies et Pâturages
Morne-Vert	204	—	—	34.3	20.5	42	0.1	—	26.2	51.8	15	—	—	9.2	49.4
Vauclin	624	17.1	2.7	20.2	29.7	55	17.1	8.2	3.7	41.5	47	5.1	1.5	1.7	68.1

Source : Rec gén agri 73-74

Il ressort nettement de ce tableau et des tableaux 25 et 26 sur la structure foncière et l'utilisation des sols que la petite paysannerie du Vauclin était mieux intégrée au système de grande plantation et à l'agriculture d'exportation que ne l'était en principe celle du Morne-Vert. En fait, en 1972, au Vauclin, la propriété de plus de 10 ha avec 6.4% du nombre total des exploitations cultivait 74.3% de la surface agricole utilisée pendant qu'au Morne-Vert seulement 26,7% de la superficie agricole utilisée est exploitée par les propriétés de plus de 10 ha. Cette faible part de la grande propriété se traduit au Morne-Vert par une absence totale des cultures d'exportations et de fait même les 15 exploitations de plus de 10 ha se consacrent exclusivement aux cultures vivrières et maraîchères et à l'élevage. Toutefois dès 326 ha cultivés en canne au Vauclin, il n'en restait plus que 48 en 1972 pendant que la banane couvrait 170 ha en 1972.

Si on en croit ces chiffres, la déstructuration de l'industrie sucrière au Vauclin aurait dû amener la presque disparition de toute agriculture. Or tel n'est pas le cas car en fait la petite paysannerie du Vauclin ne trouvait dans l'industrie sucrière que des revenus d'appoints qui complétaient les revenus tirés de l'exploitation en vivrières d'un petit lopin de terre situé en marge des terres à sucre. Il subsiste aujourd'hui dans cette commune 726 exploitants dont 624 ont moins de 3 ha. Ils vivent toujours de l'agriculture mais cherchent en dehors des usines et distilleries le revenu d'appoint essentiel à leur survie.

Or peut-on affirmer que la petite exploitation agricole ait connu un sort meilleur dans les communes moins intégrées au système de plantation comme celle de Morne-Vert ? Nous croyons que non, et ce pour plusieurs raisons.

En fait, d'après l'analyse des tableaux suivants on peut constater que l'agriculture connaît autant de problèmes à Morne-Vert qu'au Vauclin.

Tableau 27

Age des exploitants et sexe, des exploitants au Morne-Vert et Vauclin

[Retour à la table des matières](#)

Communes	Nb d'ex- ploitations	- Nb d'hommes chef d'expl.	Année de naissance du chef d'emploi en %			
			Depuis 1935	1934 à 1920	1920 à 1905	Avant 1905
Morne-Vert	261	67%	4,6	23,4	61,7	10,3
Vauclin	726	84,6	5,1	25,6	52,5	16,8
Source : Rec. agr 73-74.						

Tableau 28

Mode de tenure par classe de superficie au Morne-Vert et au Vauclin

[Retour à la table des matières](#)

Mode de faire valoir	Nb d'expl.	Faire valoir direct		Autres modes			
				Colonage	Fermage	Autres	Total autres modes
Communes		Nb.	% surf.	% surf.	% surf.	% surf.	Nb. % surf.
Morne-Vert							
- de 3 ha	204	183	39,2	12,2	43,4	5,2	76 60,8
3 à 10 ha	42	35	63,8	5,9	13,3	17,0	23 36,2
Vauclin							
- de 3 ha	624	564	77,2	5,1	12,2	5,5	196 22,8
3 à 10 ha	83	53	66,2	19,9	8,9	5,0	30 33,8

Source : Rec gén agri 73-74

Tableau 29**L'activité extérieure des chefs d'exploitation par commune**

[Format : US Letter, orientation : paysage.]

[Retour à la table des matières](#)

Activité extér.			Nombre			Importance relative dans chaque commune				
Communes	Nb d'exp.	Nb d'exp. percevant pension de retraite	Activité extérieures			Nb d'exp.	Nb d'exp. percevant pension de retraite	Activité extérieures		
			Non	Oui principale	Oui secondaire			Non	Oui principale	Oui secondaire
Morne-Vert	261	99	167	94	—	100	37,9	64	36	—
Vauclin	726	391	521	195	10	100	53,9	71,8	26,9	1,3

Source : Rec gén agri 73-74

On avait déjà observé au tableau no. 26 que pour toutes les classes de superficie, la part de la surface consacrée aux prairies et pâturages étaient très importante. Or ce phénomène est en soi révélateur des problèmes profonds que rencontre l'agriculteur dans la culture tant des produits d'exportation que des fruits et légumes destinés au marché local. L'élevage extensif devient une solution de rechange au travail agricole proprement dit. La commune de Morne-Vert, autrefois réputée pour sa vocation de petite agriculture, voit 1.8% des terres de ses exploitations de 3 à 10 ha et 49,4% des terres de celles de 10 ha et plus être transformées en prairies et friches. La banane et la canne ayant totalement disparu des petites exploitations, seulement 34,3% de la surface semble exploitée dans ces dernières en vivrières et maraîchères, le reste étant laissé en prairies et pâturages (20,5%) ou inutilisé (45,2%). La nouvelle vocation de cette commune qui en fait un lieu de villégiature et d'établissement de résidences secondaires pour les urbains nantis semble même avoir affecté cette commune à un degré plus important que ne l'a fait la désorganisation de l'industrie sucrière au Vauclin où les petits exploitants habitant les mornes limitrophes des anciennes terres à sucre (laissées en prairies et pâturages à 68.1% et en friche à 19,4%) (Rec gén agri 73-74) continuent à cultiver leur terre sur 77,3% de la surface agricole totale.

Le tableau 27 nous montre de son côté qu'au niveau de l'âge des exploitants agricoles, la commune de Morne-Vert compte 72% d'exploitants nés avant 1920 et donc ayant plus de 58 ans en 1978 contre 69,3% au Vauclin. Dans cette première commune dont "il apparaît, selon Mme Mineau, que 72% de ces chefs d'exploitation ont atteint ou approchent de l'âge où normalement ils devraient céder la direction à un héritier ou à un successeur désigné, mais le taux de remplacement est faible et l'âge moyen des chefs d'exploitation ira en augmentant sans cesse, compte tenu de l'exode rural de la jeune génération" (1976, p. 32).

Légèrement plus menacée au niveau de l'âge des exploitants agricoles que la commune du Vauclin, la commune du Morne-Vert voit de même 33% de ses chefs d'exploitation être des femmes contre seulement 15,4% au Vauclin. Le nombre élevé des femmes à la tête des exploitations est aussi représentatif d'une certaine "décomposition" de la paysannerie dans la mesure où il signifie un manque de relève dans la famille de l'exploitant. La terre héritée passe ainsi aux mains des femmes et des filles des exploitants décédés plutôt qu'aux mains de ses fils ou d'un éventuel acheteur. Dans le cas de ces exploitations, en général, la femme

n'exploite qu'un petit jardin livrant le reste à l'exploitation au colonage ou au fermage ou à la friche. Cet attachement des femmes aux parcelles dont elles sont propriétaires est significatif du rôle économique important que joue le jardin créole dans la survie de la maisonnée matrifocale antillaise.

Le tableau no.28 nous montre d'un autre côté que le faire-valoir direct est moins important au Morne-Vert qu'au Vauclin couvrant respectivement 39,2% des superficies des exploitations de moins de 3 hectares et de 3 à 10 ha au Morne-Vert contre 77,2 et 66,2% pour les mêmes classes de propriété au Vauclin. De plus en plus donc les petits exploitants du Morne-Vert et du Vauclin ont recours au colonage, au fermage ou à d'autres modes d'exploitation plutôt que de travailler eux-mêmes leur terre. Ce phénomène est aussi symptomatique d'un problème sérieux dans l'agriculture de ces deux communes.

Finalement, le dernier tableau sur l'activité extérieure des chefs d'exploitations nous montre que 36% des exploitants agricoles du Morne-Vert ont une activité extérieure plus importante que leur travail sur la plantation contre 25,9% au Vauclin, ce qui est toujours révélateur de la crise de l'agriculture que connaît la commune du Morne-Vert. Toutefois, bien que très important, le nombre d'exploitants qui perçoivent une pension de retraite au Morne-Vert (37.9%) demeure moins élevé qu'au Vauclin avec 53.9%.

Que pouvons-nous conclure de cette analyse comparative entre deux communes qui présentent un degré d'intégration traditionnellement très différent du système de plantation d'agriculture d'exportation ? En fait, on observe que la commune de Morne-Vert, bien qu'étant censée avoir moins souffert de la désorganisation du système de plantation que la commune du Vauclin, semble connaître des difficultés encore plus importantes et ce tant au niveau de l'âge et du sexe des exploitants et donc de la relève, qu'au niveau de la part de superficie exploitée en faire-valoir direct ou du travail extérieur comme activité principale des petits "paysans". Quel est alors l'impact réel de la crise du système de plantation sur la paysannerie ?

Malgré la superficialité de l'analyse comparative présentée ci-dessus, il nous est quand même possible d'affirmer que le critère d'intégration au système de plantation tel qu'employé dans plusieurs travaux sur l'agriculture aux Antilles, est inapte à expliquer l'ampleur des problèmes que connaît ce secteur d'activité. Il est

un fait que le système de plantation est entré dans une phase de désorganisation profonde (il suffit de se référer aux statistiques sur la production des denrées traditionnelles d'exportation pour s'en rendre compte). Toutefois considérer que la désorganisation de l'agriculture d'exportation est la cause des problèmes graves que connaît la petite exploitation agricole reviendrait à admettre que cette petite exploitation n'existerait et ne vivrait que grâce à la grande plantation. Or tel n'a jamais été le cas. Bien sûr, les grandes plantations de canne à sucre et de banane, de même que les usines, les distilleries et les hangars d'emballage des bananes constituaient la principale source à laquelle les petits paysans allaient puiser les revenus complémentaires essentiels à leur survie, toutefois il ne faut pas oublier que la cause fondamentale du besoin des petits paysans de chercher un revenu complémentaire dans un travail saisonnier sur les plantations, tient dans l'étroitesse, la mauvaise qualité et donc la non rentabilité de leur petite parcelle, toujours située en marge des plantations, qui, elles, s'accaparaient 51.2% des meilleures terres agricoles avec seulement 0.9% du nombre des propriétés. En fait, la petite et la grande exploitations agricole ne vivaient dans une "symbiose" que dans la mesure où, affamés par la non rentabilité de leurs minuscules parcelles, les petits exploitants étaient obligés et maintenus volontairement dans l'obligation de travailler sur les plantations. On ne peut parler de "symbiose" entre petit paysannat et grande plantation que dans la mesure où cette symbiose fut imposée. D'ailleurs les aspects les plus raffinés de cette symbiose sont critiquables. Tel est le cas par exemple de l'octroi fait par les habitations ou les usines de minuscules parcelles de terre à des colons, parcelles si étroites que ne pouvant subvenir aux besoins de l'exploitant et de sa famille, elles le liaient au travail saisonnier aux usines. "Symbiose" dans ce cas-ci ne signifie pas autre chose que l'appauvrissement consciemment organisé de la masse paysanne par les grands propriétaires qui voulaient se garantir une main-d'oeuvre stable et à bon marché.

Ainsi la petite exploitation agricole a toujours été relativement indépendante de la grande habitation dans la mesure où cette dernière n'était ni la raison d'être du petit paysannat (qui d'ailleurs valorisait beaucoup plus le travail en faire-valoir direct que le colonage, le fermage ou pire le salariat agricole) ni son support. En réalité, c'est l'inégalité profonde dans la structure agraire (foncière, politique, commerciale, de crédit) et la subordination officiellement approuvée des cultures vivrières aux cultures d'exportation qui ont été de tous temps les causes fonda-

mentales des problèmes de la petite paysannerie. Il ne faut pas oublier que la propriété foncière a toujours été le fondement du pouvoir politique. La non-possession du sol consacrait la sujétion de la masse paysanne aux propriétaires des moyens de production, (terre, usines, distilleries).

Malheureusement la crise de l'économie de plantation n'a rien changé à cette situation dans la mesure où même si les grandes plantations laissent une part de plus en plus grande de leurs terres en friche et donc distribuent moins de salaires agricoles, elles ne peuvent se résoudre à les morceler pour les rendre disponibles, à un prix abordable, préférant spéculer.

Le concept de "degré d'intégration dans le système de plantation" est donc inapte à expliquer les problèmes de la petite exploitation agricole. C'est du moins ce que laisse supposer la brève analyse comparative présentée ci-dessus et ce pour plusieurs raisons :

1) Parce qu'en réalité aucune commune de l'île n'a été vraiment en marge du système de plantation, les usines et les distilleries venant chercher profondément dans les mornes la main-d'oeuvre nécessaire à leur fonctionnement.

2) Parce que, même face à la crise du système de plantation, les petits planteurs ont su réadapter leur production aux nouvelles conditions du marché comme ils l'avaient fait d'ailleurs les siècles précédents, en délaissant progressivement la canne et la banane, pour se consacrer aux cultures vivrières maraîchères ou à l'élevage intensif. On remarque qu'au Vauclin, commune dite bien intégrée au système de plantation, la canne ne couvre plus que 2.7% de la surface des exploitations de moins de 3 ha et 8.2% de la surface de celles de 3 à 10 ha et que la banane occupe 17.1% de la surface des deux classes d'exploitation pendant que les cultures vivrières et maraîchères et les prairies et pâturages occupent en 1972, 49.9% de la superficie des exploitations de moins de 3 ha et 45.2% de la surface des exploitations de 3 à 10 ha.

3) Parce que le degré d'intégration ne varie pas selon les communes mais plutôt selon la position qu'occupaient les diverses classes rurales par rapport aux moyens de production (classe des colons et fermiers travaillant les terres des usines, classe des petits planteurs qui cultivaient

sur leurs propres lopins les produits qu'ils vendaient aux usines, distilleries et hangar d'emballage, classe des salaires agricoles permanents et saisonniers). On parle alors plutôt de niveaux d'intégration différentielle des diverses classes sociales rurales au système de plantation en replaçant ainsi l'étude du rapport de dépendance entre petits paysans et planteurs, non plus au niveau de l'intégration des produits agricoles, mais au niveau des modes différents de la soumission de la force de travail agricole au système de plantation.

4) Parce que, comme nous le verrons plus en détail dans la suite du rapport, le niveau d'intégration des diverses classes sociales dans le système de plantation n'est plus qu'un seul parmi plusieurs autres facteurs influant sur l'évolution de la petite exploitation agricole et qu'il n'est pas déterminant en dernière instance. Cette dernière étant profondément influencée par les problèmes économiques du département, de la France, voire du Marché Commun européen, de même que par les profonds bouleversements qui ont marqué la culture et la vie sociale antillaises.

En fait, l'analyse du changement structurel qui a fait passer au 20^{ième} siècle la société martiniquaise de société coloniale de plantation productrice de matières premières destinées à l'exportation au stade de «société néo-coloniale périphérique de consommation» de biens importés d'Europe, fournit un cadre d'analyse des problèmes agraires, mieux apte à expliquer l'évolution actuelle de la petite exploitation agricole. La notion de distance face à la grande plantation aurait avantage à redéfinie par des considérations moins superficielles et plus significatives comme : position des ruraux par rapport à l'appropriation des moyens de production agricole, degré d'intégration des paysans dans les secteurs secondaires et tertiaires de l'emploi, niveau d'acculturation face aux valeurs du complexe culturel urbain/fonctionnariat/salariat, etc.

En conclusion, les grandes plantations et la petite exploitation agricole aux Antilles constituent deux secteurs qui, autrefois complémentaires (dans la mesure où la petite exploitation complétait la grande plantation et non l'inverse), ont dû subir tous les deux les conséquences des changements profonds qu'ont connus l'économie, l'organisation sociale et la culture martiniquaise. Pendant qu'à la période coloniale, la petite exploitation était assujettie aux impératifs de l'économie

métropolitaine, la période néo-coloniale consacre la déstructuration de ces deux niveaux d'agriculture par l'imposition des nouveaux impératifs d'une métropole super productrice de biens de consommation sur une société périphérique outillée économiquement (par des transferts de fonds publics métropolitains servant à hausser le niveau de vie et donc le pouvoir d'achat des consommateurs) et politiquement (par la départementalisation qui consacre la dépendance politique des Antillais face aux administrations métropolitaines) pour jouer son nouveau rôle de marché captif. Ce changement structurel consacré par la départementalisation constitue une forme sophistiquée de néo-colonialisme et représente probablement un modèle "idéal" précurseur vers lequel tendent plusieurs pays en voie de développement sous l'influence du jeu de l'aide internationale, où "l'aide liée" prend une part de plus en plus importante de l'aide totale accordée. La situation des Antilles françaises départementalisées représente peut-être le prototype des futurs néo-colonialismes dans un contexte économique international soumis aux impératifs d'un accroissement constant de la consommation (résultat d'une suraccumulation de capital dans les pays du Centre) mais dans un contexte politique où les peuples dominés revendiquent un niveau de vie minimal tout en subissant une tutelle grandissante des puissances du Centre.

3.2. CHANGEMENTS STRUCTURAUX ET ÉVOLUTION DE LA PETITE EXPLOITATION AGRICOLE.

[Retour à la table des matières](#)

On a trop souvent tendance à rechercher dans les structures mêmes de l'agriculture la source de ses problèmes. Or l'agriculture n'est que l'un des secteurs d'activité économique dans une société, secteur d'ailleurs qui a tendance à être graduellement marginalisé par rapport aux secteurs secondaires (mais surtout tertiaires) par le biais des impératifs du développement industriel. De même l'agriculture n'a jamais été une activité motrice dans les divers systèmes économiques et ce même dans les sociétés de plantation où en tant que secteur de production, elle fut subordonnée au commerce qui en contrôlait la nature et l'importance. Ainsi dans les sociétés de plantation qui jouirent au cours de leur histoire et dans des proportions variables, du statut de colonies, l'agriculture en fut réduite à être une "activi-

té commandée" par les métropoles, une simple mine de profits que l'on exploite plus ou moins intensément au gré de l'évolution des prix des denrées exportables. L'agriculture n'a jamais été une activité indépendante des impératifs des Métropoles et de là ses succès et ses crises multiples ont toujours été déterminées non pas par l'amour du travail de la terre des peuples des sociétés de plantation ni par une supposée vocation agraire ni par leurs besoins en vivres mais par les besoins des Métropoles. En fait, le changement fondamental de relations coloniales à la France, apporté ou concrétisé à la Martinique et à la Guadeloupe par la départementalisation de 1946, constitue l'un des facteurs déterminants qui ont influé sur les problèmes de l'agriculture aux Antilles françaises.

L'asphyxie de l'agriculture aux Antilles avait déjà débuté à la période de l'entre-deux guerres avec l'imposition des contingentements sur la production du sucre et du rhum. Déjà à cette époque, la vocation de productrice de matières premières de la Martinique était remise en question par la France métropolitaine. Le développement des entreprises monopolistes dans l'agriculture mais surtout dans l'industrie et la finance, suscitera dans la période de l'entre-deux guerres et principalement au lendemain de la seconde guerre mondiale un développement économique sans précédent qui conduira rapidement à la surproduction en Métropole même. Le sucre de betterave prenait une part de plus grande du marché métropolitain pendant que de nouveaux pays producteurs de bananes et d'ananas (particulièrement l'Afrique française) mettaient sur le marché des produits dont les coûts de production étaient réduits au minimum par une modernisation poussée des techniques de cultures et de transport et le maintien de salaires très bas. La vocation agricole traditionnelle des Antilles était condamnée.

Au niveau politique, le gouvernement communiste qui a pris le pouvoir en France au lendemain de la seconde guerre reçut favorablement la demande du parti communiste martiniquais alors au pouvoir de réaliser l'assimilation institutionnelle totale et intégrale de la Martinique à la France. Le mouvement international de décolonisation qui a suivi la guerre de 1939-45, joint à la volonté d'assimilation de l'élite antillaise de couleur qui y voyait une étape essentielle à l'abolition des inégalités sociales et raciales générées par le système colonial, »servirent de toile de fond à la promotion de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane française au rang de Départements Français d'Outre-Mer.

Il ne faut toutefois pas surévaluer le rôle des Antillais eux mêmes dans cette assimilation administrative. De fait, la départementalisation faisait déjà l'objet de multiples requêtes dès 1882. Ainsi dès cette date, le conseil général de la Martinique "renouvelle en l'accentuant le voeu qu'il a émis le 24 novembre 1874 et demande que la Martinique soit constituée le plus tôt possible en département français ..." (Darsières, 1974, p.90). Mais à cette époque, la conjoncture économique ne justifiait pas un changement de structure politique. Il faudra attendre la désorganisation de l'économie de plantation pour bénéficier d'une structure politique néo-coloniale. En fait, à cette époque le sucre antillais était encore une denrée précieuse et la production industrielle n'avait pas encore généré de surplus importants. Le statut colonial constituait toujours un statut bien adapté pour régir les rapports entre les Antilles et la France ce qui n'était plus le cas au milieu du vingtième siècle alors que cette dernière recherche moins un approvisionnement garanti en sucres, bananes ou autres produits agricoles que des débouchés nouveaux pour ses produits industriels (biens de consommation durables, produits alimentaires, bien d'équipements) et pour son capital. "L'exportation des surplus métropolitains dans les régions périphériques et d'abord celles situées dans la zone d'influence française apparaissait comme une étape naturelle et nécessaire pour la poursuite de l'expansion" (Crusol, 1973, p.17). Ainsi la départementalisation fut non seulement le résultat d'une longue revendication d'assimilation politique de la part d'une élite locale de couleur discriminée par une administration coloniale désuète mais la consécration politique d'une nouvelle vocation économique pour les D.O.M. ; celle de société périphérique de consommation. Une expérience originale de néocolonialisme allait être tentée par la France par laquelle elle créera des marchés captifs de consommateurs auxquels l'on accordera graduellement un pouvoir d'achat satisfaisant par l'alignement des salaires des antillais (dont les salaires agricoles) sur ceux de la Métropole. Les salaires des employés de la fonction publique seront de leur côté majorés de 40% par rapport à ceux de la Métropole par l'attribution d'une prime dite de vie chère. "Le développement de l'infrastructure administrative a contribué par l'accroissement corrélatif de l'offre d'emploi, à gonfler la masse salariale distribuée. Les salaires distribués par les administrations aux Antilles représentent en effet près de 50% de la masse salariale totale actuelle" (Rifaux et Achéen, 1977, p.3). Ainsi se développa une nouvelle classe sociale alimentée par les salaires de l'administration publique et privée, la nouvelle petite bourgeoisie (voir Rifaux et Achéen, 1979). Cette dernière prit une

importance telle aux Antilles françaises qu'elle bouleversa la structure sociale coloniale pour générer une nouvelle structure sociale de type néocolonial qui ferait d'ailleurs l'envie de tous les pays en voie de développement qui croient en la théorie suggérée par les pays industrialisés selon laquelle la création d'une "classe moyenne" dynamique et entreprenante est essentielle à tout développement socioéconomique. Cette nouvelle classe de petite bourgeoisie devint le principal moteur d'acculturation aux Antilles. Contrôlant plus de 50% du pouvoir d'achat et consommant principalement des produits importés (produits agricoles compris), cette nouvelle classe sociale devint un facteur déterminant dans la déstructuration de la production vivrière et maraîchère et de là, de la petite exploitation agricole. Elle est devenue de nos jours le symbole de la réussite pour la classe paysanne de couleur qui y puise, ses schèmes de comportement de même que ses idéaux sociaux et politiques. Ce nouveau groupe de pression défendra d'ailleurs sur la scène politique des intérêts de classe qui seront le plus souvent en contradiction avec les intérêts de la paysannerie : assimilation de plus en plus poussée à la France métropolitaine, développement des services et donc accroissement de la part du budget global consacré au tertiaire, etc.

"Ainsi au secteur traditionnel de plantation en déclin venait se juxtaposer un nouveau secteur dynamique mû essentiellement par les dépenses publiques et les capitaux privés métropolitains. Ces dépenses croissaient à une allure telle que vers 1970 elles représentaient plus de 50% du produit intérieur brut. Ne correspondant pas à ses capacités réelles de financement de l'économie de l'île, elles prenaient au niveau de la balance extérieure des capitaux de l'île, la forme de "transferts unilatéraux" pour près de 50% de leur montant" (Crusol, 1973, p. 21).

Ce nouveau secteur dynamique, créé artificiellement, comprend les activités de construction (d'édifices publics et de résidences pour les employés de la fonction publique et les cadres moyens du supérieurs du secteur commercial), l'administration et les services commerciaux et financiers. Le secteur productif de l'agriculture d'exportation est graduellement remplacé par le secteur tertiaire improductif qui, maintenu artificiellement par des fonds publics métropolitains, deviendra en fait le fondement de la nouvelle forme d'économie périphérique de consommation.

Le petit planteur est influencé de deux façons par ce changement des structures tant économiques que politiques et sociales ; (1) D'une façon directe dans la

mesure où "comme les moyens et gros planteurs, le petit cultivateur est victime de la politique des hauts salaires lorsqu'il a recours à de la main-d'oeuvre salariée, de la détérioration des termes de l'échange qui alourdit la gestion de sa propriété. Il paie de plus en plus cher le matériel agricole, les engrais et les insecticides mais les prix de vente des produits récoltés rémunèrent de plus en plus mal l'effort" (Lasserre, 1972, p.550). (En 1959, en Guadeloupe, le prix moyen de la tonne exportée couvrait 66% du prix de la tonne importée : en 1969 ce pourcentage est passé à 44% ce qui montre une détérioration importante des termes de l'échange avec l'extérieur). Le petit cultivateur est donc atteint directement dans sa capacité de production agricole. (2) D'une façon indirecte dans la mesure où ce changement de vocation de l'économie antillaise l'a coupé de sa source traditionnelle de revenu complémentaire, (le travail sur les plantations et aux usines), sans pour autant créer un secteur industriel ou manufacturier compensatoire.

D'autres causes indirectes comme a) la dévalorisation de tout travail manuel au profit du travail col blanc fonctionnarisé, apportée par une scolarisation obligatoire jusqu'à 16 ans non adaptée aux besoins des Antillais, b) ou l'utilisation des terres agricoles à des fins domiciliaires ou commerciales et la spéculation qui en résulte et fait grimper les prix de ce moyen fondamental de production qui devient objet de consommation, c) ou encore l'emploi des crédits à la consommation plutôt qu'à la production, sont toutes des conséquences du changement structurel qu'ont connues les Antilles françaises. Elles seront analysées dans les chapitres suivants.

Ce changement structurel profond qui a marqué la société martiniquaise ne fut donc pas accompagné d'une amélioration sensible de l'économie agraire ni d'ailleurs d'un nouveau souffle de développement. Dans le cas des Antilles françaises nous devons donc admettre avec Stavenhagen (1969, p. 22) que "la croissance ne dépend pas seulement du montant des investissements mais de leur nature ; qu'elle ne dépend pas seulement d'un certain taux de développement mais du sens qu'il prend ; pas seulement de la quantité de capitaux disponibles mais de la manière dont l'État s'en sert ; pas seulement d'une aide étrangère mais d'une modification totale des rapports avec l'étranger ; pas seulement d'une intervention éventuelle de l'État dans la vie économique mais de la prise en mains par l'État de l'économie dans ses aspects principaux, etc. Le développement économique, on le reconnaît de plus en plus, n'est pas un problème technique mais surtout politique".

3.3. TECHNOLOGIE, ENCADREMENT ET COMMERCIALISATION

[Retour à la table des matières](#)

L'utilisation des techniques agricoles modernes aux Antilles françaises est directement proportionnelle à la grandeur de l'exploitation. Ainsi, les grandes plantations ont de plus en plus recours aux analyses de sol préalables à l'utilisation des engrais, aux véhicules lourds pour le transport des cannes et des bananes, elles-mêmes sélectionnées parmi les hybrides les plus productifs et les mieux adaptés aux conditions écologiques locales. Les petits exploitants agricoles de leur côté s'en rapportent aux fumures naturelles et à l'emploi d'un nombre restreint d'outils. En fait, sur leurs parcelles étroites et souvent à pentes trop fortes pour permettre la moindre mécanisation, sont utilisés le coutelas pour couper la canne, servir de sabre d'abatis ou pour fouiller le sol ; le *mayoumbé* ou robuste fourche à fouir, la houe et la faucille. Le travail mécanisé n'est requis que pour le transport des récoltes sur les marchés, les camions ayant remplacé depuis l'époque de l'entre-deux guerres, le mulet et les porteuses. La moyenne exploitation agricole tente de son côté d'atteindre un équilibre entre une mécanisation très coûteuse et le travail manuel moins productif.

L'explication fournie par les autorités chargées des problèmes agricoles qui veut que ce retard technologique des petits exploitants agricoles soit causé par le traditionalisme de paysans qui refusent les techniques modernes au profit de croyances populaires comme le *doucou* (influence des phases lunaires sur les récoltes) ou la dichotomie entre terres chaudes/ terres froides (qui ne peuvent recevoir respectivement que certaines variétés de plantes) etc., ne correspond pas à la réalité. En fait, tous les paysans croient en l'utilité des engrais chimiques et de l'irrigation et reconnaissent avec Carole Jutras que, par exemple, dans toute région agricole, l'eau constitue un facteur de production de première importance. Un régime pluviométrique irrégulier peut occasionner de sérieuses chutes de rendement et conditionne à ce point les récoltes qu'on reconnaît aujourd'hui comme une toute première nécessité de s'en assurer la maîtrise.

Le contrôle de l'eau devrait être la priorité que se fixe toute politique de développement agricole, sans laquelle les exploitants resteront enchaînés à une gamme fort réduite de productions pouvant s'acclimater à cette sécheresse temporaire et devront constamment supporter la charge des baisses de rendement occasionnées par ces aléas climatiques et vivant toujours dans l'insécurité d'une récolte hypothétique" (1976, p.123-24). Il est évident que les paysans ont conscience plus que quiconque du rôle important de l'eau et seule l'irresponsabilité des agronomes pourrait les conduire à rejeter sur le manque d'ouverture et l'absence d'initiative des petits cultivateurs, la responsabilité de leur non utilisation de l'irrigation. En fait, des problèmes très concrets de financement (manque de capital, mauvais fonctionnement du crédit agricole) bloquent les aspirations des microfundistes qui voudraient maximiser leur production. Le problème de base de la modernisation de l'agriculture (aux Antilles françaises comme ailleurs) est ainsi celui d'un accroissement trop rapide des prix des moyens de production (terres agricoles, engrais, irrigation, machineries etc.) et donc des coûts de production par rapport aux prix d'écoulement des produits agricoles. Or ce phénomène contredit la thèse qui veut que la rentabilité de l'exploitation agricole soit proportionnelle au taux de mécanisation (à moins que l'on admette qu'il y a inversion proportionnelle).

Deux problèmes fondamentaux nuisent à la modernisation de la petite agriculture ; premièrement si tout le monde reconnaît la nécessité d'une modernisation de l'agriculture pratiquée sur les microfundias, modernisation qui ne peut se faire sans une concentration des unités de production et la mécanisation des exploitations, tout le monde n'est pas prêt à provoquer une suppression massive d'emplois dans ce secteur "tampon" de l'économie qu'est la petite exploitation agricole. Deuxièmement, une telle modernisation implique l'achat de moyens de production importés dont les coûts sont fortement majorés par les profits excessifs réalisés par les sociétés d'import/export. Un groupe de recherche soulignait en ce sens que du fait des "situations de monopole ou d'entente des importateurs qui pratiquent le prix de leur choix pour la plupart des produits" et "des marges commerciales très élevées perçues sur les produits importés (elles représentent environ 60% de la valeur C.A.F. de ces produits... il résulte une grande rentabilité du capital dans le secteur du commerce d'import/ export" (Groupe de travail, Approche du VII plan, cité par G.R.O.M.S.C.A., 1978, p.58-59). Il est facile d'évaluer l'effet néfaste

d'une majoration artificielle des moyens de production sur un secteur déjà fragile de l'économie.

Deux solutions se présentent pour résoudre ce problème ; l'augmentation des prix des produits agricoles (on a déjà vu à quelle impasse conduirait cette solution) ou la mise en disponibilité rentabilisable pour les exploitants de crédits à faible taux d'intérêt. Or on remarque avec Mme Frenette que "comme toutes les banques, il (le crédit agricole) ne prête qu'à ceux qui peuvent présenter des garanties suffisantes, i.e. des terres, un peu d'argent, si bien que très peu de paysans peuvent en bénéficier. Il est plus facilement accessible à ceux qui ont un métier principal bien rémunéré, ou mieux rémunéré en tout cas qu'un travail agricole. Or c'est évidemment moins important pour eux puisque le travail agricole ne fait que compléter leurs revenus" (1978, p. 21) ¹⁵.

Reste la possibilité d'une aide de l'État et, de fait, "depuis 1964 le Conseil général du Département alloue des primes aux plantations maraîchères et vivrières à même le budget du Département. Sont éligibles ceux pour qui l'agriculture est l'occupation principale et qui disposent de moins de 3 ha. Le maire doit certifier que le postulant remplit ces conditions" (Frenette, 1978, p. 122). La somme allouée de 350,000 F pour tout le Département en 1974 et 1975 est de l'avis même de ceux qui sont responsables du budget, nettement insuffisante et de plus, soumise aux pressions électoralistes.

Le problème ne réside toutefois pas dans un désintéressement de l'administration métropolitaine face aux difficultés de l'agriculture antillaise car durant les quatre premiers plans, l'État a déboursé plus de 150 milliards d'anciens francs pour l'agriculture des D.O.M. (G.R.P.M.S.C.A., 1978, p. 72). Aussi au cours des Ve et VIe plans, les subventions et les prêts publics accordés à ce secteur représentaient le tiers de la participation de l'État au financement de l'ensemble des secteurs à développer (voir tableau no.21 ; source : G.R.O.M.S.C.A., 1978, p.188). Le problème vient plutôt du fait que "c'est surtout l'agriculture d'exportation traditionnelle qui a profité et profite encore de ce soutien : les tentatives entreprises en vue de diversifier les cultures et, en particulier, de développer les pro-

¹⁵ De fait on observe que le crédit devient principalement, au cours de cette période néo-coloniale de consommation, un crédit à la consommation et non à la production agricole ou autre.

ductions destinées au marché local ont été timides. Ainsi, pour la durée du Ve plan, les subventions et les prêts publics octroyés afin de promouvoir les cultures de la canne, de la banane, de l'ananas, du cacao, du café, du tabac et des fleurs tropicales, constituent près des deux tiers de la participation de l'État aux investissements prévus dans les différents secteurs de l'agriculture et de l'élevage martiniquais" (G.R.O.M.S.Ca, 1978, p.72). Le tableau no. 31 (source : G.R.O.M.S.Ca, 1978, p.189) montre en ce sens que les cultures vivrières maraîchères ne reçoivent que 9.6% des crédits investis dans l'agriculture martiniquaise. Or les cultures vivrières sont les seules sur lesquelles la petite exploitation agricole puisse avoir un certain contrôle. En effet, les subventions à l'agriculture sucrière ou bananières ne permettent que la reproduction de l'état de dépendance des colons, fermiers ou petits planteurs face aux grands planteurs et aux usines qui encaissent et gèrent les subventions. D'ailleurs comme nous l'avons observé au chapitre 1 dans la section sur les cultures d'exportations cette aide importante de l'État n'a pas empêché la destruction profonde de cette agriculture d'exportation

La cause profonde de ces "dépenses ostentatoires" de fonds publics dans des secteurs malades en perpétuel état de crise ¹⁶) est à chercher beaucoup plus dans un choix politique logique de la part de l'administration métropolitaine pour maintenir en place la plantocratie blanche, perçue comme le pilier de la stabilité politique dans une série d'erreurs administratives fortuites. Le C.R.O.M.S.C.A. rappelle en ce sens que "les békés dominant sans conteste le secteur de l'agriculture d'exportation et les principaux organismes professionnels agricoles - relais des subventions - ils sont les principaux bénéficiaires, pour ne pas dire les seuls, de la politique agricole de l'État dans les C.O.M. (1978, p.77).

¹⁶ "Ainsi un fond d'investissement comme le F.I.D.O.M. a dû pendant plusieurs années, éponger les déficits d'exploitation des sucreries et des conserveries d'ananas, rembourser les échéances des prêts consentis en 1971 par le Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) et la Caisse Centrale de Coopération économique (C.C.C.E.) aux usines sucrières du Centre sud pour leur concentration et leur rééquipement d'un montant global de près de cinq millions de francs, prendre en charge une part des frais de fonctionnement et même de personnel d'organisations professionnelles agricoles ou de regroupement de producteurs" (G.R.O.M.S.Ca, 1978, p.74)

Tableau 30
Coûts et moyens de financement des opérations a engager à la Martinique
dans les secteurs de l'Agriculture-Élevage, de l'Industrie et du Tourisme au cours du Ve et VIe Plans (en millions de francs)
[Format : US LEGAL, orientation : paysage.]

[Retour à la table des matières](#)

	Ve Plan								VIe Plan							
	Totaux		Participation de l'État				Autres (2) finan- cements		Totaux		Participation de l'État				Autres finance- ments	
			Subventions		Crédits						Subventions		Crédits			
	V.A. (1)	%	V.A.	%	V.A.	%	V.A.	%	V.A.	%	V.A.	%	V.A.	%	V.A.	%
Agriculture-Élevage	348,939	32,9	138,024	24,5	117,320	51,4	93,595	55,-	364,15	28,8	186,45	24,-	177,70	56,1	—	—
Industries	8,700	0,8	8,700	1,5	—	—	—	—	23,20	1,8	23.20	3,-	—	—	—	—
Tourisme	89,795	8,5	30,645	5,4	59,150	25,9	—	—	103,68	8,2	64.22	8,3	37,56	11,8	1,90	1,1
Montant total des opéra- tions prévues	1060,706	100	562,861	100	228,195	100	170,250	100	1266,34	100	777,07	100	316,96	100	172,31	100

(1) Valeur absolue
(2) Subventions des collectivités locales, financements privés, autofinancement.
Source : Rapports généraux de la Commission Centrale des D.O.M. du C.G.P. pour les Ve et VIe Plans.

Ce tableau a été construit à partir de données qui, au moins pour le Ve Plan, sont disséminées tout au long du rapport général de la Commission Centrale des D.O.M. du C.G.P. où elles ne sont pas regroupées sous des rubriques qui correspondaient aux grands secteurs de l'économie.

Tableau 31.

Récapitulation des crédits nécessaires à la réalisation du Ve Plan en matière d'investissements
dans les différents secteurs de la production agricole et dans l'élevage (Martinique - en millions de francs).

[Format : US LEGAL, orientation : paysage.]

[Retour à la table des matières](#)

	Totaux		Subventions		Crédits		Autofinancement	
	V.A. (1)	%	V.A.	%	V.A.	%	V.A.	%
Sucre	96,950	42,3	9,910	21,9	53,550	54,3	33,490	39,2
Rhum	20,000	8,7	6,000	13,2	8,000	8,1	6,000	7,-
Bananes	13,400	5,9	1,800	4,-	3,000	3,-	8,600	10,1
Ananas	1,875	0,8	—	—	—	—	1,875	2,2
Cacao	1,350	0,6	1,250	2,8	0,100	0,1	—	—
Café	1,020	0,4	0,980	2,1	0,040	0,04	—	—
Tabac	6,500	2,8	2,125	4,7	3,200	3,2	1,175	1,4
Fleurs	6,800	3,-	0,105	0,2	5,380	5,5	1,315	1,5
Cultures vivrières et maraichères	22,100	9,6	9,800	21,6	10,300	10,4	2,000	2,3
Élevage	59,350	25,9	13,350	29,5	14,950	15,2	31,050	36,3
Total	229,345	100,-	45,320	100,-	98,520	100.-	85,505	100.

(1) Valeur Absolue

Source : Rapport général de la Commission Centrale des D.O.M. du C.G.P. pour le Ve Plan

Finalement Mme Frenette a observé au Morne des Esses le fonctionnement d'une forme collective de financement. "Les "quinzaines" peuvent rassembler une dizaine de personnes qui mettent dans un fonds commun, disons 40F tous les quinze jours. Il existe des quinzaines de différents montants selon les moyens ou les besoins de chacun. Chaque personne à tour de rôle, peut prendre la cagnotte lorsque survient une grosse dépense, puis la remet peu à peu... Cela implique que celui qui y participe gagne un certain montant d'argent assez régulièrement" (Frenette Idem, p.121). Cette solution ne peut donc résoudre le problème des petits exploitants qui n'ont pas d'activité extérieure... les formes collectives de financement, mal appuyées par les Syndicats agricoles, étant nettement insuffisantes dans le contexte d'une agriculture de plus en plus soumise aux conditions de production du marché international. Pourtant essentiel à la transition d'une agriculture de subsistance vers l'exploitation agricole capitaliste, le crédit agricole peut donc être considéré comme inexistant (ou tout au moins inefficace) aux Antilles françaises pour une paysannerie qui ne pourra survivre qu'en s'appropriant une part du gâteau des crédits au développement agricole.

3.3.1. Production et commercialisation

[Retour à la table des matières](#)

Les problèmes de l'agriculture aux Antilles ne sont pas seulement des problèmes de production mais aussi de commercialisation des récoltes. Même si les revendeuses traditionnelles qui achetaient les fruits et légumes des petits exploitants pour les vendre au marché des bourgs furent remplacées par des marchands propriétaires de camions qui sillonnent les campagnes pour acheter en grande partie les récoltes sur pied (certains gros marchands peuvent contrôler jusqu'à 400 ou 500 tonnes de produits qu'ils revendent aux grandes surfaces de Fort-de-France), on ne peut encore parler de l'existence d'un réseau de commercialisation structuré. En fait, l'écoulement des récoltes n'est jamais assuré pour les producteurs qui d'ailleurs n'ont que peu de contrôle sur les prix de vente. Ainsi "le prix des ignames varie de 3,50F à 1F le kilo lorsqu'ils sont en abondance. Celui des choux varie de 0,50F à 3.00F tandis que les pommes de terre se vendent de 0,50 à 2,50F le kilo. Ces prix sont ceux qui ont cours à Fort-de-France. Quant aux cultivateurs, ils

reçoivent beaucoup moins. Lorsque les ignames se vendent 3F ou 3,50F sur le marché, les cultivateurs en reçoivent 2F le kilo. Quand les choux de Chine se vendent 3F à Fort-de-France, la récolte se vend 1,50F sur pied. De même pour les pommes de terres, les cultivateurs touchent 1F le kilo alors que les mêmes légumes se vendent 2,50F le kilo sur le marché. Les cultivateurs reçoivent donc de 40 à 57,7 % du prix de vente des légumes. Les cultures maraîchères rapportent plus aux cultivateurs proportionnellement. Par exemple, les cultivateurs reçoivent en moyenne 5F le kilo pour leurs tomates, alors que celles-ci sont revendues 7 à 8F sur le marché. Cela représente un peu plus de 60% du prix de vente qui va au producteur. Il en serait de même pour les haricots et les cultures maraîchères en général". (Frenette, Idem, p. 118-19).

Quant à la banane, les revenus qu'on en tire ne sont pas nécessairement en rapport avec les coûts, surtout pour les petits producteurs. Par exemple, à la SICA de St-Jacques, les coûts de production en plantation s'élevaient à 52 centimes par kilo en moyenne, auxquels il faut ajouter 3 centimes par kilo pour transporter les bananes jusqu'au hangar et 44 centimes par kilo pour les opérations de hangar et le transport jusqu' à Fort-de-France, ce qui fait 99 centimes en tout. Les prix sont semblables au Morne des Esses qui se trouve à peu près à la même distance de Fort-de-France. Mais à cela il faut ajouter 1F pour le frêt ; bateau (monopole français pratiquant des prix de monopole, i.e. exorbitants), taxes et transport sur le territoire français. A ce moment-là, le prix de vente en Métropole se situait aux environs de 1,90F à 1,95F. C'est donc dire que le producteur qui aurait fait toutes les opérations aurait essuyé une perte. C'est pourquoi de nombreux producteurs essaient d'économiser sur un item ou un autre, par exemple en n'engainant pas les fruits avec du polythène pour les protéger...) ou en utilisant les insecticides moins souvent qu'il le faudrait (Frenette, Idem. p. 119-120). Mais le véritable problème qui se pose au niveau de la mise en marché des produits agricoles n'est pas celui de l'absence d'un réseau de commercialisation structuré (il existe en fait un tel réseau et ce tant au niveau des produits d'exportation que des produits écoulés sur le marché local). Le problème est plutôt celui d'une absence totale de contrôle des petits producteurs sur ces réseaux de commercialisation. Que ce soit au niveau de la production bananière ou sucrière, les petits planteurs doivent se soumettre aux prix fixés par les sociétés d'exportation souvent contrôlées par les gros producteurs bananiers ou par les usines dans le cas de la canne ; sociétés et usines qui

elles-mêmes doivent se soumettre aux prix fixés à Bruxelles. Les prix de produits vivriers et maraichers, à cause de la proximité des marchés d'écoulement (marchés des bourgs ruraux et de Fort-de-France) peuvent être plus facilement régis par les petits producteurs, bien que là encore, les fruits et légumes importés d'Europe, souvent à très bas prix, posent des limites très précises à la détermination locale des prix. A tous les niveaux de la production, le "paysan" est donc placé devant une absence totale de contrôle sur les prix de production de ses marchandises tout en subissant les augmentations décrétées unilatéralement des prix des moyens de production.

3.3.2 Encadrement technique non adapté

[Retour à la table des matières](#)

Quant à l'encadrement technique, il semble être moins présent sur le terrain que sur papier. Pourtant plusieurs organismes d'encadrement technique et de recherche agronomique ont été créés par l'État dans le but d'aider les exploitants agricoles et principalement les attributaires des lots de réforme foncière. (C.T.C.S., l'I.N.R.A., les SICA, CUMA, SAFER et la DDA). Or comme il ressort des stages sur le terrain de Carole Jutras (1976) et Daniel Laberge (1976) après enquête auprès des petits exploitants, 80% des agriculteurs interrogés à la montagne du Vauclin (Martinique) et de 75 à 56% des agriculteurs indépendants ou attributaires de lots de réforme foncière à Marie-Galante déclarent ne recevoir aucune visite des techniciens de ces organismes. Le chiffre de 56% des attributaires de lots de réforme foncière à Marie-Galante n'ayant reçu aucune visite de techniciens est particulièrement surprenant, compte tenu de l'insistance mise sur l'encadrement technique dans les programmes de réforme foncière.

L'insuffisance de l'aide technique auprès des petits exploitants agricoles de même que l'insuffisance du crédit agricole, ont pour cause le souci de rentabilité qui guide les politiques des organismes concernés qui préfèrent accorder leur aide et orienter leurs recherches agronomiques vers les principales productions de l'île qui sont encore la canne, la banane et l'ananas, délaissant quelque peu les cultures vivrières et maraichères. A titre d'exemple, soulignons que le maraichage reçoit 100-120 ou 400F/hectare selon la culture avec un maximum de 5 hectares sub-

ventionnés par exploitation pendant que la canne reçoit 1,500F/hectare de subvention pour tout planteur (ADEEAR-DDA), 1977, p.26). Or comme on a pu l'observer dans les chapitres précédents, les cultures d'exportation ont tendance à se concentrer sur les très grandes exploitations contrairement aux cultures vivrières et maraichères qui, elles, se confinent aux petites et moyennes propriétés.

On peut conclure que le choix des cultures subventionnées de même que les conditions de solvabilité et de rentabilité exigées pour l'accès au crédit et à l'encadrement technique favorise la grande exploitation agricole au détriment de la petite exploitation. L'aide de l'État contribue donc à accélérer la déstructuration de l'agriculture de subsistance jugée non rentable et à favoriser l'émergence d'une agriculture "rentable" à forte technicité sur les exploitations mécanisables, sans pour autant résoudre le véritable problème agraire qui est celui des microfundistes. En conclusion, on observe que tant au niveau de l'accès aux technologies modernes de production qu'aux niveaux de l'encadrement technique et des réseaux de commercialisation, l'exploitation agricole subsiste (et est maintenue) dans des conditions primaires de production, ce qui l'oblige à se reproduire avec des seuils de rentabilité très bas. Mais ce qui peut sembler une marginalisation du secteur agricole n'est qu'apparence. En fait, à tous les niveaux du secteur agraire, bien qu'à des degrés divers, le salarié, le métayer, le petit et le gros exploitant agricole sont tous soumis à des règles et conditions imposées par les autres secteurs de la vie économique en tant que secteur de production à bon marché des biens alimentaires et marché d'écoulement de la surproduction des biens de production et de consommation. L'agriculture est essentielle au développement des autres secteurs de l'économie, tout comme la sphère précapitaliste de la production agricole (petite exploitation agricole) est soumise aux sphères proprement capitalistes de la production (agricole ou non) et permet leur reproduction élargie.

La fin des plantations ?

Chapitre IV

La petite exploitation agricole et le milieu socio-culturel antillais

4.1. JARDIN FAMILIAL ET JARDIN CRÉOLE

[Retour à la table des matières](#)

Le recensement général de l'agriculture considère comme exploitation agricole toute unité de production qui a une superficie agricole utile supérieure ou égale à 25 ares ou jouit d'une activité minimale de production (animale ou végétale), quelle que soit la surface de production ou la combinaison des deux conditions. (voir Rec. gén. agr. 73-74). Toutefois l'analyse de la structure foncière à la Martinique nous indique la présence d'un nombre très important de propriétés agricoles de moins de 0.25 ha. Le tableau suivant nous montre que 11,689 exploitations de moins de 0.50 ha sont constituées d'une moyenne de 1,16 "îlots de culture" d'une superficie de 0.14 ha. La superficie moyenne des exploitations de moins de 0.50 ha étant donc de 0.16 ha, on en déduit l'existence d'une majorité des exploitations ayant moins de 0.25 ha dans la classe de propriétés de moins de 0,50 ha.

Tableau 32**Morcellement des exploitations de moins de 0.50 ha.**[Retour à la table des matières](#)

Classe de superficie	Nb. d'exploitations	Superf tot, Ha	Nb. d'îlots de cult.	Nb. d'îlots exp.	Superf. moy. exp.
Moins de 0.50	11,689	1.873,57	13,603	1,16	0,14
Source : Rec. gén. agr.73-74					

Leur considération en tant qu'exploitations agricoles relève donc du second critère utilisé par le recensement agricole qui est celui d'une activité minimale de production définie ainsi :

Production végétale minimum : 10 ares d'ananas, 10 ares de canne à sucre, 10 ares de bananes d'exportation, 5 ares de pépinières fruitières ou forestières, 5 ares de tabac, 5 ares de cultures vivrières, 1 are de culture florale, 1 are de culture maraîchère, ou 20 arbres fruitiers.

Production animale minimum : 1 bovin, 1 porc, 1 ovin, 1 caprin, 25 poules ou 300 poulets de chair, 30 autres volailles, 10 lapines mères, 10 ruches...

En fait, d'après ce critère, la présence d'un seul porc ou bovin sur la propriété suffit à en faire une exploitation agricole.

Le "jardin familial" lui, est défini comme la "parcelle attenante au domicile du chef d'exploitation" servant à la fourniture de produits d'autoconsommation, conventionnellement plus petite que 10 ares (sinon la parcelle est classée en cultures vivrières et maraîchères). Il peut ainsi se retrouver soit sur les exploitations agricoles de plus de 0.25 ha, soit sur les propriétés rurales (au nombre de 26,255) qui ne répondent pas aux conditions requises pour être considérées comme exploitations agricoles. Le nombre de jardins familiaux est donc impossible à fixer car même si le recensement agricole nous apprend que 3005 exploitants de moins de 0.50 ha sur 11689 soit 26% du nombre ont comme culture principale un jardin familial, il ne nous apprend rien sur la présence des jardins sur les propriétés rura-

les non agricoles. Les observations faites au cours des divers stages effectués sur le terrain dans le cadre de cette recherche permettent cependant d'avancer que la très grande majorité des propriétaires ruraux entretiennent un jardin familial qu'il est toujours facile de retrouver près des maisons et de distinguer des autres parcelles dans le cas des micro propriétés agricoles.

Le concept de "jardin créole" peut être retenu toutefois pour caractériser la micro propriété rurale, dans la mesure où il réfère plus une certaine perception et utilisation de la parcelle de la part du propriétaire que d'une dimension ou d'une activité minimale fixée arbitrairement pour des fins de compilation statistique. En fait, des exploitations agricoles de 1 à 3 ha peuvent être utilisées comme de simples jardins par un propriétaire qui n'y consacre qu'un nombre limité d'heures, travaillant à plein temps à l'extérieur et utilisant la production de sa parcelle pour la seule autoconsommation. Le jardin créole devient plus un concept sociologique qu'une unité de production agricole.

Richard Paré décrit ainsi la micro propriété agricole : "A cause de l'omniprésence des bananiers et d'autres arbres qui bloquent la vue, et à cause de la nature irrégulière et escarpée du terrain (on n'essaie pas de la modifier avec des terrasses ou d'autres méthodes de nivellement), les taches individuelles ne se dégagent pas de ce qui semble être à première vue un fouillis végétal ; pour y saisir l'ordre méticuleux, il faut explorer le jardin de fond en comble, En passant sous le couvert des bananiers, on découvre des éclaircies plantées d'ignames et de choux ; les taches n'ont pas de séparation reconnaissable entre elles (des clôtures ou des haies) quoiqu'on plante parfois une rangée de manioc ou de canne sur un ou deux côtés d'une tâche pour "tenir la terre" (1976, p.45).

Paré a réalisé une liste exhaustive des plantes cultivées sur les 20 exploitations qu'il a étudiées à la Montagne du Vauclin. Cette liste nous donne un échantillon des principales plantes cultivées dans les jardins créoles. La diversité des plantes cultivées s'impose comme la caractéristique dominante des jardins créoles. En fait "étant données les limitations de l'espace et du marché, l'impossibilité de prévoir les récoltes avec exactitude et les besoins de subsistance (il faut se rappeler le rôle important que l'agriculture joue dans l'alimentation des maisonnées rurales) aucun cultivateur ne se spécialise dans une ou deux cultures seulement ... Exceptionnellement, quelques cultivateurs dépendent surtout de l'igname pour leur revenu, dont X qui plante une tâche de 90 fosses d'ignames portugaises et une autre de

150 cousses-couches, mais ces taches sont plantées sur la terre de son père et représentent une espèce d'expérimentation pour lui ; en effet, son propre jardin contient une dizaine de variétés de légumes, plantés en des quantités ne dépassant jamais trente plantes d'une même variété à la fois" (1976 ; p.45).

Le jardin créole est par définition un mélange de plusieurs variétés de plantes (arbres fruitiers, légumes, etc.) cultivées dans un ordre et des proportions qui varient selon la façon qu'aura chaque cultivateur d'organiser les éléments de ce micro système dans le temps et l'espace. "Il y a des contradictions entre cultivateurs, précise Paré, en ce qui concerne toute la gamme des règles culturales. Tout comme il n'y a qu'un seul calendrier agricole qui soit suivi par tous, il n'y a ni jardin, ni cultivateur typique à la montagne du Vauclin" (1976, p.52). Cette grande variabilité peut s'expliquer en partie par la longue expérience de chacun des exploitants et l'acquisition sur une base individuelle de connaissances non technologiques qui relèvent plutôt de la culture populaire. Daniel Laberge remarquait lors d'un autre stage dans la même région que "65% des agriculteurs ne connaissent pas d'autres cultures pouvant pousser sur leur sol et que 60% d'entre-eux n'ont jamais essayé d'autres cultures que celles cultivées lors de l'enquête. L'agriculteur vauclinois cumule une moyenne d'expérience de trente ans dans le secteur de l'agriculture et les parents de ceux-ci ont fourni dans 65% des cas l'information en rapport avec les techniques culturales ou les plantes cultivées" (1976 ; p.33).

Chaque jardin créole devient ainsi un microsysteme original personnalisé dans lequel l'exploitant a su organiser la production d'une grande variété de plantes. L'exploitation du sol y est aussi très intensive. "Même s'il est reconnu désirable de "laisser reposer la terre", la terre en friche est rare, remarque Richard Paré ; on n'en dispose pas en assez grande quantité pour pratiquer un véritable assolement. On va plutôt pratiquer une alternance de cultures sur la même terre" (Paré 1976, p. 46).

L'élevage fait aussi partie intégrante du jardin du petit paysan. La taille des parcelles laisse toutefois peu de place à la culture des plantes fourragères ou aux pâturages des animaux. Ainsi le paysan s'adonnera au petit élevage ; volailles, lapins, cochons, cabris, moutons, etc., évolueront près de la case, en liberté ou attachés au piquet. Les enfants seront chargés de les nourrir. Un ou plusieurs boeufs au piquet, nourris avec des herbes glanées par le propriétaire matin et soir sur le côté des routes communales compléteront l'élevage.

Jardinage et petit élevage s'associent pour faire du jardin créole une unité de production qui joue un rôle fondamental dans l'économie rurale. Exploité sur des propriétés variant de quelques ares à 2 ou 3 hectares, il représente pour la masse paysanne une sécurité de revenu, une réserve de nourriture sur laquelle on pourra compter en cas de problèmes.

Mais le rôle économique du jardin créole ne se résume pas dans l'apport qu'il fait au niveau de l'autoconsommation par la maisonnée rurale. Malgré son étroitesse, il constitue une source importante de revenu, non parce qu'il apporte une quantité significative d'argent provenant de la commercialisation des produits agricoles mais parce qu'il tient cet argent disponible en tout temps. Si le petit paysan veut acquérir de la terre, construire une case, pourvoir aux frais d'une fête, l'épargne devient essentielle pour lui. Or, cette épargne consistera principalement en une épargne sur pied, c'est-à-dire dans un boeuf, une vache, des chèvres ou des moutons. Carole Jutras signale que "dans l'esprit traditionnel (Marie-Galantais), le troupeau est considéré comme une tirelire qui sert à boucher les dépenses exceptionnelles engendrées par un mariage, un baptême, un enterrement, la rentrée des classes, etc., (1976. p.32). Cette épargne peut aussi être représentée par un carreau de canne, de bananiers ou encore des plants d'ignames que l'on laisse grossir en terre jusqu'à ce qu'un besoin d'argent ou de nourriture se présente. Les "gros légumes" en particulier, jouent un rôle de plus en plus important, semble-t-il, dans l'épargne en terre. Autrefois consommés en grande partie par la famille, ils sont aujourd'hui vendus sur le marché local, les enfants de plusieurs maisonnées préférant le pain aux racines.

Cette épargne, en plus, n'est pas stable, mais fructifie. Les carreaux d'igname ou les boeufs et cabris deviennent en fait des placements. Les petits exploitants décrivent ainsi l'accumulation : de l'oeuf au boeuf, en passant par la poule, le lapin, cabri, mouton... puis on vend les boeufs pour bâtir sa maison ou y apporter des améliorations.

Enfin, on va prêter sur une bête qui sert ainsi de gage dans le cas d'un besoin pressant d'argent, par exemple, une mort dans la famille. Bien que moins spectaculaire que sa fonction dans le système capitaliste international, cette fonction économique "d'épargne" du jardin créole n'en demeure pas moins fondamentale dans le processus de reproduction de la classe paysanne.

Le jardin remplit finalement des fonctions sociales très importantes. Ainsi la plupart des fêtes antillaises sont marquées par le sacrifice d'un animal élevé sur la parcelle (cochon pour la Noël, cabri pour Pâques et les baptêmes, etc). Paré rapporte aussi que "lorsqu'il y a une naissance, les amis ou parrains et marraines donnent quelque chose, un animal ou une pièce en ouvrant la main du bébé ou sur sa tête. On peut alors acheter ... un animal. Ainsi dit un Vauclinois, mon fils avait reçu un cabri qu'on a donné en moitié. Le cabri a donné deux boucs et j'ai vendu le bouc de mon fils et ouvert un compte en banque pour lui" (Paré, 1976. p.54).

Le rôle socio-économique du jardin créole est donc très important dans le petit paysannat antillais. Plus qu'une unité de production précisément délimitée dans l'espace, le jardin créole devient l'une des constituantes les plus importantes de la vie paysanne antillaise, le cadre socio-économique de la vie rurale. En fait, on peut étendre le concept de jardin créole, tel que décrit ici, à la majorité des exploitations agricoles de moins de 1 ou 2 ha pour lesquelles l'agriculture n'est qu'une activité complémentaire à un travail à plein temps, extérieur à la plantation. D'activité complémentaire, la petite agriculture peut devenir toutefois, lors de la perte d'un emploi, d'une incapacité de travail prolongée ou de la mortalité du chef mâle de l'exploitation, la seule source de revenu et de nourriture pour la maisonnée. La petite agriculture devient alors une "agriculture de repli" pour une partie de la population, principalement les hommes les plus âgés qui se voient refuser tout travail salarié permanent. La petite exploitation agricole s'impose alors comme secteur économique tampon qui absorbe les chocs de l'évolution chaotique de l'économie martiniquaise en recueillant le surplus de main-d'œuvre sans travail. Pour la population rurale, soumise à la pression démographique, l'agriculture devient le seul palliatif à la migration vers les villes ou vers la Métropole.

4.2. PARENTÉ ET AGRICULTURE

[Retour à la table des matières](#)

Comme on a pu le constater à travers les sections précédentes, le paysannat martiniquais ne constitue pas un groupe homogène. Les variations importantes dans la grandeur des exploitations, les types de faire-valoir, et les divers types de cultures, contribuent à segmenter la masse paysanne en plusieurs classes rurales. Prolétaires domiciliés, salariés agricoles, petits exploitants à temps partiel, moyens propriétaires, grands propriétaires constituent tous des groupes bien démarqués. Toutefois, si la position occupée par rapport aux moyens de production est le critère ultime dans la détermination des classes sociales, les règles sociales de transmission de ces moyens de production sont aussi très importantes. Guy Dubreuil dans une étude sur "La famille Martiniquaise" souligne en effet que les modes d'héritage déterminent pour une large part l'inégalité économique et sociale dans le milieu rural. "On sait par exemple, dit-il, qu'un enfant illégitime à l'égard duquel le père ne reconnaît pas légalement sa paternité est légalement et effectivement privé de tout héritage dans la ligne paternelle, cela même si ce dernier accepte de jouer le rôle sociologique de père. Cet enfant n'héritera que de la mère dont il portera le nom. L'inégalité économique est donc inhérente au système juridique. Par contre, si l'enfant naturel est légalement reconnu par le père sans être légitimé après le mariage de ce dernier, il héritera au même titre qu'un enfant légitime si le père n'a pas ailleurs d'enfants légitimes. Autrement, l'enfant reconnu n'héritera que de la moitié environ de la part qu'il aurait reçu s'il avait été légitime ... Ce mode d'héritage qui oblige le père à diviser sa propriété de façon légalement prescrite, privilégie donc la légitimité. Le taux de l'illégitimité étant de 50% à la Martinique, il va de soi qu'il en résulte une inégalité économique endémique" (1965, p. 106).

Dorothée Mineau a montré de son côté qu'au Morne-Vert, le taux d'illégitimité est demeuré toujours important, et ce depuis 1874. En fait, à partir d'une analyse des baptêmes de cette commune, elle montre que la période 1874-1894, le taux d'illégitimité fut de 58,4%, qu'il fut de 67,3% de 1895 à 1915, 51,6% de 1895 à 1915, 51,6% de 1916 à 1936, de 45,7% de 1937 à 1957 et de 50,3% de 1958 à

1974 (Mineau, 1976 p. 17). Ces données sur l'illégitimité des enfants correspondent à un faible taux de mariages. En fait, selon la tradition antillaise les couples préfèrent s'installer "en ménage". Ce trait culturel pourrait s'expliquer par la difficulté d'obtenir traditionnellement une portion de terre afin de s'y installer et de vivre indépendamment de sa famille. Toutefois comme le souligne Mme Mineau, "la proportion grandissante des emplois du secteur tertiaire facilite d'autant l'acquisition du minimum essentiel à la fondation d'un nouveau foyer qui dépendra des revenus d'un salaire et non de ceux d'une récolte incertaine.... Il apparaît donc que la tradition de l'installation en ménage ne serait pas uniquement liée à des facteurs économiques mais relèverait davantage de l'idéologie antillaise et qu'en conséquence la départementalisation n'aurait pas changé ce type d'union ni sa fréquence" (1976, p. 15-16).

Concubinage et illégitimité sont donc deux composantes toujours importantes dans le système familial martiniquais. Ils jouent un rôle central dans l'évolution du paysannat et ce de deux façons ; premièrement en limitant le nombre d'héritiers légaux (le concubinage et l'illégitimité ralentissent ainsi le phénomène de morcellement des terres agricoles et compensent en partie la tendance au morcellement liée au mode d'héritage) ; deuxièmement en générant des inégalités sociales par la constitution d'une classe de ruraux sans terre et d'une classe de petits ou moyens exploitants indépendants. "Cette inégalité rappelle Dubreuil, est par ailleurs accentuée par le fait que ce sont précisément les enfants légitimes des "gros" qui peuvent le plus facilement émigrer. Ainsi ces «gros» possèdent des propriétés relativement peu peuplées. Ils ont par exemple installé certains enfants sur une terre voisine qu'ils ont achetée. A d'autres, ils ont acheté un commerce, un autobus, une nouvelle propriété dans le quartier voisin. D'autres, enfin, ont pu quitter la commune grâce à des études secondaires qui leur ouvrent des postes administratifs dans la capitale ou en France. Ainsi, les "gros" peuvent-ils échapper un peu au morcellement excessif de la propriété familiale.." (1965, p.106-107).

Mme Mineau observe également au Morne-Vert une tendance à l'exogamie. Ainsi jusqu'au début des années 60, 71% environ des hommes et 84% des femmes natifs de cette commune contractaient mariage avec des conjoints vivants dans la même commune. Depuis 1963, toutefois ce pourcentage oscille entre 15% et 45% pour les hommes et autour de 50% pour les femmes. Ce phénomène a une inci-

dence certaine sur le morcellement des exploitations agricoles dans la mesure où il favorise l'éloignement des îlots de culture appartenant aux conjoints respectifs.

Richard Paré nous fournit un exemple de transmission d'une propriété à la Martinique (Montagne du Vauclin) qui montre le jeu de ces divers facteurs.

À l'aide de cette généalogie on peut retracer l'origine de la propriété de Mlle O. (1 ha à Grand Boucan et 3 ha à l'Union). Au départ, chacun des enfants de L.C. avait reçu en héritage environ 2,50 ha. Ainsi le père de Mlle O., J. hérita de sa mère C. une portion à Grand Boucan et une autre de son père D. à l'Union. Il racheta la part de sa sœur I. à l'Union et celle de son oncle maternel A., demeuré célibataire.

Mlle O, ses deux soeurs M... et R... et son frère P. vendirent l'infime héritage de leur mère pour "payer le géomètre et le notaire". Ils ont partagé l'héritage de leur père ; la maison du bourg, le commerce et les parcelles à Grand Boucan et la terre à l'Union.

Ainsi la transmission des propriétés a-t-elle morcelé la terre et on a recours le plus souvent au notaire pour éviter tout conflit au sein de la famille ; cela n'empêche pas que M. "ne s'accorde pas" avec son frère, que R. est brouillé avec sa famille, car dit-elle, elle a été déshéritée par son père qui a tout vendu au profit de M ... Chose curieuse cette même M. a vendu les terres héritées de sa mère au frère du déshérité.

L'exemple de la transmission de la propriété de L.C. n'est pourtant qu'un cas d'émiettement minimal. En effet, sur ses six enfants légitimes, trois sont morts célibataires sans laisser d'enfants légitimes, deux n'ont eu que respectivement deux et trois enfants dont deux partis comme colons. Quant au sixième, Mlle M. ne sait pas ce qu'il est devenu. Ainsi donc à Grand-Boucan les descendants de L.C. figurent parmi les rares propriétaires de plus de 2 ha." (Paré, 1976, p.4-5)

Paré fait aussi remarquer que la légitimité des enfants n'est pas le seul critère utilisé dans le mode de transmission des terres. En fait une distinction supplémentaire apparaît entre enfants de la mère, du père ou des deux.

Dans ce cas-ci de succession, les enfants illégitimes ont reçu chacun une petite parcelle. Il semble donc exister des exceptions à la règle qui accroissent la tendance au morcellement.

Dans cet exemple, la propriété appartenant à A fut partagée de la façon suivante :

G	et	H :	43 ares chacune
Les 4 enfants de A :			11,5 ares chacun
I	et	Z :	10 ares chacune.

On observe cependant que dans ce dernier cas la limite de la division de l'exploitation est atteinte et qu'à la prochaine occasion de morcellement cette exploitation viendra grossir les rangs des propriétés indivises. En fait, "la tendance à la propriété collective familiale apparaît de plus en plus comme la formule visant à supplanter le morcellement abusif des microfundias" (Burac, 1-975). Cette indivision suscite l'apparition d'un nouveau type d'exploitant agricole, la famille petits propriétaires qui délègue en général ses droits d'exploitations à l'un des membres de la famille (souvent le fils cadet), qui bien que soumis en principe aux décisions de la famille conduira le plus souvent à sa guise l'exploitation familiale qu'il est seul à faire fructifier.

4.3. RÉSEAUX DE COMMUNICATION ET CHANGEMENT SOCIAL

[Retour à la table des matières](#)

Face aux transformations que connaît l'agriculture ans Antilles françaises, les petits cultivateurs peuvent opter pour plusieurs solutions : laisser la terre pour travailler comme salarié agricole ou manœuvre, la laisser exploiter en faire-valoir indirect, l'utiliser comme jardin familial sur lequel on travaille à temps partiel, émigrer vers les villes, opter pour un travail fonctionnarisé plus gratifiant, etc.. Tous ces choix s'offrent au petit exploitant agricole au travers un certain nombre de réseaux de communication qui véhiculent les idées porteuses de changement. Parmi les principaux réseaux de communication, on trouve : le réseau scolaire, la migration rurale-urbaine, les mass-média, les structures d'importation des biens étrangers et la publicité qui en fait la promotion, les routes, etc..

L'assimilation administrative apportée par la Départementalisation eut des conséquences positives au niveau scolaire par l'application de la scolarisation obligatoire jusqu'à 16 ans. Le taux de scolarité grimpa rapidement dès les années 50, pour atteindre dans les années 70 un niveau comparable au niveau de scolarité des Français métropolitains. Toutefois, cette assimilation des structures scolaires impliqua l'imposition unilatérale d'un programme d'éducation conçu pour la société post-industrielle et hautement fonctionnarisée qu'est la France métropolitaine, mais non adapté au caractère pré-industriel et foncièrement agraire des Départe-

ments d'Outre-Mer. Il s'en suivit une dévalorisation de tout travail manuel ou agricole au profit du nouveau symbole de la réussite sociale qui n'est plus le grand propriétaire terrain mais le fonctionnaire ou col blanc. Fernand Dumond a déjà relevé un tel problème dans les pays du tiers-monde en général où la principale industrie est actuellement l'administration publique, secteur très coûteux et improductif (Dumond, 1962, p. 68). En fait aux Antilles françaises comme dans les autres régions périphériques du monde, l'éducation joue le rôle de promoteur des valeurs des pays du Centre et garantit la reproduction d'une "classe moyenne" acculturée sur laquelle reposera la vocation néocoloniale de ces sociétés, celle de société périphérique de consommation. L'enseignement technique n'est pas valorisé du fait de la prise en charge des secteurs productifs (industriels, agro-alimentaires, etc.) par des compagnies étrangères qui importent de l'extérieur les employés spécialisés. L'éducation devient alors le principal réseau de communication par lequel les ruraux accèdent aux valeurs liées à la consommation. L'enseignement des techniques agricoles est réduit au niveau symbolique.

Les échanges villes portuaires/campagnes ont joué et jouent encore un rôle déterminant dans le processus d'acculturation des masses rurales de même que dans la répartition géographique de la population. Zones commerciales par excellence, les villes portuaires antillaises abritaient une bourgeoisie commerçante qui gérant les circuits de collecte (denrées d'exportation) et de distribution (produits importés) mais aussi filtrait l'entrée des idées et valeurs européennes. Comme le signale Serge Larose dans le cas d'Haïti "durant tout le dix-neuvième siècle, l'articulation avec le monde extérieur ne passe plus par les grandes unités agricoles tenues par une classe restreinte de planteurs, mais par une bourgeoisie commerçante qui établit son pouvoir par le contrôle des mécanismes du marché bien plus que par son intervention au niveau même de la production" (1976, p.7). Malgré l'importance de la classe des propriétaires terriens à la Martinique, ce contact avec le monde extérieur revint aux bourgeois commerçants des villes de St-Pierre et Fort de France.

Le développement de l'appareil administratif et du secteur commercial dans la plupart des sociétés antillaises et particulièrement à la Martinique et à la Guadeloupe devait générer un développement sans précédent de ces villes portuaires qui attirèrent à la fois les nouveaux fonctionnaires et les paysans sans terre. Ces derniers se regroupèrent dans des bidonvilles pendant que la nouvelle petite bour-

geoisie administrative s'installa dans de nouveaux quartiers résidentiels. Max Etna souligne que La Havane rassemblait en 1967, 21.4% de la population cubaine ; San Juan, 31% de la population de Porto Rico ; Kingston, 28% de la population jamaïcaine ; Fort de France, 44% de la population de la Martinique ; etc ... (Etna, 1975, p.44). On assista en fait au lendemain de la seconde guerre mondiale à un développement hypertrophié de la ville principale de chacune des Îles. L'avènement progressif de la macrocéphalie urbaine conduisit à de fâcheux déséquilibres régionaux qui accélérèrent le phénomène d'urbanisation. La ville/capitale devint alors le pôle d'attraction des masses rurales rejetées de leur milieu par la pression démographique et la déstructuration de la production agricole d'exportation et ainsi étendit son influence à une part de plus en plus importante de la population insulaire. Toutefois, son influence ne se fait pas sentir aux seuls migrants qui se sont installés à sa périphérie dans des quartiers qui prennent souvent l'allure de bidonvilles. En fait, la plupart des études de migrations rurales/urbaines montrent qu'il s'établit un mouvement constant d'échange entre ville et campagne par le biais des migrants qui faisant saisonnièrement (ou plus fréquemment) la navette entre leur lieu de naissance et leur nouveau lieu de travail, transportent avec eux objets, idées et valeurs. La migration rurale/urbaine s'impose alors comme un second réseau de communication qui assure la pénétration dans les campagnes des objets et valeurs de la société de consommation ayant transité par les villes portuaires.

La télévision, la radio et cinéma, les journaux, etc., jouent aussi un rôle déterminant dans la dévalorisation du travail agricole chez les paysans martiniquais et guadeloupéens. En fait, le nombre de téléviseurs est passé de 200 en 1965 à 13.000 en 1972 pendant que la radio pénétrait dans plus de 90% des maisonnées et que des salles de cinéma s'établissaient dans chaque commune. Officiellement non manipulés par le pouvoir politique et par les intérêts du système économique, ces mass média ne sont pas utilisés comme dans les pays socialistes à des fins d'éducation des masses et de revalorisation du travail agricole ou manuel en général. Leur fonction apparente de divertissement camoufle pourtant le rôle prépondérant que jouent ces mass média dans la pénétration des valeurs et objets de consommation dans la population en général, par le jeu de la publicité mais aussi par le biais du contenu des films ou émissions qui proviennent en général de l'extérieur sans aucune adaptation préalable.

Enfin, le développement d'un réseau routier qui étend ses ramifications jusque dans les zones les plus reculées, en plus de bouleverser le réseau traditionnel de commercialisation des produits agricoles et des biens importés, joue en rôle important de catalyseur du changement.

En plus de ces quatre principaux réseaux de communication, l'échange migratoire vers la Métropole, le mouvement des touristes dans l'île, la venue de plusieurs organisations étrangères dont les Églises protestantes, représentent tous des canaux par lesquels les informations et les biens porteurs de changements pénètrent les campagnes et influent sur les choix, les décisions que prendront les paysans quant à l'avenir de leur exploitation agricole. Toute analyse de l'évolution de la paysannerie et de l'agriculture aux Antilles devra tenir compte de ces canaux de communication comme catalyseurs de changement et non plus considérer l'évolution du secteur agricole en fonction des seules données sur la structure foncière ou de la déstructuration du système de plantation. Ce dernier d'ailleurs ne fut pas un simple système économique mais il caractérisa aussi l'ensemble de l'organisation sociale et culturelle des "sociétés de plantations". Sa désorganisation eut donc des conséquences qui ne sont pas limitées au seul niveau économique.

4.4. URBANISATION ET RURBANISATION

[Retour à la table des matières](#)

L'urbanisation est un phénomène étroitement lié à la crise du secteur primaire et au développement corrélatif du tertiaire. A la Martinique et à la Guadeloupe, il prend deux formes qui peuvent être aussi perçues comme deux phases d'un même processus : premièrement, le développement des petites municipalités de campagne qui accueillent les paysans des quartiers ruraux environnants, deuxièmement le développement de Fort-de-France et Pointe-à-Pitre (phénomène de macrocéphalie) qui accueillent les migrants des villes et quartiers de commune (l'agglomération de Fort-de-France-Schoelcher est peuplée pour plus des 2/3 de personnes nées ailleurs). Le caractère transitoire de chacune des étapes de la migration qui mènent du quartier rural au bourg, puis à la capitale et enfin en Métropole, bien que souvent pris pour acquis dans la plupart des travaux sur la migration, mérite d'être reconsidérée. En fait, d'après les enquêtes menées lors des divers stages sur

le terrain, il apparaît que le migrant laissant le quartier rural pour le bourg, s'y établit souvent définitivement sans nécessairement aller à la capitale et que le migrant qui quitte le pays pour la Métropole ne passe pas toujours par l'étape du séjour à la capitale. Cette théorie de la transition a, en réalité, trop tendance à considérer comme seul objectif des Antillais, la migration vers la Métropole. Cette hypothèse fait l'erreur de considérer la population rurale comme un tout homogène partageant les mêmes intérêts et les mêmes aspirations. Or une étude de la migration rurale/urbaine se doit de considérer la division très nette entre exploitants agricoles indépendants et salariés agricoles. De fait, la migration vers les bourgs voisins des quartiers ruraux serait plus le propre du premier groupe tandis que la migration vers les quartiers périphériques de la capitale serait le fait du second.

À titre d'exemple, Pierre Bouliane dans une étude sur Volga-Plage, un "bidonville" de Fort-de-France, souligne que la baisse importante du nombre de salariés agricoles à la Martinique (baisse de 30,835 en 1954 à 17,557 en 1967 soit une baisse de 42%) fut la cause principale du développement de ce quartier. Il rappelle en ce sens les données d'une enquête officielle effectuée sur l'habitat à Fort-de-France qui affirment que "84% des chefs de ménage déclarent provenir d'une autre commune que celle de Fort-de-France (à laquelle est rattachée Volga-Plage), 13% de la capitale même et 3% hors de l'île" (Bouliane, 1976, p.64). Ses observations personnelles confirment que de ce 84% des chefs de ménage venant de l'extérieur, la majorité ont déjà été soit salariés agricoles, soit marins-pêcheurs. "La présence de pêcheurs et d'anciens travailleurs agricoles à Volga n'étonne guère. Ne possédant pas de grandes parcelles de terre, ils ont quitté très tôt les bourgs ruraux pour émigrer vers la capitale. Et en plus de la fermeture des usines dont ils dépendaient, d'autres facteurs, tels que le travail saisonnier qui nécessitait un mouvement de va-et-vient de même que la prolétarianisation des paysans pauvres qui, s'ils ont confié un bout de terrain et laissé derrière eux des membres de leur parenté, n'y séjournent plus ; ont contribué à désagréger le tissu rural, constituer le flux des mouvements de population et fait naître les bidonvilles ou zones défavorisées" (Bouliane, 1976. p. 28).

Toutefois, "un autre tableau sur la localisation du logement antérieur du chef de ménage indique que 56% possédaient un logement dans la même commune qu'ils habitent présentement, 41% dans une autre commune et 2% hors de la Mar-

tinique. Cela pourrait entrer en contradiction avec les pourcentages précédents où 84% des chefs de ménage affirmaient être originaires d'ailleurs que Fort-de-France. Mais si l'on admet que plusieurs avant de s'installer à Volga-Plage même, ont tenté de se loger dans la capitale, il n'y a réellement pas d'opposition" (Bouliane, 1976.p. 65). Ainsi s'il existe vraiment une étape de transition, elle serait l'inverse de celle habituellement postulée. Les quartiers pauvres périphériques à la capitale ne représenteraient plus un tremplin vers la capitale et la Métropole, mais plutôt la zone d'accueil qui reçoit les migrants ruraux qui auraient transité dans les maisons et appartements surpeuplés des parents et amis établis dans la capitale. Bouliane a d'ailleurs remarqué le caractère presque villageois de ces quartiers. En réalité, tout-à-fait contraire à l'image classique du quartier dépravé, peuplé de délinquants et de marginaux, Volga-Plage s'impose comme une zone d'habitat en phase de stabilisation où les bons rapports de voisinage et les pratiques traditionnelles du coup de main sont de mise. Donnant l'apparence d'un vaste chantier de construction, il abrite des familles qui canalisent leurs moyens et énergies dans la construction lente mais ferme d'une maison permanente en dur. Comme tous les autres quartiers périphériques de la capitale, Volga-Plage évolue du stade de bidonville au stade de banlieue résidentielle. D'abord constitué de cases en tale, le quartier a évolué très rapidement dans les quinze dernières années pour devenir un quartier ouvrier moins marginalisé où l'on aperçoit constamment devant les habitations encore en bois ou en tale, du sable, du ciment, des tuiles et des matériaux de construction, signes d'une "durcification" prochaine.

On ne découvre pratiquement pas de jardins à Volga, (3% seulement des personnes interrogées par l'Atelier d'urbanisme possèdent un jardin), à l'exception de quelques plants qui trouvent refuge dans des barils, sur les toits des maisons. L'étroitesse des parcelles et la mauvaise qualité de la terre de remblais utilisée pour combler la mangrove qui occupait précédemment le site, empêche tout jardinage. Seuls quelques poules ou lapins sont conservés dans des cages de même que des cabris que l'on attache au piquet dans des savanes voisines le jour, pour les parquer près de la maison la nuit. Par contre, plusieurs des résidents semblent cultiver un jardin sur une parcelle qu'ils ont conservé en commune, trop petite toutefois pour assurer la subsistance de la maisonnée. Les autres trouvent souvent des vivres chez des parents demeurés sur l'exploitation familiale. Les échanges de produits vivriers entre ville et campagne par le biais du réseau familial sont fon-

damentaux dans l'économie des maisonnées des villes et villages antillais et mériteraient d'être mieux étudiés.

Un autre aspect de l'urbanisation est le développement des petits bourgs de commune. Daniel Laberge, par exemple, après analyse du recensement de 1974 remarque une baisse importante de la population dans les quartiers éloignés situés sur les pentes de la montagne du Vauclin à la Martinique, population rurale qui aurait émigré principalement vers le bourg du Vauclin. D'après le tableau suivant, Laberge distingue quelques tendances :

Tableau 33.

Évolution de la population des principaux quartiers au Vauclin.

[Retour à la table des matières](#)

District de référence en 1974	Quartier ou lieu-dit	Population		Diffé- rence	%
		1967	1974		
1,2,3,4,5,6,	Bourg du Vauclin	2,946	3,010	+ 64	2.2
5	Pointe Athanase	291	409	+ 118	40.5
7	Baie des mulets	22	207	+ 185	—
11	Carrière	264	392	+ 128	48,5
12	Beaujolais	160	214	+ 54	33,7
16, 17	Cadette	199	279	+ 80	40.2
14	Morne Escavaille	213	162	51	-24.0
7, 16	Ravine Plate	358	266	- 92	-27.0
12, 13	Morne Raquette	284	160	-124	-43,6
14	Neveu-Goujon	254	286	+ 32	12,6
9, 14	Bellevue	248	281	+ 33	13,3
15	Grand Boucan	175	157	- 18	-10,2
15, 17	Boué	134	115	- 19	-14,2

-- Le bourg lui-même est demeuré stationnaire, mais les quartiers de la périphérie immédiate ont connu un essor important (Pointe Athanase, Baie des Mulets)

-- Les quartiers situés sur les pentes de la montagne du Vauclin, ont été diversement touchés par le mouvement de population des campagnes, certains mieux structurés se sont développés (Carrière, Beaujolais, Cadette, les autres ont été touchés à des degrés divers)

--- Les petits groupements (20 à 50 personnes) ; les habitations ont vu leur population suivre le déclin des activités agricoles.

--- Enfin la régularisation des limites de la commune avec ses voisins, a eu pour effet de faire varier la population des quartiers situés sur ces limites. (Laberge, 1976, p.15).

L'amélioration des voies de transport aurait entraîné un changement de résidence de la campagne vers le Bourg à l'affût d'un petit travail mais sans abandon total de l'agriculture. Cette hypothèse concorde avec l'observation faite par Paré qui montre que ce sont toutefois les moyens propriétaires au Vauclin (3 ha et plus) qui quittent leur parcelle pour s'établir au bourg. Il avance quatre hypothèses pour justifier cette sélection à l'intérieur de la population rurale face à la migration vers les bourgs :

- (1) La moyenne propriété se consacrait plus à la culture de la canne que la petite, donc fut plus touchée par la crise sucrière. Au Vauclin on la trouve principalement dans les régions plus sèches et peu propices à la banane.
- (2) La moyenne propriété se trouve à la limite du travail familial et de la main-d'œuvre d'embauche. Le renchérissement du prix de cette dernière la rend non viable.
- (3) L'aspiration des enfants de propriétaires moyens et les conditions objectives de promotion sociale rendent possible un changement d'activité.
- (4) Les propriétaires moyens peuvent trouver plus facilement des colons pour travailler leur terre suffisamment grande pour permettre à ceux-ci de subsister tout en dégageant un surproduit pour le propriétaire (Paré, 1976, p.16).

Ainsi la nature de la migration (migration vers les bourgs, vers la capitale, vers la Métropole) correspondrait largement à des groupes particuliers de la population rurale. Les "moyens" exploitants agricoles migreraient vers les villages de commune, dans le but d'avoir une retraite au bourg", pour les plus âgés, et de trouver un emploi salarié pour les plus jeunes qui feront alors le va-et-vient entre leur nouvelle résidence et leurs parcelles en culture, pendant que les microfundistes et les salariés agricoles se rapprocheraient de la capitale et que les jeunes ruraux ayant un minimum de scolarité opteraient pour la Métropole.

Jeanine Jourdain dans une "Contribution à l'étude de l'habitat dispersé dans un quartier de Ste-Marie (1973) remarque que 54,4% des adultes émigrent de leur quartier pour aller dans 20,32% des cas dans d'autres quartiers ruraux, souvent pour aller travailler sur les plantations ; dans 11,38% des cas au Morne des Esses qui. est un bourg de transition moins grand et anonyme que Ste-Marie, 7,31% des cas vers Ste-Marie, 10,56% vers un endroit quelconque de la Martinique, 15,44% vers Fort-de-France (surtout les quartiers populaires) 10,56% à l'extérieur de la Martinique et 24,39% sont restés au quartier Pérou près de la nouvelle route asphaltée où ils se sont construits une nouvelle case. Ainsi Mme Jourdain conclut que 45,6% de la population totale en âge de travailler reste à Pérou même si les habitants déménagent à l'intérieur de ce quartier. "Sauf exception, dit-elle, restent à Pérou des adultes qui ne peuvent s'adapter ou vivre à Ste-Marie ou au Morne des Esses, parce qu'ils ont un niveau scolaire trop bas, pas de métier, et n'ont pas trouvé de travail ailleurs. Ainsi Pérou reste la zone refuge où il est plus facile de vivre. C'est ce que prouve aussi l'étude des structures familiales des foyers et des liens de voisinage" (1973, p.14). Non seulement la petite exploitation agricole, mais aussi les rapports traditionnels d'entraide de la communauté paysanne doivent être considérés comme des "lieux" de l'adaptation des masses rurales aux crises de l'économie agraire.

Parallèlement au phénomène de la migration rurale-urbaine et au mouvement d'urbanisation, on observe aux Antilles françaises une tendance inverse au retour en commune d'une classe aisée de citadins qui se construisent une résidence soit permanente soit secondaire. Ce phénomène de lotissement des terres agricoles pour fin d'établissement de résidence n'appartenant pas à des exploitants agricoles, appelé rurbanisation, entraîne des conséquences importantes sur l'évolution de

l'agriculture antillaise. L'Atlas de la Martinique fait remarquer que "depuis une dizaine d'années, on assiste au morcellement de certaines grandes propriétés en lots dits agricoles de 0.5 à 2 ha, destinés à une urbanisation diffuse. Les propriétaires peuvent ainsi réaliser leur capital foncier à un prix quatre à cinq fois supérieur à la valeur du terrain agricole sans pour autant supporter les charges qui leur incombent en matière de lotissement ... On peut estimer à 4.000 ha, soit environ 10% de la superficie agricole de l'île les surfaces ainsi 8tées à l'usage agricole". Ce phénomène de la rurbanisation qui affecte plusieurs communes rurales de l'île fut toutefois précédé d'un important mouvement de spéculation foncière qui a influé sur le devenir des terres du littoral et qui a ceinturé l'île de nombreux hôtels de luxe, de villas et de villages-vacances. Le développement touristique ayant atteint une certaine saturation, les lotissements pour fin domiciliaire deviennent le principal danger pour la conservation des terres agricoles.

La commune du Morne-Vert, considérée comme la petite Suisse de la Martinique, connaît de façon particulière ce problème de la rurbanisation. Mme Mineau dans son rapport au titre signification "Du carré d'ignames aux pelouses des Villas", souligne que "en moins de dix ans, le Morne-Vert a vu trois lotissements résidentiels accaparer 42 hectares de son territoire. Pour les habitants de la commune, les quartiers de Bel Event, La Cavalerie, et Val d'or sont désormais synonymes de villas modernes et luxueuses mais aussi de quartiers déserts puisque 92% des propriétaires ont leur résidence principale en dehors de la commune et n'occupent leur villa en moyenne que cinq jours par mois... A ces 42 ha déjà lotis, s'ajouteront très probablement et prochainement 25 ha additionnels que se partageront trois nouveaux lotissements de résidences secondaires..." (1976, p. 42-45).

Le tableau no. 34 nous fournit des indications précises sur le pourcentage de propriétaires non-résidents et leur lieu de provenance.

Tableau no. 34.**Provenance des propriétaires des lotissements du Morne-Vert.**[Retour à la table des matières](#)

Lotissements	Nb total de prop.	% de prop. non-résid.	Lieu de résidence des acheteurs		
			F. de F.	Autres Communes	Hors Département
Bel Event	23	74	13 (76%)	3	1
La Cavalerie	34	94	22 (68%)	5	5
Val d'Or	13	93	9 (75%)	1	2
Total	70		44 (72%)	9	8

Source : Mineau, 1976, p.48 et 50.

"La capitale, Fort-de-France, et son extension moderne dans la commune voisine de Schoelcher.... regroupe 72% des propriétaires non résidents. L'image type de ces nouveaux propriétaires est celle du fonctionnaire, de l'enseignant ou membre des professions libérales, de classe moyenne supérieure, majoritairement mulâtre, qui, pour des raisons de travail, habite la capitale ou sa proche banlieue et achète le terrain du Morne-Vert pour y construire une résidence secondaire, qui, au moment de la retraite, deviendra sa résidence principale. Les fonctionnaires métropolitains ne semblent pas intéressés par ce type d'investissement, leur séjour "aux îles" étant de trop courte durée" (1976, p. 51).

Il existe deux modes de lotissements résidentiels en milieu rural. Le premier, le lotissement habitat "implique la division d'une propriété en parcelles inférieures à 500 m² (demi-hectare) et comporte pour le propriétaire l'obligation de viabiliser les parcelles, i.e. d'investir les sommes nécessaires à l'ouverture d'un chemin carrossable, à l'adduction d'eau et à l'installation de l'électricité. Ces travaux augmentent d'autant la valeur et le prix des nombreuses petites parcelles qu'on peut tirer d'une propriété de moins de 10 hectares par exemple. "Le quartier de Val d'or illustre bien ce type de lotissement-habitat où 3.22 ha ont suffi à créer 30 lots mesurant en moyenne 10.75 ares chacun. Ces lotissements-habitats sont sous la juri-

diction de la D.D.E. (Direction départementale de l'Équipement) qui supervise toutes constructions et aménagent en zones agglomérées (bourgs, villes). Le propriétaire qui se voit refuser l'autorisation d'entreprendre un lotissement-habitat soit par la DDE ou encore par la D.D.A. (Direction départementale de l'Agriculture) à qui sont référées les demandes de lotissements touchant des propriétés situées en dehors des zones agglomérées, peut alors diviser sa propriété en parcelles de plus de 500 mètres carrés et se conformer ainsi aux règlements de la D.D.A. en matière de lotissements-agricoles.

Ce deuxième mode de lotissement est rentable sur une propriété d'au moins dix hectares, les lots moins nombreux et plus grands rapporteront quand même au vendeur des sommes importantes sans qu'il n'ait à déboursier pour la viabilisation des parcelles. Sur un lotissement agricole, il est prévu qu'une partie du lot soit consacrée à l'habitat de l'éventuel "agriculteur" mais dans le cas qui nous occupe, celui-ci sera plutôt fonctionnaire à temps plein et jardinier dans ses moments libres. Faute d'un plan d'ensemble d'occupation des terres pour la Martinique, plan qui saurait regrouper les objectifs de la D.D.E. et de la D.D.A. en matière de protection des terres agricoles et d'aménagement des zones agglomérées, il sera toujours possible, comme on le dit au Morne-Vert de "lotir et de bétonner les bonnes terres et d'y laisser brouter quelques cabris et un veau afin d'être en règle avec les autorités". Les lotissements de la Cavalerie et de Bel-Évent sont représentatifs de ce dernier mode de lotissement". (Mineau, 1976, p.45-46).

Cette longue citation tirée du travail de Mme Mineau nous montre la vulnérabilité et le manque de fermeté des lois régissant les terres agricoles à la Martinique. Ce manque de contrôle sur les lotissements, qu'ils soient de type habitat ou de type agricole, a des conséquences importantes sur le développement de l'agriculture martiniquaise dont les deux principales sont l'utilisation des meilleures terres agricoles à des fins non agricoles et l'augmentation sans précédent du prix de la terre qui en atteignant une valeur marchande plusieurs fois supérieure à la valeur agraire, n'est plus, du coup, disponible pour les petits propriétaires qui vent consolider leur exploitation. Toutefois, un plan d'aménagement rural qui aura pour fonction de coordonner les efforts des divers services officiels concernés en vue de la protection et de la mise en valeur des terres agricoles sera appliqué bientôt à la Martinique.

4.5. CONCLUSION : RÉFORME FONCIÈRE ET RÉFORME AGRAIRE

[Retour à la table des matières](#)

Les premiers plans de développement proposés et appliqués par la France aux Départements français des Antilles se sont attachés à développer au maximum les cultures traditionnelles d'exportation (canne, banane, ananas), secteur rendu déjà instable au lendemain de la seconde guerre mondiale par la saturation des marchés internationaux. Dès le IV^{ième} Plan (1-1962-1965) cette politique d'encouragement aux cultures d'exportation fut révisée et l'on décida alors d'inclure un paragraphe sur la réforme foncière, réforme qui établirait les bases d'une agriculture moderne, encadrée et adaptée aux besoins locaux. Toutefois, le commissariat général du Plan devait vite revenir sur ses positions et dès l'élaboration du Ve Plan (1966-1970), il fit observer que les projets de réforme foncière ne devraient pas mettre en péril la rentabilité et l'avenir même des grandes plantations et donc que le développement agricole devrait se faire plus par le remembrement des petites parcelles impropres à une culture mécanisée que par le morcellement des grandes propriétés. D'ailleurs, il est précisé dans le Ve Plan que "l'agriculture d'exportation" doit conserver et élargir ses débouchés extérieurs" (cité dans G.R.O.M.S.Ca, p.44)

La loi de réforme foncière, dont le texte remonte au 2 août 1961, "révèle le double souci de limiter l'étendue des grandes exploitations et de permettre à des familles rurales d'accéder à la propriété foncière ou à la condition d'exploitant agricole". (cité dans Lasserre, 1967, p.116,).

Les objectifs généraux de cette loi étaient :

- l'accession de l'agriculteur à la propriété dans un pays où la détention du sol est socialement très importante.
- contribuera augmenter l'emploi dans l'agriculture.

- accroître le revenu des agriculteurs grâce à un encadrement technique et financier approprié. Le statut du colon partiaire par souci de justice sociale.
- mettre enfin en valeur des terres insuffisamment exploitées par l'implantation de cultures nouvelles (Voir ADEEAR, 1977, p 131).

La réalisation de cette réforme foncière était confiée à des Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Établissement rural (SAFER) qui furent créés dès 1960 dans le but de faciliter l'élargissement des structures agricoles, procéder à l'installation de nouveaux exploitants et remettre en valeur certains terrains abandonnés afin de faciliter leur travail.. Une loi du 8 août 1962 accorda aux SAFER un droit de préemption sur l'ensemble des terres agricoles proposées à la vente. Cet organisme toutefois n'avait aucun pouvoir face aux terres que les propriétaires fonciers ne voulaient pas vendre, dont évidemment les meilleures terres agricoles. Ce droit de préemption ne s'appliquant qu'aux terres mises volontairement sur le marché par leurs propriétaires. La SAFER ne débuta réellement son travail qu'en 1966 à la Martinique. Son action, même limitée, fut sérieusement compromise dès 1970 au moment où le Crédit Agricole, bailleur de fonds des attributaires, craignant des difficultés dans le remboursement de ses prêts à long terme, bloqua son aide pour l'accession à la propriété. "Dans l'impossibilité de céder des lots à des agriculteurs sans finances, la SAFER doit consentir des ventes à des non-agriculteurs pouvant payer... Entre 1969 et 1975, 800 ha ont été rétrocédés par la SAFER" (ADEEAR, 1977, p.30). Les résultats sont que 'au cours du IV^{ième} Plan, la réforme a donc porté chaque année en moyenne sur 200 ha en Guadeloupe et sur 954 ha en Martinique ; elle a permis à 500 exploitants guadeloupéens et à 320 exploitants martiniquais d'accéder chaque année à la propriété. Au cours des 5 années du VI^{ième} Plan (1966-1970), l'objectif est de 2000 ha par an en Guadeloupe et de 1,200 ha par an en Martinique, ce qui correspond respectivement à 500 et 400 allocataires par an" (Lasserre, 1967, p.121).

Les deux principales causes de cet échec partiel du plan de réforme foncière furent d'une part l'absence de tout pouvoir permettant aux SAFER d'intégrer les terres (cultivées ou non-cultivées) des grands propriétaires fonciers (absence de pouvoir qui les obligea à jouer le rôle d'agents de vente des terres de moins bonne

qualité des grands propriétaires aux petits exploitants) et d'autre part l'absence de tout crédit qui plaça les SAFER dans l'obligation de fonder leur activité sur une entreprise bancaire privée qui détermine unilatéralement les critères de solvabilité des attributaires des lots de réforme foncière. Ces deux failles dans l'organisation des SAFER sont révélatrices du caractère accessoire et superficiel de ce premier programme de réforme foncière.

Par rapport aux visées initiales du IV^{ième} Plan et aux besoins de terres agricoles des paysans antillais, les résultats furent donc très minces. Non seulement le nombre d'attributaires demeura relativement faible, mais la qualité des terres qu'ils acquirent fut souvent médiocre et l'encadrement mal organisé ou inexistant. Mlle Jutras (1976) a fait à Marie-Galante une analyse comparative d'un groupe d'attributaires de lots de réforme foncière et d'un groupe de petits exploitants traditionnels dans laquelle elle montre le peu de satisfaction des attributaires face à leur nouvelle situation. Plus jeunes que les exploitants traditionnels (51 ans en moyenne contre 61 ans) avec 6.83 personnes à charge contre 4.58 pour les exploitants traditionnels, les attributaires compris dans l'échantillon de Mlle Jutras, exploitent des lots d'un seul tenant d'une moyenne de 3.5 ha (Voir Jutras, 1974, p.102). Malgré leur nouvelle situation socialement valorisée de propriétaires terriens, les attributaires de la réforme affirment avoir de la difficulté à tirer de leur exploitation un revenu suffisant pour leur permettre de combler les besoins de la famille (Idem p.100). D'ailleurs, 33% des attributaires ont un travail secondaire qui complète les revenus tirés de l'exploitation qui sont jugés insuffisants par la majorité d'entre eux. Or ce fait est surprenant dans la mesure où le cahier des charges des attributaires prévoyait une activité agricole à plein temps de 450 jours-travail par an (300 pour l'exploitant et 150 pour le conjoint), d'ailleurs comme le souligne Mme Dancosse-Bouhajib (1970, p.59) le calcul de temps de travail de la femme dans l'évaluation des revenus qu'il est possible de retirer d'un lot de réforme n'est pas un hasard. "Il fallait aussi éviter autant que possible que les attributaires fassent appel à des travailleurs salariés pour la mise en valeur de leur lot et les inciter à se servir au maximum de la main-d'œuvre familiale. Un lot de 3 à 4 hectares était compatible avec cette obligation". On peut alors se demander si le temps de travail passé par l'exploitant à l'extérieur de son lot de réforme est comblé par une exploitation accrue du travail familial (moyenne de 6.83 personnes à charge par attributaire) ou par un abandon partiel du travail requis par le cahier des charges.

(Mlle Dancosse-Bouhajib dans son analyse du cas particulier de réforme du La-reinty à la Martinique, remarque qu'en fait 45% des attributaires utilisent une main-d'œuvre salariée occasionnelle) (1970, p. 98).

D'une façon ou d'une autre, il est important de remarquer que la réforme foncière fut organisée pour produire au meilleur marché possible, c'est-à-dire avec un maximum de travail impayé (par le biais de l'exploitation du travail familial principalement) les produits agricoles destinés aux usines et à l'exportation.

La non-rentabilité des lots de réforme foncière était prévisible du fait que la grandeur des lots vendus aux attributaires a été calculée sur la base d'un revenu annuel fixé par référence au salaire annuel minimum d'un couple de salariés agricoles. Or on sait que le salaire minimum dans le secteur agricole est de loin insuffisant et qu'il est plus bas que celui appliqué dans n'importe quel autre secteur d'activité. Ces critères concordaient donc à confirmer cette nouvelle petite paysannerie au bas de l'échelle des salaires et donc au bas de l'échelle sociale.

La réforme foncière, telle qu'elle fut planifiée et appliquée aux Antilles françaises eut donc comme conséquence majeure le rattachement à la sphère capitaliste de production agricole, d'une main-d'œuvre avait tendance à s'en détacher en fuyant vers la sphère précapitaliste de production ; le marché des petites jobs occasionnelles sous-payées. En effet, face à la non-rentabilité de la production bananière ou sucrière, les petits exploitants "indépendants", de même que les fermiers et métayers tendent à délaisser la production des produits d'exportation soit pour la production vivrière maraichère, soit pour un travail salarié dans une sphère précapitaliste d'activité. Dans l'un ou l'autre des cas. Ils cherchent à s'affranchir du lien de dépendance face aux grands planteurs et aux usines, dépendance qui rappelle trop l'époque coloniale. Or les usines et les grands planteurs qui s'accrochent encore à la production des biens d'exportations traditionnels ont toujours besoin d'une main-d'œuvre agricole disponible. Les salariés agricoles qui n'ont pas encore fui ce secteur d'activité sous-payé et jugé dévalorisant, tendent à développer une conscience de classe poussée, revendiquent constamment des augmentations salariales et usent de plus en plus des moyens de pression disponibles (grèves, ralentissements de travail, etc.) Une seule solution viable s'offre aux usines et aux planteurs : celle de s'attacher des producteurs "indépendants" qui, la récolte venue, seront obligés de vendre leur production et ce, dans des délais qu'ils auront eux-mêmes intérêt à respecter, s'ils veulent monétiser toute une année de

travail matérialisé dans la récolte. Les attributaires de lots de réforme foncière jugeront justement ce rôle de main-d'œuvre agricole disponible et à la limite ils constituent sous l'artifice de "petits producteurs indépendants" un véritable salariat agricole. En fait, ils ne possèdent pas réellement leurs moyennes de production car ;

- (1) On leur vend à crédit un bout de terre qu'ils mettront plusieurs années à s'approprier réellement. Ils ne sont pas réellement propriétaires du sol.
- (2) Le prix de cette terre est fixé en fonction d'un nombre d'années prédéterminé de remboursement. Ils ne contrôlent pas le prix de son principal moyen de production.
- (3) Le revenu des attributaires est calculé d'avance en termes de salaire. Or ce salaire est fixé par principe au salaire minimum retiré de 450 jours de travail sur chaque exploitation. La grandeur du lot attribué devra être suffisamment grande (mais pas plus grande) pour que l'attributaire, une fois qu'il aura payé ses engrais, ses outils, ses intérêts sur le capital emprunté, etc., puisse bénéficier, avec un prix de vente fixé par l'usine pour sa récolte, de ce salaire minimum agricole. Il ne contrôle ni le prix de ses biens de production ni le prix de sa récolte, ni donc ses revenus.
- (4) Avec le cahier des charges et l'encadrement technique de toute sorte, l'agriculteur ne contrôle même plus le seul moyen de production qui lui appartenait en propre ; ses connaissances techniques.

En fait, l'attributaire de lot de réforme foncière (et au même titre le métayer ou le producteur indépendant) ne contrôle que sa force de travail qu'il vend formellement à l'intérieur du secteur agricole de production, à la sphère proprement capitaliste de l'agriculture. Considérée sous cet angle, la réforme foncière devient une forme indirecte de prolétarianisation des agriculteurs au sein même d'un secteur d'activité qu'ils auraient eu autrement tendance à quitter.

Il n'est pas surprenant que la SAFER ait échoué dans son effort d'attribution des lots à de jeunes exploitants dynamiques, énergiques et entreprenants. Ainsi la fonction traditionnelle de la petite agriculture qui est d'être un secteur économique

tampon, intégrant sur de petites parcelles de subsistance le trop plein de population active, se perpétue dans la réforme foncière.

Un apport intéressant du plan de réforme du début des années 60 (lois du 2 avril 1961 et du 17 décembre 1963) fut la définition du statut de métayer et la garantie de certains droits pour les colons. Le bail à colonat devrait être écrit et d'une durée minimum de 6 ans, renouvelable "à moins que le bailleur ne puisse invoquer contre le colon un motif grave et légitime". "Le premier a droit à la libre jouissance d'une superficie de terre égale à 2 ares pour lui-même et par personnes à charge vivant avec lui, pour les cultures destinées à l'alimentation familiale et égale à dix ares pour son élevage, la superficie maximum de la terre dont il a la jouissance exclusive ne doit pas dépasser le cinquième du bien faisant l'objet du bail. Il est enfin précisé que le bailleur ne peut contraindre le colon à fournir des redevances, prestations ou services de quelque nature que ce soit. La protection contre l'éviction abusive, le droit de pratiquer des cultures et un élevage personnel, l'entière liberté de travail des colons sont maintenant assurés par la loi" (Lasserre, 1967, p. 117).

Toutefois, ce qui est garanti vraiment par cette loi, c'est le droit qu'aura le colon d'assurer lui-même, directement, par le biais d'une petite production d'auto-subsistance, la production des biens nécessaires à sa survie, c'est-à-dire le droit d'abaisser le coût de reproduction de sa force de travail et donc son salaire réel. Pressentant la fragilité de la position du colon, même avec des droits garantis, l'État présenta une seconde loi (celle de déc. 1963) qui détermine les règles du fermage, mode de tenure jusque là peu pratiqué dans les D.O.M. Le but de cette législation fut de promouvoir le fermage en tant que situation intermédiaire entre la pleine propriété et le colonat ou le salariat agricole. Toutefois, «même s'il paraît plus intéressant que le colonat, en ce qui concerne notamment les actions d'encadrement et de formation des petits exploitants, il (le fermage) présente quand même plusieurs désavantages ; il suppose que les paysans possèdent un capital d'exploitation, ce qui n'est pas le cas ; de même les charges financières de l'exploitant ne sont vraisemblablement pas diminuées par rapport à l'accession à la propriété» (Dancosse-Bouhajib, 1970, p. 54). D'ailleurs comme on l'a vu précédemment le fermage n'est pas un simple mode de tenure foncière, il est aussi un outil de soumission formelle du travailleur agricole aux besoins de main-d'œuvre de la sphère capitaliste de production agricole.

Le problème peut être ramené à un vice originel dans la politique de base de la réforme foncière, telle que définie entre les lignes de la loi de 1961, qui n'envisageait aucunement une véritable réforme agraire. En fait, il n'existe ici ni redistribution gratuite de la terre, ni collectivisation des moyens de production. Au contraire on favorise le développement d'unités familiales indépendantes de production. Il n'existe aucun esprit socialiste sous-jacent à cette action d'aspect autant politique qu'économique. "Les réformes entreprises aux Antilles sont des réformes foncières et non des réformes agraires plus ambitieuses. Il s'agit d'une redivision géographique de l'espace, sans que soient retouchées en principe l'affectation économique du sol et sa vocation agricole. Encore moins s'agit-il de remanier à ce propos la structure agricole de l'île. Un des problèmes importants semble au contraire de maintenir cette structure tout en procédant au morcellement de certaines grandes propriétés. On doit donc s'attendre à une canalisation des retentissements sociologiques dans le sens d'une stabilisation de la société de plantation à travers une nouvelle répartition des rapports de production caractéristiques de cette société (Benoist, cité par Jutras, 1976, p.129). Comme le souligne Benoist, ce n'est pas seulement d'une redivision du territoire agricole (réforme foncière) dont l'agriculture antillaise a besoin pour s'épanouir mais d'une reconnaissance de son importance sociale et économique dans les politiques de développement. En fait, une véritable réforme agraire impliquerait la mise sur pied d'un véritable réseau de commercialisation des produits agricoles et d'un crédit agricole adapté et suffisant, le redécoupage des meilleures terres agricoles achetées non à leur valeur marchande mais à leur valeur agricole, l'imposition de fortes barrières douanières sur les produits agricoles importés, un encadrement technique fondé sur une participation communautaire, une obligation de culture des terres laissées en friche, etc..

Or de telles mesures iraient à l'encontre, premièrement de la volonté de la bourgeoisie terrienne et industrielle (propriétaires d'usines à sucre, distilleries, hangar d'emballage, etc.) de maintenir des rapports de production de type coloniaux et, deuxièmement, de la Métropole qui veut redéfinir la vocation économique de ses possessions d'Outremer en termes de sociétés néo-coloniales de consommation de la surproduction métropolitaine.

Une telle politique agraire ne se manifeste pas dans le nouveau projet de réforme foncière établi pour les Antilles françaises et qui devrait être appliqué sous

peu. Bien que tenant compte des erreurs de la réforme tentée dans les années 1960, les responsables de l'agriculture ne visent toujours qu'à établir sur des parcelles réduites des agriculteurs qui seront aux prises avec les mêmes problèmes de capitaux, de mise un marché de leurs produits et de dépendance envers les usines.

Ce nouveau programme de réforme foncière est présenté ainsi par la Direction départementale de l'Agriculture de la Martinique : "Les objectifs : il s'agit désormais de dépasser le seul objectif social qui présidait à la réforme de 1961. Au plan économique, on recherchera la création d'exploitations familiales réellement viables. "L'esprit : les conditions libérales de la Réforme de 1961 avaient conduit au lotissement de parcelles de qualité souvent moyenne, situées le plus souvent sur les pentes des mornes. Un tel esprit n'est plus de mise aujourd'hui. Certes, il importe de ne pas fragmenter de façon inconsidérée les grandes exploitations destinées aux cultures d'exportation. Cependant, l'esprit de réforme dont se doteront les pouvoirs publics devra s'exprimer de manière volontariste et ne pas laisser le marché décider seul de l'évolution de la réforme. En premier lieu, il faudra appliquer les dispositions du Code rural concernant les terrains laissés en friche (obligation d'exploiter, de mettre en fermage ou d'aliéner)". (Schéma Départemental d'Aménagement Rural, p.10, 1977). La nécessité soulignée par Mlle Jutras d'intégrer les paysans dans les mécanismes de décision pour pallier au caractère "imposé" de la réforme ne sera toutefois pas considérée. De même tout semble annoncer que le cahier des charges des attributaires les incitera à produire des biens d'exportation (canne, banane). Or des problèmes comme ceux soulignés par Mme Dancosse-Bouhajib (1970) dans le cas de la réforme foncière au Lareinty (Martinique) risquent de se reproduire. Cette dernière a montré que cette réforme fut faite plus en fonction des besoins d'une usine à sucre qui voulait s'assurer d'une main-d'œuvre stable et d'un approvisionnement garanti en canne, qu'en fonction des véritables problèmes agraires de la Martinique. Un risque important demeure que cette nouvelle réforme foncière à l'étude présentement prenne plus l'apparence d'une réforme sociale visant à absorber le trop plein de population active que d'une véritable réforme agraire.

Un dernier effet négatif serait que de tels plans de réforme foncière n'accélérent le mouvement de morcellement des terres agricoles en lots difficilement rentabilisables. La poursuite dans ce sens d'une telle politique foncière ne risque que

d'aggraver à long terme le problème agraire et accélérer le mouvement de prolétarisation des populations rurales.

La fin des plantations ?

ANNEXE

COPIE D'UN CONTRAT-TYPE LIANT UN IMMIGRANT INDIEN À UN PLANTEUR ANTILLAIS

[Retour à la table des matières](#)

Nous croyons utile de transcrire un modèle de contrat d'engagement :

"1) Je m'engage dès à présent à m'embarquer pour la Martinique...

2) Je m'engage également pour l'espace de 8 années à travailler en ladite Martinique aux ordres de MM, ou des personnes auxquelles ils transféreront ce dit contrat, ce à quoi je les autorise, m'obligeant à opérer toute espèce de travaux dans cette colonie, à la campagne, dans les villes, et n'importe où ils le désireront, soit dans des maisons particulières, établissements, ou n'importe quel genre d'industrie ou art, ou bien dans des plantations, sucreries, jardins, prairies, fermes ...

3) Les 8 années pour lesquelles je m'engage... commenceront à compter à partir du 8e jour de mon arrivée... et, dans le cas où j'arriverais malade et incapable de travailler, ledit délai commencera après ma sortie de l'hôpital ou de l'infirmerie.

Ces 8 années consécutives se composeront de 96 mois, chaque mois composé de 26 jours de travail effectifs et complets...

4) Les heures pendant lesquelles je devrai travailler, dépendront du genre de travail que l'on me donnera et des soins qu'il sera nécessaire d'y donner ce qui reste au libre arbitre du patron aux ordres duquel je serai, tout en m'accordant chaque jour les heures de repos, celles pour le dîner et le déjeuner...

5) En plus des heures de repos, on ne pourra me faire travailler les jours de dimanche que suivant les coutumes établies.

6) Je me soumets à l'ordre et à la discipline qui s'observent dans l'établissement, atelier, ferme ou maison d'habitation auquel on me destine, sous réserve cependant du droit qui me reste de me plaindre devant l'autorité légale, au cas où je serais maltraité.

7) Je m'engage à subir pour chaque jour d'absence sans motif légitime, indépendamment de la privation de salaire-la retenue d'une seconde journée de salaire à titre de dommages-intérêts.

8) En cas de maladie n'excédant pas 8 jours, il reste convenu que mon salaire sera suspendu et qu'il recommencera à courir qu'après mon rétablissement.

9) Les dimanches et fêtes, après avoir rempli mes devoirs religieux, je pourrai employer mon temps à travailler pour moi un morceau de terre qui me sera destiné et que je pourrai cultiver si toutefois je ne suis pas destiné au service domestique et dans ce cas, je n'aurai pas droit à ces avantages, mais en échange, on me donnera les vêtements et chaussures dont j'aurai besoin pour mon emploi.

10) S'il arrivait que mes services ne fussent plus utiles, je resterai libre de retourner à mes frais dans mon pays ou d'aller où il me conviendra.

11) Si ma femme ou mes filles majeures venaient à être employées dans l'établissement auquel on me destine, elles gagneront, sans préjudice de mon salaire, celui de 2 piastres 1/2 par mois, de même que mes fils, de l'âge de 9 à 14 ans ; passé ce dernier âge, ils gagneront la même chose que moi ...

12) M... aura le droit d'endosser le présent contrat en faveur de qui que ce soit...

13) M... s'oblige de son côté envers moi :

1) à me payer un salaire de 4 piastres par mois...

2) à me fournir chaque jour pour nourriture 8 onces de viande salée ou autre viande saine et 2 livres 1/2 de racines ou autres denrées alimentaires.

- 3) à me faire donner dans l'infirmerie tous les soins, remèdes et assistance de médecins pendant la durée qu'exigeront mes souffrances et ma conservation.
- 4) à me donner tous les ans 2 vêtements complets, une chemise de laine et une couverture.
- 5) à me fournir gratis mon passage d'aller jusqu'à la Martinique et ma nourriture à bord.
- 6) à m'avancer la somme de... piastres fortes en or ou en argent pour mes besoins pour le voyage que je vais entreprendre.
- 7) à me fournir - vêtements - couverture - matelas et autres objets nécessaires dont l'importance est de... piastres qui, avec les... piastres de l'article précédent, font la somme de... piastres que je m'engage à rembourser à la Martinique à l'ordre de M. moyennant 1 piastre par mois que me retiendra sur mon salaire la personne à laquelle on transférera ce contrat : il reste bien entendu que, pour aucun motif, on ne pourra avancer ces remboursements.

C'est en foi de quoi...."

C'est un bain à peine déguisé.

La fin des plantations ?

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

ACEEAR (1977). Schéma départemental d'aménagement rural. Direction de l'Agriculture de la Martinique.

Atlas de la Martinique (1977). Atlas géographique publié sous la Direction de Guy Laserre.

Benoist, Jean, Types de plantations et groupes sociaux à la Martinique. Extrait de la Revue "Cahiers des Amériques Latines", reproduit dans les publications du Centre de Recherches Caraïbes, Université de Montréal. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Bouliane, P.**(1976). Volga-Plage. Rapport de terrain, Anthropologie, Université de Montréal.

Burac, M. (1975). L'économie rurale dans le Centre-Nord de la Martinique. Contribution à l'étude de la crise d'une économie de Plantation. Centre d'Etudes de géographie tropicale.

Calmont, A. (1970). La canne à sucre et ses problèmes dans le Sud-Est de la Martinique. Thèse du 3e cycle. Université de Bordeaux, 1970.

Crusol, J. (1973). "La Martinique : Économie de Plantation, Survol Historique". Cahiers du CERAG, no. 28.

D.D.A., Recensements généraux de l'agriculture. Martinique et Guadeloupe 1973-1974. Publiés par la Direction Départementale de l'Agriculture.

Delawarde, J. (1937). *La vie paysanne à la Martinique*. Imprimerie officielle Fort-de-France.

Dubreuil, G. (1965). *La famille martiniquaise*. Publication du Centre de Recherches Caraïbes.

Dumont, R. (1962). *L'Afrique noire est mal partie*.

Dancosse-Bouhajib, D. (1970). *Une expérience de réforme foncière en Martinique : le Domaine du Lareinty*. Institut de Géographie, Université de Bordeaux, 1970.

Darsières, C. (1974). *Des origines de la nation martiniquaise*. Désormaux. Coll. Thèses et textes Fort-de-France.

Ferré, J. F. (1976). *La canne à sucre. Évolution contemporaine (1950-1974)*. CNRS.

Frenette, Y.** (1978). *La structure agricole de la Martinique. Un exemple : Morne des Esses*. Thèse de maîtrise, Anthropologie, Université de Montréal.

Gauthier-Laluque, J., *Contribution à l'étude des budgets et Niveau de vie de la paysannerie guadeloupéenne en milieu bananier*. Bordeaux, Université de Bordeaux III, Institut de Géographie.

Giroux, M. et Jamard, J.L. "Les Antillais et le travail : complexe de servitude ou réalité de la dépendance ?". Actes du XLII^{ème} Congrès international des américanistes. Congrès du Centenaire, Paris 2-9 septembre 1976, Vol. I.

G.R.O.M.S.C.A. (1978). *Reproduction des Hiérarchies sociales et action de l'État : Le cas des Antilles françaises*. Groupe de Recherche sur l'Organisation et le Milieu des Sociétés de la Caraïbe, Commissariat Général du Plan, 1978.

Gunder Frank (1972). *Capitalisme et Sous-Développement en Amérique Latine*. Maspero 1972.

Gray, L. *History of Agriculture in the Southern United States to 1860*. Gloucester, Mars 1958.

Joubert, A. (1948). "Les conséquences géographiques de l'émancipation des Noirs aux Antilles (1848)", *Les Cahiers d'Outre-Mer*, T.L, pp. 105-118.

Jourdain, J. (1973). Contribution à l'Étude de l'habitat dispersé dans un quartier de Ste-Marie. Thèse de maîtrise, Bordeaux.

Jutras, C.** (1976). Adaptation du petit paysannat marie-galantais à un environnement en mutation. Rapport de baccalauréat, Département de Géographie, Sherbrooke.

Kervégant, D. (1935). Rapport sur l'industrie de la canne à la Martinique. Direction des services agricoles, Fort-de-France, Martinique.

Laberge, D.** (1976). Essai d'interprétation des comportements, des attitudes et des perceptions d'une population en milieu rural : montagne du Vauclin, Martinique. Mémoire de License, Géographie, Université de Sherbrooke.

Larose, Serge (1976). L'exploitation agricole en Haïti. Guide d'étude. Centre de Recherches Caraïbes, Université de Montréal et Fonds St.-Jacques, Ste-Marie, Martinique. 1976, 69 pp. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Lasserre, G. (1961). La Guadeloupe, Etude géographique, tome I. Union Française d'Impression, Bordeaux.

_____. (1967) "Petite propriété et réforme foncière aux Antilles" Dans *Les problèmes agraires des Amériques Latines*. CNRS 1967.

_____. (1972) La petite propriété des Antilles françaises dans la crise de l'économie de plantation. Extrait de "Etudes de géographie tropicale offertes à Pierre Gourou. Ecole pratique des Hautes Etudes (VIe section) et Mouton et Co, Paris, La Haye. Reproduit par le Centre de Recherches Caraïbes, Collection de Réimpression no. 4

May, L. P (1972). Histoire Économique de la Martinique (1635-1763). Paris. Librairie des Sciences Politiques et Sociales, Réédité par la "Société de distribution et de Culture". Fort-de-France.

Mineau, D.** (1976). Du carré d'ignames aux Pelouses des Villas : Morne-Vert. Commune paysanne en transformation". Rapport de recherche, Centre de Recherches Caraïbes. Université de Montréal.

Paquette, R.** (1978). La petite exploitation agricole en Martinique selon les données du Recensement agricole. Centre de Recherches Caraïbes. Université de

Montréal. Communication présentée au Colloque "Géographie et Sous-Développement", organisé par l'Association des Géographes du Québec, mai 1978.

Paré, R.** (1976). La montagne du Vauclin. Rapport de terrain, Anthropologie, Université de Montréal.

Renard, R. (1973). Histoire Antillaise, La Martinique de 1848 à 1870. Centre Universitaire des Antilles et de La Guyane. No. 12, Janvier 1973.

Revert, E. (1949). La Martinique : Étude géographique. Nouvelles Éditions Latines. Université de Lyon. Faculté des Lettres. Paris. [En préparation dans [Les Classiques des sciences sociales](#), JMT.]

Rifaux, F. (1978). "Le phénomène migratoire aux Antilles françaises et ses incidences économiques et sociales". Article non publié, Janvier 1978.

Rifaux et Archéen (1977). "Les Antilles françaises : essai d'interprétation socio-historique". Dans *Reader in the contemporary Sociology of the Caribbean*.

Singaravelou (1975). Les Indiens de la Guadeloupe. Étude de Géographie humaine. 1975. Bordeaux.

Stavenhagen, R. (1969). Les classes sociales dans les sociétés agraires. Sociologie et tiers-monde. Paris: Éditions Anthropos, 1969, 402 pp. Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#), JMT.]

Fin du texte